



cahier du GEMDEV

GIS ÉCONOMIE MONDIALE, TIERS MONDE, DÉVELOPPEMENT

L'AVENIR DES TIERS MONDES

MONDE ARABE ET MUSULMAN

GEMDEV

Cahier n° 16

L'Avenir des Tiers Mondes

MONDE ARABE ET MUSULMAN

Paris

Novembre 1989

SOMMAIRE

- L'Avenir des Tiers Mondes. Présentation.
Michel Beaud - Président du GEMDEV p. 5
- Avant - Propos.
Claude Liauzu p. 7
- Eléments pour un dossier.
Claude Liauzu - Université Paris VII p. 9
- Les économies d'Afrique du Nord. Entre
contrainte démographique et contrainte
financières.
Agnès Chevalier - CEPII
Véronique Kessler - CEPII p. 77
- L'économie islamique face à l'économie
mondiale.
Bernard Hours - ORSTOM p. 87
- Quel mouvement des femmes en Algérie ?
Monique Gadant p. 99
- "Le retour de l'Islam et le problème de la
femme". L'expérience iranienne nous interroge.
Tehrani Chahila p. 109
- L'Islam, les femmes et la laïcité.
Catherine Delcroix p. 115
- Analyse des travaux de prospective du
Centre d'études pour l'unité arabe. p. 121
- Les perspectives gazières de l'Algérie.
Louis Blin - Université Paris VII p. 127
- Arabisances. Le Marchand, le Prince, le Temple.
Léo Dayan - Université Paris I p. 145
- Réactualiser le passé ou gérer l'avenir ?
Analyse des travaux de prospective du
Centre d'études pour l'unité arabe.
Hassan Arfaoui - Institut du Monde Arabe p. 163
- Les aléas du futur dans une zone en turbu-
lence : Afrique du Nord et Asie occidentale.
Nasser Pakdaman - Université Paris VII p. 191
- Bibliographie des travaux en langues
européennes. p. 193

L'AVENIR DES TIERS MONDES

En 2005, la notion de "Tiers-Monde" aura cinquante ans. Où en seront, alors, les sociétés, les nations des trois grands continents qui forment le Tiers-Monde ? Que peut-on dire aujourd'hui de leur devenir - évolutions communes et accentuations des divergences ?

- A travers une période marquée de ruptures et d'incertitudes, quels cheminements peut-on pressentir ou prévoir ?

- Comment ces cheminements se situent-ils dans le cadre de différents scénarios d'évolution du système-monde ?

- Par-delà l'ensemble des facteurs d'instabilité et d'incertitude, quelles sont les tendances lourdes que l'on peut dégager ?

- Face aux contraintes et aux crises de la période, quelles réponses particulières vont élaborer les sociétés des grandes zones du Tiers-Monde ?

- Quels clivages vont se creuser et quelles solidarités vont se former ou se renforcer ?

Après avoir travaillé sur "la crise des théories" et des "pratiques du développement", puis sur "Etat et développement", le GEMDEV a engagé en octobre 1987, une réflexion collective sur l'avenir des Tiers Mondes, avec comme horizon 2005.

Première problématique, première séance de recherche le 17 février 1988, constitution de groupes de travail, notes de recherches discutées au sein de ces groupes... Cinq groupes ont été animés respectivement par :

- Philippe Hugon et Michel Beaud (Cheminements et scénarios pour les sociétés des Tiers Mondes),

- Olivier Dollfus (Population et espaces),

- Gérard Grellet (Technologies),

- Jean Piel et Léo Dayan (Cultures),

- Michel Vernières (Formation et ressources humaines),

et l'ensemble a été coordonné par Catherine Choquet.

Au terme de cette première étape, les textes disponibles -études achevées ou notes de recherche plus ou moins élaborées- constituent la matière de trois **Cahiers** :

Cahier n° 8 : Espaces - Pouvoirs - Economies

Cahier n° 9 : Emploi - Formation - Ressources Humaines

Cahier n° 10 : Cultures "en travail".

Sur la base de ces **Cahiers**, une journée de recherche a eu lieu le 2 décembre 1988. Elle a marqué l'ouverture de la deuxième étape, au cours de laquelle les travaux ont été organisés par grandes aires géo- socio- culturelles, en tenant compte de leurs spécificités politiques et économiques. Quatre groupes ont été animés respectivement par :

- Philippe Hugon et Jean Pierre Raison (Afrique subsaharienne),
- Jean Revel-Mouroz et Pierre Salama (Amérique Latine),
- Michel Vernières et Pierre Judet (Asie),
- Claude Liauzu (Monde arabe et musulman).

Au terme de cette deuxième étape, les textes disponibles -études achevées ou notes de recherche plus ou moins élaborées- constituent la matière de quatre **Cahiers** :

Cahier n° 14 : L'Avenir des Tiers Mondes : Amérique Latine

Cahier n° 15 : L'Avenir des Tiers Mondes : Asie

Cahier n° 16 : L'Avenir des Tiers Mondes : Monde arabe et musulman

Cahier n° 17 : L'Avenir des Tiers Mondes : Afrique.

C'est sur la base de ces **Cahiers** qu'est organisée la journée de recherche du 8 décembre 1989.

Que soient ici remerciés ceux qui ont animé ces travaux, ceux qui y ont participé et ceux qui en ont rendu possible la réalisation, notamment la Direction de la Recherche et des Etudes Doctorales du Ministère de l'Education Nationale, le Département Recherche en Coopération pour le Développement du Ministère de la Recherche et de la Technologie ainsi que le Département des Sciences de l'Homme et de la Société du CNRS.

Michel BEAUD
Président du GEMDEV

AVANT - PROPOS

Ce Cahier est le premier de ceux du GEMDEV qui est consacré au Maghreb et au Moyen-Orient. Il faut souhaiter que ce ne soit qu'un début : confronter les approches économiques, celles des sciences sociales et celles de la connaissance d'une "aire culturelle" du système monde et du "local" est une démarche particulièrement stimulante. Il reste que commencer par le plus hasardeux des domaines du savoir, la réflexion sur l'avenir, n'était pas sans risques.

On a donc choisi, ici, de présenter les pièces d'un dossier. D'où l'importance de la bibliographie, des analyses de travaux récents, en langue anglaise et surtout en arabe. La littérature prospective est dispersée dans de nombreuses bibliothèques en France et proposer les éléments d'un instrument de travail était un objectif non négligeable. Aider les chercheurs français à découvrir l'intérêt et l'ampleur des études arabes, dont la diffusion chez nous est quasi confidentielle en était un autre. Il y a là une volonté de contribuer à un indispensable débat intellectuel et scientifique.

Quant aux papiers rassemblés dans le Cahier, ils ne prétendent pas couvrir l'ensemble des problèmes. Le but était de définir et analyser quelques tendances durables, "lourdes", dans le domaine économique bien sûr, dans les rapports entre croissance matérielle et croissance démographique.

Les interrogations se sont aussi tournées vers ce qui n'est guère quantifiable, les rapports sociaux et les rapports de sexe, vers ce qui est incertain, le culturel, le politique... C'était prendre des risques. Mais il serait paradoxal que les chercheurs seuls soient préservés par les crises...

Éléments pour un dossier

Claude LIAUZU
Université Paris VII

I- ENJEUX ET QUESTIONS DE METHODES

"L'économie est comme la météorologie, plus à l'aise pour expliquer le temps qu'il fait que pour prédire celui qui arrive" (1).

Que dire des sciences sociales, dont l'objet est beaucoup moins "dur", objectif, quantifiable, mesurable ? Elles aussi ne se limitent-elles pas à "prédire l'advenu" ?

Et pourtant, la futurologie, la prospective sont devenues des domaines de la connaissance, des éléments de la décision économique et politique. C'est qu'elles correspondent à cette projection dans l'avenir qui caractérise l'Occident, qu'elles sont liées à une conception du progrès, à une vision du monde et de l'histoire.

La définition qu'en donne Nicolon, "la recherche systématique des connaissances et des méthodes permettant à l'homme d'acquérir ou du moins d'accroître la maîtrise de son avenir" traduit bien cette attitude. Avec l'Occidentalisation du monde (2), elle s'est étendue aux autres sociétés. C'est le sens même de la recherche développementaliste, exprimé avec clarté par l'éditorial du n°1 de la Revue Tiers Monde : contribuer au recul des fatalités pesant sur la condition humaine, à la nécessaire unification du monde dans sa nécessaire diversité. En fonction de cette perspective, la revue consacre son n° 47 au Tiers Monde en l'an 2000.

Sans doute, deux décennies plus tard, est-on beaucoup moins assuré des résultats de tels exercices. Et toute Bible des trente prochaines années risque d'apparaître comme l'œuvre de faux prophètes (3).

S'agissant d'une région qui a fourni trois religions révélées, la modestie s'impose tout particulièrement. Rappelons qu'aucun scénario n'avait pris en compte ni le choc pétrolier, ni le contre-choc, ni

(1) W.A. Lewis cité par Michel Chatelus, "Le monde arabe, vingt ans après", Magreb-Machrek, n°101.

(2) Serge Latouche, La Découverte, Paris, 1988

(3) M. Kahn, J. Weiner, L'an 2000. La bible des trente prochaines années. Marabout Université, 1968.

l'effondrement de l'Etat et l'implosion de la société au Liban, ni le retour en force des religions, ni les redéfinitions communautaires à base ethnique, ni la série impressionnante d'ébranlements politiques du pourtour de la Méditerranée et du Moyen-Orient, ni l'installation au pouvoir des ayatollahs -catégorie apparemment des plus archaïques à l'âge des computers-.

Un tel bilan incite d'abord à une interrogation sur la production d'invi(imprévi)sible par les sciences sociales.

1- Préalables épistémologiques et méthodologiques

La prospective, si elle ne nous assure pas d'une connaissance de l'avenir, nous permet une réflexion critique sur notre vision du présent, ce qui est déjà beaucoup. Une évaluation rétro-prospective des scénarios élaborés autour des années 1960-1970 est en effet un exercice heuristique car elle met en lumière les insuffisances de la pensée développementaliste en fonction de laquelle ils ont été élaborés :

1°) La définition du sous-développement comme déséquilibre entre croissance démographique et croissance de la production et l'étroitesse du champ ainsi limité à ces indicateurs et à leurs rapports.

2°) La réduction de la problématique au niveau du pouvoir et l'ignorance des dynamiques sociales.

3°) Les insuffisances du schéma centre-périphérie et des déterminations en termes de système monde, pour rendre compte de la diversité et de la diversification des situations et des dynamiques à l'œuvre. La plupart des scénarios laissent échapper tout ce qui ne se confond ni avec l'Etat, ni avec l'ordre mondial dominant, c'est-à-dire l'autonomie des sociétés (4).

4°) L'apesanteur historique des démarches prospectives ignorant les sédimentations, les phénomènes de mémoire, la part vivante et active du passé.

Ces hypothèses scientifiques sont particulièrement présentes pour ce qu'on appelle l'Orient, le monde arabe ou musulman, qui relève de deux champs d'étude insuffisamment articulés : le champ orientaliste et le champ développementaliste.

(4) Autonomie que montre bien J.F. Bayart dans "l'énonciation du politique" Revue Française des Sciences Politiques, juin 1985.

Il y a un hiatus épistémologique béant entre les catégories de pensée des aires culturelles -civilisation, orientalisme, ethnologie de la tradition ou tradition ethnologique- et la problématique de la modernité et du développement.

C'est dans ce hiatus que se sont accumulés les blocages de la connaissance et que s'est creusée la crise actuelle des savoirs.

2- Quelles finalités pour une recherche sur le devenir du monde arabe ?

La constatation est, paradoxalement, une raison supplémentaire de se livrer à une évaluation des contraintes et des déséquilibres des devenirs possibles, de "défricher le champ des interrogations" et de cerner les zones d'ombre.

Dans cette logique, seule une prospective des Arabes par les Arabes aurait quelque chance de ne pas être entièrement fautive, car elle seule pourrait répondre aux besoins ainsi cernés en mettant en application ce qu'elle prévoit et donc en lui donnant une réalité.

Il est aussi, il est vrai, une autre prospective, qui cherche à maintenir l'ordre mondial et à préserver les "espaces névralgiques". Le travail du GEMDEV, lui, se situe quelque part ailleurs, et n'est qu'un exercice intellectuel.

Ainsi circonscrit, l'exercice a d'abord une portée pédagogique, à l'usage des sociétés européennes. Ce qu'on donne à voir du Maghreb et du Moyen-Orient dans les médias tient du radeau de Mahomet ou de la Méduse. Le monde arabe ou musulman serait celui qui s'opposerait en tout au notre : islam éternellement menaçant, histoire réduite à des convulsions, des soubresauts cycliques, absence d'innovation économique et culturelle, condamnation du politique à osciller entre le désordre ou l'ordre despotique. Région de tous les dangers, dont les ondes de choc n'épargnent pas notre continent.

Il est urgent de réagir contre ces représentations, en marquant quelques repères dans ce qui n'est pas mouvement brownien.

Près de 200 millions d'Arabes en 1985, près de 300 en l'an 2000, plus de la moitié des réserves pétrolières mondiales, deux rives de la Méditerranée : une grande partie du devenir de l'Europe est lié à la façon

dont seront abordés les phénomènes critiques de la région, aux solidarités interméditerranéennes nécessaires.

Ces préalables étant posés, comment délimiter le champ d'étude prospectif ?

II- DEFINITION DU CHAMP D'ETUDE : LA CRISE DU MONDE ARABE

1- L'espace : Maghreb et Moyen-Orient

L'espace retenu est le Maghreb et le Moyen-Orient, ou le Middle East des auteurs anglo-saxons.

Ce choix appelle des justifications et des précisions. Prétendre traiter de l'ensemble des pays musulmans était exclu, en raison de l'extrême diversité des situations, de l'inexistence de champ des sciences sociales concernant cette aire, de l'absence de prospective la retenant comme unité (5).

Au demeurant, la plupart des travaux se situent dans une perspective nationale (c'est le cas de près des 2/3 des titres signalés dans le recensement bibliographique) ou interarabe. Cependant, on a adjoint l'Iran à ces ensembles par souci d'intégrer des dimensions culturelles et politiques nécessaires à toute réflexion sur les "tendances lourdes", pour tenir compte de "l'arc chiite de crise", qui traverse également l'Irak, l'Arabie de l'Est, la Syrie du Nord et le Liban, et des résonances intermusulmanes de la révolution islamiste.

En effet, toute définition d'un espace est liée aux interrogations que l'on pose : ainsi celles qui portent sur le devenir pétrolier et celles qui portent sur l'ensemble méditerranéen ne se confondent pas. On trouvera donc ici des études à géographie variable, allant de l'Etat-nation aux interrogations sur les chances d'unité arabe.

Et ce d'autant plus que, à l'intérieur de la région, les contrastes sont considérables : le seul exemple des indices de fécondité -malgré les idées reçues (3,79 enfants par femme au Liban contre 7,38 en Jordanie)-

(5) Cf. pourtant l'essai où Z. Sardar, The Future of Islamic Civilization applique l'analyse systémique et les comptes-rendus III, IV ci-dessous. Mais c'est sur le devenir du religieux, d'une civilisation que portent ces essais.

le montre assez... Sans même relever l'écart des taux de participation au pèlerinage, qui varient de 1,5%, à plus de 30%... (6).

Aussi, n'a-t-on pas cherché à cerner des sous-ensembles homogènes (pays riches en réserves d'énergie, pays privés de cette richesse, pays à très haut revenu par habitant et pays à très faible revenu, régions fragiles) pour lesquels des scénarios existent par ailleurs, mais plutôt des espaces problèmes. Il est évident également qu'une prospective "régionale" n'est concevable que si les articulations avec le système mondial sont prises en compte, que si les rapports entre dynamiques externes -le système monde, l'économie dominante, la DIT, les stratégies géopolitiques des grandes puissances- et les tendances majeures des sociétés intéressées sont retenues comme objet d'étude.

Car c'est bien dans ce système de relations que se joue le devenir des rives Sud et Est de la Méditerranée.

2- Le champ temporel : l'aube du 15ème siècle de l'Hégire ou du 21ème siècle ?

L'intérêt de la démarche prospective tient à ce qu'elle se situe dans une durée que les études de la conjoncture économique néglige, dans le long terme sacrifié par les décideurs, qui sont soumis aux contraintes de la dette, de la crise, des crises politiques...

On en pris conscience récemment à propos des distorsions entre rythmes écologiques et rythmes de la société industrielle. Mais d'autres distorsions de temporalités -entre l'économique, le politique et le culturel, entre les pouvoirs et l'en-bas des sociétés- sont autant de données fondamentales. Si les permanences et les mutations structurelles sont l'objet même de la prospective, les tendances lourdes sont des tendances longues.

Mais la bibliographie fait ressortir la diversité des périodisations ou des champs d'étude.

Certaines études se situent à l'horizon 2005 ou 2015, d'autres dans la décennie 1985-1995 (7). La plupart des scénarios des années 1970 et 80

(6) Données empruntées à Ph. Fargues cité en bibliographie

(7) Le Plan Bleu, la série du Centre d'étude pour l'unité arabe pour les premières, The Next Arab Decade pour 1995.

concernent la fin du siècle ou le début du troisième millénaire. C'est le cas des modèles à l'échelle mondiale et du Rapport global 2000 au Président des Etats-Unis coordonné par G. O. Barrey (1980).

L'an 2000 : date symbolique, souligne le texte présentant le "séminaire sur les déséquilibres mondiaux à l'horizon 2100" (8). Symbolique pour symbolique, il est remarquable que le 15ème siècle de l'Hégire coïncide avec novembre 1979 dans notre calendrier, c'est-à-dire avec l'effondrement du régime du Shah et la naissance de la République islamique d'Iran.

Ces hasards de la chronologie ou ces conjonctions entre le politique et le religieux favorisent les tentations millénaristes, aussi bien les eschatologies aux allures de Grande Peur que les prophéties exaltant la modernité.

Pourtant, le tiers de siècle qui s'étend des années 1960 à aujourd'hui incite à la prudence.

Car ce sont bien les incertitudes actuelles et plus encore les inconnues de demain, les doutes sur notre capacité à comprendre les processus à l'œuvre qui expliquent le regain et le renouvellement des études prospectives.

L'échelle temporelle qui s'impose est donc celle qui s'étend des années 1960 à 2000.

Pour le monde arabe -comme pour le tiers monde- tout commence avec l'après-guerre et les indépendances. Quelques repères chronologiques le montrent :

- création de l'Etat d'Israël (1948)
- création de la Ligue Arabe (1945)
- décolonisation du Maghreb (1956-1962)
- nationalisation du canal de Suez (1956)
- duel autour du pétrole iranien : coup d'état contre Mossadegh et rétablissement du Shah

Précisément, la configuration qui s'est dessinée avec la mise en place du système politique et de la carte actuelle du Moyen-Orient paraît soumise désormais à une accumulation de déséquilibres. Définir ce qui a changé, ce qui est nouveau, est une opération préalable à toute projection

3) GRET, ORSTOM, CPE, 1988-1989.

Ce Cahier s'efforce de cerner les processus qui sont demeurés longtemps inexplorés, les changements en cours, les ruptures historiques.

Quelles sont les lignes de force de la période, quelles sont celles qui sont appelées à durer, qui peuvent être perçues comme "tendances lourdes"?

3- On retrouve ici toute la difficulté de définir l'objet de l'étude.

1°) Prospective économique

Nombre d'études sont liées à la hausse du prix du pétrole à partir de 1973.

De fait, cette richesse, et la position du monde arabe dans le marché mondial de l'énergie ont alimenté la veine prospective. Du côté occidental pour essayer de limiter les coûts et les implications politiques du pétrole, pour revoir les données stratégiques, rechercher les points d'appui et cerner les risques (Koweït ou Libye...). C'est bien cette préoccupation qui a dominé les travaux de Léontief (1976) et Mesarovic (1974). Du côté arabe, le souci de jouer au mieux de l'arme pétrolière explique des initiatives telles que la première Conférence arabe de l'énergie en 1979 et les travaux qu'elle a initiés. Au-delà de ces préoccupations immédiates, les pays pétroliers ont largement financé les recherches et prospectives.

Mais n'est-on pas déjà dans "l'après-pétrole"? Le retournement conjoncturel a durement rappelé le poids des rapports de forces Nord-Sud, et les hypothèques pesant sur le développement. Le devenir économique et politique du monde arabe sera en grande partie dépendant de la reprise et d'une phase d'expansion au Centre. Cette détermination, cependant, paraît bien courte au regard de la complexité des problèmes du développement.

Passée l'euphorie qui a suivi 1973, le temps est aux interrogations sur les possibilités de poser les bases du développement. La première génération des projections et des planifications, celle des années 1960, très technicienne et techniciste, appellerait à cet égard un travail critique.

n'est guère possible aujourd'hui de raisonner en termes d'obstacles sociaux ou mentaux au développement. C'est la notion même qu'il faut interroger, à partir des logiques de reproduction sociale.

2°) Incertitudes politiques

Au demeurant, est-ce bien l'économique qui détermine les caractères principaux de la période actuelle? Si l'instabilité politique est l'un des faits majeurs, les forces invisibles (c'est-à-dire non vues par les sciences sociales et les décideurs) qui ont bouleversé le paysage des dix dernières années, semblent le véritable problème.

Ce n'est pas la misère qui est à l'origine de la révolution iranienne. De même, les émeutes dites du pain, les déstabilisations de nombreux régimes (de l'Algérie à la fin de 1988), les effondrements de certains pouvoirs (Soudan, Liban) renvoient d'abord à l'incapacité d'une régulation des contradictions ethniques et sociales, aux rapports entre Etat et société.

Le fait majeur de la décennie ouverte en 1978 est sans doute la capacité de l'islam à fournir une idéologie mobilisatrice, un mythe perçu par les masses comme un modèle et une alternative aux impasses du développement, à l'injustice de l'ordre mondial et intérieur, à la dislocation des sociétés et des cultures sous l'effet de la modernité et de l'occidentalisation. Voilà qui conduit aux antipodes de la prospective développementaliste. Voilà qui conduit aussi à déplacer l'éclairage des pouvoirs vers les acteurs sociaux de la base. D'où l'attention aux rôles sexuels et aux femmes dans ce cahier. Il aurait fallu aussi pouvoir inclure le phénomène de générations comme l'une des dimensions, non seulement démographique et économique mais aussi politique et culturelle, d'une réflexion sur l'avenir.

3°) Intrications géopolitiques

S'il est, enfin, une autre évidence, c'est l'importance des enjeux stratégiques, des intrications entre problèmes régionaux et grandes puissances. Un dossier particulier y est consacré ci-dessous.

Il est intéressant de relever que les études les plus récentes se sont attachées à élargir le champ prospectif. The Next Arab Decade. Alternative Futures est à cet égard significatif (voir l'analyse de l'ouvrage ci- après), car il va de l'économique au culturel, du démographique au religieux, des problèmes géo-stratégiques aux droits de l'homme, des structures sociales au devenir des femmes. C'est donc un système d'interrelations dont il s'agit d'analyser les éléments et les évolutions possibles. Construire un scénario à partir de cet éventail de questions n'aurait guère de sens. La formule de champ de possibilités convient mieux.

Afin de proposer quelques repères sont présentés dans les pages qui suivent :

1°) trois dossiers sur des problèmes centraux : la démographie, le développement, les devenirs politiques

2°) des analyses de travaux récents de prospective qui apparaissent comme importants et complémentaires.

III - TROIS DOSSIERS

1 - Le problème démographique

A. Chevallier et V. Kessler en ont présenté pour le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et l'Egypte une analyse rigoureuse (8). La mise en rapport des projections démographiques, des besoins en matière d'emploi, de santé et d'éducation, des questions agricoles et alimentaires fait ressortir les contraintes, très graves, pesant sur le devenir du monde arabe. Doublement de la population entre 1950 et 1980, nouveau doublement d'ici l'an 2010...

A l'évidence, la transition démographique pose des problèmes aigus dans le monde arabe et musulman. Et si elle renvoie à des schémas valables pour le tiers monde, elle a des aspects particuliers

(8) Cf. le résumé de ce travail du CEPIL dans ce même cahier et la bibliographie des travaux en langues européennes.

1°) Le problème de la transition démographique

Il se prête bien à une réflexion sur les relations entre mortalité, natalité, fécondité, les comportements démographiques et le système socio-culturel dans son ensemble.

Ce qui ressort, c'est que la croissance arabe est la plus forte du monde, mais c'est aussi l'extrême diversité des situations. Les taux de 3% en Algérie tranchent sur les 2% d'autres pays, tels la Tunisie ou l'Egypte. Pourquoi la tendance à la baisse de la fécondité, même si elle s'esquisse depuis une dizaine d'années, est-elle décalée par rapport à la plupart des pays en développement ? Quels facteurs expliquent l'importance de la natalité et sa lente diminution ? Les déterminations sont-elles économiques (la croissance économique entraînant une diminution de la natalité) ou culturelles ?

C'est un ensemble de phénomènes qu'il faut pouvoir lier. Philippe Fargues le fait de manière convaincante, en associant, pour rendre compte de la baisse de la fécondité, le recul de l'âge au mariage, la scolarisation, la salarisation et tous les vecteurs d'accès des femmes à la sphère publique. Autrement dit, la question clef est le statut de la femme.

Précisément, on rencontre là l'une des inconnues majeures du devenir du Maghreb et du Moyen-Orient.

Les campagnes menées contre les codes familiaux jugés contraires à la Charia, la réislamisation des mœurs en Iran sont-ils des faits sans lendemain, ou annoncent-ils des tendances durables ? Dans quelle mesure jouent-ils sur les comportements démographiques ? Philippe Fargues conclut son étude de la fécondité (9) sur une hypothèse prudente : "l'avenir de ces mouvements pourrait peser sur celui de la transition démographique".

(9) Fargues Philippe, "Le monde arabe : la citadelle domestique" in Histoire de la famille (dir. André Burquière et alii), Armand Colin, 1988; id., "La baisse de la fécondité arabe", Population, 1988, n°6, pp.975-1004; "Urbanisation et transition démographique : quelles interrelations en Afrique ?", Espace, populations et sociétés, 1988, n°2, pp.183-198. L'auteur a repris ces éléments dans la séance du 2 juillet du groupe de travail. Ils sont abondamment utilisés dans ce texte.

Mais le recul manque pour mesurer les effets des remontées culturelles, et en dépit de la pure doctrine, l'Iran islamiste n'a pas mis en cause le contrôle des naissances (10).

Dans ce domaine démographique, comme dans les autres, toute explication monocausale relève de la myopie des sciences sociales. Et pourtant, c'est ce domaine qui focalise l'idéologie.

2°) Prospectives démographiques et idéologie

Les projections de l'ONU sont régulièrement révisées (tous les deux ans) et régulièrement démenties par les faits. La "science Mackintosh", ou bien ne retient qu'une fonction et simplifie la réalité ou bien, en multipliant les fonctions, multiplie les incertitudes.

Mais les problèmes ne sont pas seulement techniques. Ils tiennent aussi au caractère idéologique de toute prospective et particulièrement de toute prospective démographique. Malthus et Marx, raison économique et cultures, fascination de la masse vue comme puissance ou faiblesse... S'agissant du monde arabe, dont les courbes de croissance de la population montrent une hausse rapide, d'un monde arabe mitoyen de l'Europe, ces considérations prennent une grande importance. La représentation de la presqu'île assiégée par la marée humaine est l'une des plus prégnantes.

C'est bien la tentation du catastrophisme qui domine : le Président de la République Egyptienne a pu récemment annoncer disette, misère et criminalité si son pays ne contrôlait pas sa prolifération humaine. Il ne faisait là que reprendre le schéma habituel de la crise des ciseaux population, production qui aboutit inévitablement à prédire le pire, et qui est justement désigné comme "malthusien".

La pente normative aussi est la plus forte. Curieusement, la critique scientifique et politique des projections démographiques n'a guère été faite : un article déjà ancien de Pierre George sur le mythe du nombre, des notes de Hervé Lebras, mais, semble-t-il, rien sur le monde arabe pourtant propice à ce mythe.

(10) L'exposé de Nasser Pakdaman le 15 juin 1989 souligne la propagande nataliste, qui est autant nationaliste que religieuse, la valorisation de la polygamie -mais n'est-elle pas marginale dans les milieux populaires ?- la précocité de l'âge du mariage.

3°) L'avenir des migrations

Sur un problème aussi crucial, les études font cruellement défaut. Deux sont analysées ici :

O.C.D.E., L'avenir des migrations, 1987

Verhaeren Raphaël-Emmanuel, Un futurible des mouvements de population, R.O.M.M., 1987/1 et Une prospective économique en matière de migrations internationales (Rapport de recherche, Université de Grenoble II, août 1986)

Les schémas prospectifs sont connus :

- une pression démographique croissante au Sud de la Méditerranée
- une contraction, voire une fermeture des débouchés, dans les pays pétroliers et en Europe
- les possibilités offertes par une relance économique

Mais il est évident que les multiples données des migrations internationales (législations des pays de départ et d'accueil, possibilités de réglementation internationale, faits d'opinion...) n'ont pas fait l'objet d'une synthèse.

L'intérêt de l'article de R. Verhaeren est de montrer qu'un nouveau flux migratoire est une hypothèse plausible. Mais on retiendra surtout de son étude la critique des présupposés idéologiques des prospectives, de la grande peur de la submersion. Hervé Lebras, lors du colloque de 1988 sur la prospective démographique, le soulignait aussi (11).

2 - Le développement en question

Les bilans de la croissance depuis les années soixante ne débouchent pas sur des perspectives optimistes. Celui qu'a dressé Michel Chatelus (12) fait ressortir la fragilité des économies, l'aggravation de la dépendance le caractère problématique de l'édification des bases d'une "nouvelle économie productive" et la panne des modèles, aussi bien ceux dirigistes que ceux de la libéralisation. De même, l'étude de A. Chevallier et

(11) Compte rendu in Population

(12) Maghreb-Machrek, n°101, "Le monde arabe vingt ans après".

V. Kessler, certains scénarios du Plan Bleu (13), les projections les plus fréquentes mettent en relief des indicateurs inquiétants.

Indicateurs du modèle de Léontief repris par I.S. Abdalla

(Images of the Arab Future)

Some socio-economic indicators taken from Leontief's model of the *Future of the World Economy* for the years 1970 and 2000

indicators	year	arab oil countries	arab non-oil countries	arab region	USSR	North America
indicators relating to meeting basic needs : daily per capita calorie supply (thousands)	1970	2.0	2.5	2.3	3.2	3.2
	2000	3.2	2.3	2.6	3.2	3.2
daily per capita protein supply (gm)	1970	53	72	66	92	96
	2000	106	70	83	108	100
level of employment (person/year) work per 100 inhabitants	1970	10	8	9	47	40
	2000	59	15	30	50	51
indicators of economic power : GDP (US\$ billions, constant 1970 prices)	1970	12	18	30	435	1059
	2000	336	59	395	1992	2721
capital assets (US\$ billions, constant 1970 prices)	1970	9	17	26	738	2252
	2000	720	89	809	4753	7543
balance of trade (US\$ billions, constant 1970 prices)	1970	0.7	-	0.7	-	2
	2000	141.7	8.7	133.9	106	97
indicators of economic performance :GDP per capita (US\$ thousands, constant 1970 prices)	1970	0.29	0.21	0.23	1.79	4.62
	2000	3.11	0.29	1.28	6.21	9.07
per capita share of capital assets (US\$ thousands, constant 1970 prices)	1970	0.2	0.2	0.2	3.0	9.8
	2000	6.7	0.4	2.6	14.8	15.1
per capital consumption (US\$ thousands, constant 1970 prices)	1970	0.16	0.15	0.15	1.10	2.97
	2000	1.74	0.22	0.75	3.68	5.54

Per-capita share in GDP according to the three scenarios			
Scenario	Per capita share in GDP (US\$ thousands, constant 1970 prices)		
	Industrial countries	North Africa and Middle East	LDCs
First	7.7	2.5	0.9
Second	6.1	1.9	0.8
Third	4.7	1.7	0.6

(13) Résumés dans ce même cahier

1°) La dépendance alimentaire est désormais un phénomène structurel qui joue sur les soldes extérieurs et peut aussi être une arme des grandes puissances. Cette situation résulte d'une stagnation de l'agriculture, sacrifiée des politiques étatiques au profit de l'industrialisation, d'une urbanisation accélérée et du biais pro-urbain privilégiant les populations citadines, de l'augmentation de la consommation et de ses transformations. La gravité du problème apparaît bien dans le nombre et l'ampleur des mouvements liés aux augmentations de prix depuis une dizaine d'années : aucun pays arabe non pétrolier n'a été épargné par les "émeutes du pain". Seuls des progrès techniques -en particulier pour l'irrigation et la céréaliculture- supposant des investissements considérables (14), et plus encore une profonde transformation des structures agraires et des rapports entre Etat et paysannerie, l'émergence d'une agriculture moderne, permettraient des issues positives. L'aggravation de la pauvreté rurale serait aussi un risque politique. Un "désastre potentiel n'est pas exclu" selon A. Richards (15). Sauf pour les pays pétroliers, s'ils le peuvent et le veulent, à soutenir les pays frères défailants.

C'est donc un projet global de développement qu'il s'agirait de mettre en œuvre et une stratégie à l'échelle du monde arabe.

2°) Le travail et les limites de la salarisation

Un autre domaine économique d'une extrême fragilité sera le marché travail, la population active augmentant de 3% en moyenne dans les pays d'Afrique du Nord retenus par l'étude du CEPIL (de 2,3 à 3,6% selon les pays). Encore la projection de l'emploi féminin peut-elle être considérée comme sous-évaluée dans la mesure où elle ne fait que reproduire les tendances actuelles. Le nombre d'emplois à créer pour occuper cette population est 2 à 3 fois plus élevé que celui actuellement créé en Algérie, 2 fois plus qu'en Tunisie. Ni l'agriculture, ni l'administration

(14) L'agriculture ne reçoit que 3,5% des investissements publics en Egypte, 11% en Algérie, 16,2% au Maroc et 24% en Irak et Syrie. Cf. A. Richards, The Next Arab Decade, p.121.

(15) id.

ne pourront absorber ces flux, qui exigeraient des taux de croissance du salariat dans l'industrie et les services de 4 à 5%... Aux pesanteurs du sous-développement et de la dépendance s'ajoute le recul du modèle salarial de la révolution industrielle.

Dans les prochaines années, les tensions risquent d'être d'autant plus fortes que les migrations -qu'elles soient interarabes ou entre la Méditerranée et l'Europe- subiront, outre les effets de la conjoncture, ceux des redéploiements économiques et technologiques généraux.

Mais les études concernant l'informel et la petite production marchande depuis les années 1970 ont mis en lumière, au delà des aspects d'adaptation à la crise, des rapports sociaux et des dynamiques qui n'ont été que tout récemment, et pour certains pays tels la Tunisie ou le Maroc, intégrés dans les prospectives. Quelle sera la portée de ces modes de régulation ? Dans quelle mesure constituent-ils des possibilités d'accès au travail pour une part grandissante de la population ?

3°) Pétrole et capitaux

Sans doute, la production retrouvera-t-elle le niveau de 1979 autour de 1995, et augmentera ensuite modérément, comme les prix. Plus de miracle donc, mais, au moins, pour les pays disposant de réserves pétrolières et de bonnes conditions d'extraction, la fin de siècle offrirait une "deuxième chance".

La question véritable est l'aptitude des pays arabes à utiliser cette opportunité. Elle est d'autant plus cruciale que toutes les prospectives laissent prévoir une diminution des investissements du Nord vers le Sud (16). Or, les analyses de la rente pétrolière ont fait ressortir sa faible utilisation productive, en raison de la priorité des objectifs de contrôle social par les pouvoirs et du consumérisme.

Les Etats arabes, Etats entrepreneurs, développementalistes ? Les analyses des budgets et des investissements révèlent "une subordination assez généralisée de l'économie au politique", car l'Etat est d'abord une institution islamique chargée de préserver les équilibres entre les forces sociales, entre production et distribution, extérieur et identité

(16) A. Michalet, Revue Tiers Monde, 112, 1987.

collective (17). C'est ce qui explique la part considérable -beaucoup plus importante que dans la moyenne du tiers monde- des recettes budgétaires dans le P.I.B. : selon les tableaux de A. Chevallier et V. Kessler (18), elle représente 24% au Maroc et 38% en Algérie contre moins de 20% dans les PVD. C'est ce qui explique également la part des salaires et des subventions et transferts courants dans les dépenses étatiques. Mais un autre caractère des budgets est la faiblesse des impôts sur les revenus : 13% à 20% des recettes contre 26,5% dans les PVD et 56% dans les pays industrialisés.

Il y a là une contradiction qui devient intenable en cas de diminution des revenus extérieurs.

Cette faiblesse des investissements productifs apparaît dans le caractère dérisoire des financements de la recherche technologique et scientifique. Le monde arabe vient au dernier rang dans le tiers monde en proportion du P.N.B. : 0,27% contre 0,36% en Afrique en 1980 (19).

Aussi, les chances de formation d'une classe d'entrepreneurs seront-elles déterminantes. Or, la bourgeoisie industrielle est le segment le plus faible de la bourgeoisie, et la déconnexion entre sphère financière et sphère productive, entre grande bourgeoisie intégrée au capitalisme international et espace arabe hypothèque tout projet cohérent.

4°) Dépendance et modèle de développement

La situation de dépendance demeurera l'une des caractéristiques du Maghreb et du Moyen-Orient : dépendance alimentaire accrue, dépendance envers le commerce international en raison de l'extraversion des économies, dette, dépendance dans la fourniture d'armements, dépendance technologique. Le problème posé par cette situation, qui interdit tout développement autonome, le problème posé par les faibles résultats économiques est celui d'une alternative, d'un autre modèle de production

(17) M. Chatelus et Y. Chemeil, "Stratégies économiques et politiques dans le monde arabe", Maghreb-Machrek, n°120, 1988.

(18) Op. cit., p.107.

(19) M.J. Simpson in The Next Arab Decade.

et de consommation, d'un modèle à l'échelle de l'aire tout entière ou d'ensembles régionaux tels le Maghreb, et d'articulations avec d'autres ensembles comme la C.E.E.. Il est bien sur éminemment politique.

3 - Les devenir politiques : inerties, ruptures, traditions ?

1°) L'imprévisibilité du politique

"L'aide militaire à l'Iran a une grande importance politique, outre son impact militaire. A long terme, l'instrument le plus efficace pour le maintien de l'Iran dans le camp occidental est la monarchie. La seule source réelle de pouvoir est l'Armée. L'aide des Etats-Unis sert à renforcer le moral de l'Armée, à cimenter sa loyauté envers le Shah, et en consolidant le régime, fournit quelque assurance que l'orientation actuelle de l'Iran sera perpétuée" (20). Le contresens du plus puissant appareil d'observation et de contrôle destiné à préserver l'ordre mondial, est posé ici comme garde-fou.

Qui s'aviserait de prédire l'évolution des conflits actuels et des foyers de tension du Moyen-Orient? Ou le devenir des régimes politiques et celui de l'islamisme?

"Lorsqu'il y a autant de variables à l'œuvre, même le plus hardi des pronostiqueurs en sciences sociales s'abstiendra de toute prédiction", souligne Ch. Issawi (21). Identifier ces "variables", s'attacher à combler le décalage qui s'est creusé entre les sociétés et l'état des savoirs serait une tâche indispensable pour une mise à jour des connaissances.

Or, les fondements épistémologiques et méthodologiques d'une telle démarche font défaut. C'est la question des systèmes d'interprétation, de la dichotomie entre registre de la modernité et registre orientaliste qui s'impose une fois encore.

a) Cernons cependant au moins quelques données politologiques.

- Le problème de la décision : ses éléments vont de la marge d'indépendance laissée par les rapports de force géo-politiques à la psychologie des leaders, des facteurs structurels à l'initiative qui les modifie (par exemple les chances de règlement du problème

(20) Rapport du Conseil national de sécurité concernant l'Iran, 1953.

(21) G. Wise et Ch. Issawi, Middle East. The Next Twenty Years, Princeton, 1980.

palestinien et des tensions israélo-arabes, ou l'assassinat de Sadate).

- L'autonomie de l'instance politique : celle de l'Etat envers la société, autonomie qui peut aller jusqu'au monopole du pouvoir par une minorité comme en Syrie, où l'Etat a réduit les insurrections urbaines par la destruction de quartiers entiers. Mais aussi celle des mouvements populaires, et celle de l'évènement, dont le jaillissement peut susciter une transformation du champ politique (par exemple la Révolution iranienne).

- L'importance des conflits régionaux et le poids des interventions extérieures : sans analyser les zones de tensions (Maroc-Algérie-Polisario, Libye-Tchad, Sud Soudan, Israël-Palestine-Monde arabe, Iran-Irak, Syrie-Liban, Golfe...) il est évident que celles-ci sont structurelles et posent le problème des inarticulations entre territoires communautaires et frontières étatiques. Elles posent aussi le problème des intérêts stratégiques des puissances régionales et des grandes puissances (Méditerranée, détroits, routes et ressources pétrolières...). En l'absence d'instance interétatique régionale et internationale capable d'imposer un arbitrage, la raison du plus fort est la seule. Il est évident que ces équilibres instables -ceux de la carte géopolitique, ceux des pouvoirs- pourraient être mis en question par la course aux armements, par l'issue de certains conflits (22).

- La diversité des systèmes politiques : Pour proposer une grille prospective, il faudrait disposer d'une typologie des systèmes et en évaluer les éléments de fragilité et de cohérence. Or les Etats du Maghreb et du Moyen-Orient représentent un éventail de régimes et de modes de pouvoirs très divers : anciennes monarchies du Maroc, de la péninsule arabique et du Golfe, régimes militaires représentatifs d'hommes nouveaux et de catégories nouvelles (Syrie, Irak, Libye, Algérie), rares régimes libéraux et relativement pluralistes, dont les assises sont limitées (Liban pluriconfessionnel hier, Tunisie de demain, peut-être, Egypte).

(22) Voir la note annexe sur la littérature américaine concernant les problèmes stratégiques.

Quels types de systèmes sont les plus à même de durer, de changer, ou sont menacés d'effondrement ?

b) Trois scénarios

Quels scénarios peuvent être élaborés ? Entre les tendances à l'inertie et aux ruptures, y a-t-il place pour des transitions, pour une évolution des rapports entre Etat et société ?

M.C. Hudson (The Next Arab Decade) définit trois devenirs possibles :

- Le statu-quo : les facteurs favorables sont, bien sûr, l'absence de crise économique et de crise de la régulation sociale grave, l'homogénéité ethnique et religieuse, une légitimité historique fondée sur l'ancienneté du régime, la faiblesse des oppositions, les soutiens extérieurs et... le poids de l'appareil répressif. Les Etats les plus stables seraient ceux des petits pays à haut revenu, dont les structures traditionnelles et le mode de gouvernement patriarcal assurent l'intégration politique.

- Une ère de turbulence, où la conjoncture économique et l'usure des légitimités joueraient le rôle principal. Ces ébranlements, selon M.C. Hudson, déboucheraient sur des pouvoirs autoritaires, civils et surtout militaires, des pouvoirs autoritaires populistes (l'islamisme en constituant une variante), ou un chaos. Question obligée : le Liban est-il une exception, ou les Etats pluricommunautaires sont-ils menacés par les reviviscences ethniques et religieuses ("l'arc chiite") ?

- Une période de légitimation des pouvoirs, qui lui paraît le cas le plus improbable. Ce scénario supposerait à la fois une dynamique de changement et une dynamique de régulation des tensions : amélioration des niveaux de vie des milieux populaires, élargissement des groupes dirigeants et autonomisation de la société, démocratisation des institutions. Ne retrouve-t-on pas là les conditions du "political development" tel qu'il a été défini par les politistes américains ?

De fait, ces classements et ces schémas prennent-ils suffisamment en considération les problèmes spécifiques du politique ?

c) Les problèmes des spécificités du politique dans le monde arabe et musulman

Les recherches actuelles y sont attentives. C'est assurément dans le mixte constitué par les héritages et par l'introduction d'éléments occidentaux que se recompose le politique, que joue la pluralité des temporalités et des structures. La mobilisation communautaire, l'assabya ont eu raison du modèle libanais, non pas en raison d'une permanence naturelle des structures traditionnelles, mais parce que la rupture des équilibres (entre espaces, entre poids démographique des communautés, dans les rapports de forces entre celles-ci) a transformé les conditions de fonctionnement des anciennes solidarités et les relations entre chrétiens, chiites et sunnites. De même, la conquête du pouvoir par les Alaouites en Syrie ne se résume pas à un épisode de la vieille lutte entre ruraux et citadins selon le schéma khaldounien, à l'alternance entre "civilisation" et forces "neuves" ou barbares.

Rechercher dans un "modèle islamique" du politique la clef de tous les problèmes serait ignorer la nécessité d'analyser les rapports entre les trois instances qui sont l'enjeu des compétitions en cours : Religion, Etat, Société (Din, Dawla, Dunya). Il y a là un fait structurel, mais non un invariant dont les éléments seraient immuables, et les changements

entre ces termes appellent une analyse. En élaborant une théorisation du "néo-patrimonialisme", H. Sharabi s'efforce d'en construire une interprétation dynamique. Elle a le mérite de cerner les interrogations sur l'Etat-nation et ses lignes de faille.

2°) L'Etat-nation et ses lignes de faille

La formule de Zhou en Lai, "nous vivons dans un monde de nations", rend bien compte de rage des décolonisations. Aujourd'hui, les affirmations le cèdent aux interrogations. Non pas que le national se dissolve sous l'effet de la transnationalisation et que la réalité du réseau mondial du mondial du capitalisme rende obsolète cet espace. Les processus sont bien plus complexes, et l'Etat n'est certes pas une structure politique dépassée.

Mais le changement d'échelle économique appelle un élargissement des espaces, qui ne peuvent plus être ceux des années 1950, et pose la question de l'unité arabe. Une autre tendance lourde du capitalisme jouant sur les sociétés dépendantes est la dissociation entre les secteurs marginalisés et les secteurs intégrés dans le système dominant. Ces derniers, qui s'inscrivent dans les espaces comme les O.B.U., les zones franches, les régions industrielles ou portuaires, s'appuient sur des couches sociales nouvelles ou reconverties -milieux d'affaires, technocrates- et relèvent d'une culture cosmopolite, du mode de vie des "expats". Les processus de l'économie monde accentuent les inégalités régionales et sociales et mettent en question les fonctions de régulation de l'Etat. Ne mettent-elles pas aussi en question le tout que la pensée développementaliste avait établi entre Etat, territoire national et constitution d'un tissu économique cohérent, à partir du modèle historique de l'Europe, repris par les idéologies nationalistes ?

Dans une telle perspective, la crise de l'Etat ne tient pas seulement à la difficulté de gagner le pari de la croissance économique, de l'amélioration du niveau de vie, elle serait inadéquation grandissante entre les forces du système mondial et la géographie économique et politique du Maghreb et du Moyen-Orient.

Une autre fragilité des pouvoirs tient à leur déficit de légitimité. Rares sont les exemples de relève de la garde et de nouvelles donnes apparemment réussies comme en Tunisie, et les systèmes politiques arabes semblent condamnés soit à l'inertie soit aux ruptures.

Or, les théories du développement politique et de la modernisation n'ont pas permis d'interpréter ce qui semble la contradiction majeure, l'étatisation de la société, le contrôle étatique de toutes les formes d'autonomie et la privatisation, la retraditionalisation de l'Etat. Elles n'expliquent pas pourquoi le citoyen n'existe pas encore dans le monde arabe et ne permettent pas de cerner les caractères de la crise du politique.

Trois phénomènes signalent cette crise :

- la dislocation de l'espace décrit par l'Etat-nation en fonction de clivages religieux, ethniques, communautaires,

- la répétition d'affrontements violents entre pouvoirs et milieux populaires, qui manifeste les tendances aux débordements par le bas de l'Etat et la dissolution du consensus établi dans les années 1960.

- les avancées de l'islamisme qui révèlent la superficialité de l'occidentalisation et l'usure du discours nationaliste.

3°) Les mouvements sociaux

La dernière décennie aura donc été une période d'ébranlements. Quels en sont les ressorts ? Dans quelle mesure sont-ils des composantes durables de la réalité politique ?

L'accentuation des inégalités, la fragilité des milieux populaires, qui se situent aux lisières du seuil de pauvreté, les blocages de la mobilité sociale dont ont bénéficié un temps les classes moyennes, l'épuisement du discours étatique de la modernité -en particulier auprès des générations nouvelles- expliquent l'importance des mouvements sociaux.

On peut donc marquer quelques domaines critiques :

- a) la ville -ou la périphérie proliférante- sont des espaces névralgiques quasi impossibles à gérer, alors que la population urbaine est désormais majoritaire et que le monde arabe devient un monde de villes. Il s'agit là d'un changement qualitatif dont on voit mal comment il sera maîtrisé : changement d'échelle des problèmes alimentaires, du problème de la

régulation sociale, les ressources et les assises rurales de la population citadine disparaissant, changement de culture politique....

b) le problème de la reproduction sociale

Celle-ci n'a été possible, n'est possible, que par une politique de subventions de l'Etat -en faveur des prix alimentaires, de l'eau, de certains produits manufacturés, du logement, par une politique d'emplois économiquement non productifs-. Ces subventions atteignaient 18% du P.I.B. en Egypte et 12% en Tunisie il y a quelques années, et les salaires versés par l'Etat entre 7,7% et 12% du P.I.B. en Algérie, Tunisie, Maroc et Egypte (24). Elles sont considérables également en Syrie, en Irak, et, bien sûr, sous d'autres formes dans les sociétés "rentières".

Il est douteux que la situation économique permette le maintien de ce mode de régulation sociale et politique.

Or les réactions à tout désengagement de l'Etat ont été particulièrement violentes : émeutes de janvier 1977 au Caire et Assouan, janvier 1978 à Tunis, juin 1981 au Maroc, janvier, février et septembre 1984 en Tunisie, au Maroc et en Egypte, octobre 1988 en Algérie, 1989 en Jordanie, à quoi il faut ajouter la déstabilisation du Soudan.

Impossible tout Etat, impossible désistement : quelles sont les marges de compromis possibles avec la société ?

La prévision est d'autant plus aléatoire que le problème est aussi, sinon d'abord, un problème de culture politique.

c) cultures et politiques populaires

L'une des surprises de la révolution iranienne et des poussées contestataires récentes tient aux relations -si mal analysées par les sciences sociales comme par les élites- entre culture populaire, religion et actions collectives. La puissance de l'islam comme utopie de mobilisation s'explique par son aptitude à la totalisation. Ainsi, parvient-il à conjuguer à la fois "l'économie morale" (la revendication du juste prix des subsistances, héritée de la longue histoire populaire), l'aspiration à la sécurité économique dans l'univers du marché, le devoir imputé au Prince d'assurer la protection des Croyants et les éléments idéologiques

(24) A. Chevallier, V. Kessler, op.cit., p.123.

populistes introduits par le nationalisme (l'Etat des masses de Nasser par exemple).

Or l'islamisme paraît la force la plus déstabilisatrice du système politique construit autour des années 1950, parce qu'il est porté par un triple débordement : par son inscription dans une temporalité autre que celle du développement, dans le modèle historique du retour aux origines, par son insertion dans un espace, la Oumma, qui transgresse les frontières étatiques, par sa référence à une Loi métasociale contre un projet qui se prétendait prométhéen.

Réduire, cependant, tous les mouvements sociaux et toutes les dimensions des mouvements au religieux serait passer d'une erreur à une autre. Le mouvement syndical, les mouvements féministes, ceux des droits de l'homme, le développement d'un tissu associatif et les manifestations d'autonomie de cellules sociales sont des réalités non négligeables.

Le problème est de savoir comment s'agenceront les composantes de ce champ de possibilités.

4°) Nouveaux acteurs, nouveaux modèles ?

Les mouvements sociaux se réduiront-ils à une série d'émeutes, de convulsions ? Sans doute, si ces poussées ne suscitent pas de convergences entre les exclus du système et les groupes qui s'efforcent d'y disposer d'une meilleure insertion, et si elles ne trouvent pas d'expression politique.

On voit mal, au demeurant, quelles forces pourraient assumer ces dynamiques. Si l'on se place dans une perspective sociologique, aucune classe n'a une assise économique lui assurant une autonomie envers les pouvoirs. Les luttes ne se structurent pas tant en fonction des rapports de production qu'en fonction des rapports avec l'Etat, opérateur principal de l'organisation sociale.

Si l'on raisonne en termes d'idéologies, celles qui se réclament de la modernité dans ses multiples variantes -marxiste, nationaliste, libérale- subissent la crise des grandes idéologies universelles. Cependant, rien n'est moins évident que l'aptitude de l'islamisme à dépasser la seule contestation et à proposer un modèle crédible de société. Le bilan iranien fait ressortir un impact effectif pour ce qui concerne les mœurs

mais bien peu d'innovations en matière économique et dans les rapports sociaux.

L'utopie subit désormais l'épreuve du pouvoir, en Iran qui a du mal à gérer son échec contre l'Irak, en Afghanistan, où les Moudjahiddin -s'ils ont pu mobiliser une résistance- ne parviennent pas à créer un Etat, au Soudan...

Le duel principal opposera-t-il deux "blocs historiques", l'un se réclamant de la ré-islamisation, l'autre d'une démocratisation ? Ou bien, l'absence de culture démocratique, la dépendance d'une grande partie de la société envers l'Etat bloqueront-elles les potentialités de renouveau ?

La prospective la plus pessimiste conclurait à une atomisation de la formation sociale, à un espace mosaïque, en fonction d'appartenances d'origines ou de classes embryonnaires, des rapports clientélistes, et à l'immobilisme. Encore faudrait-il, pour assurer cette stabilité politique dans l'inertie, que les déséquilibres internes ne se conjuguent pas avec une rupture d'équilibre de la balance régionale du pouvoir (25).

Au bout de ce panorama, l'imprévisibilité demeure la chose la mieux partagée. Sans doute parce que, comme le soutient H. Sharabi, nous sommes dans une nouvelle période historique, qui n'est plus celle de la Nahda, des libérations nationales, des bourgeoisies nationales, et parce que aucun nouveau leadership, aucune utopie alternative, ne semblent émerger.

(25) S. K. Farsoun, The Next Arab Decade, p.236.

IV- ANALYSES D'ÉTUDES PROSPECTIVES

I- la prospective stratégique occidentale

Voilà un genre qui se porte bien aux Etats-Unis et qui n'est pas près de disparaître : Universelle aragne ou toile de Pénélope, il est certain que l'ouvrage doit être remis cent fois sur le métier. C'est le fond qui manque le moins.

1. Les préoccupations stratégiques dans la recherche américaine

Sans doute les choses se font-elles moins discrètement aux Etats-Unis qu'en France. L'existence de lobbies sioniste et arabe n'y est pas un secret, ni les subventions accordées par les fondations ou les organismes étatiques. Sans doute aussi la gauche scientifique américaine se sent-elle plus concernée par le problème des finalités des études du Middle East, et n'hésite-t-elle pas à dénoncer les connexions entre recherches et administration. Elle s'est organisée autour de quelques centres, revues et associations.

Irène L. Gendzier dans Managing Political Change, (op.cit.) fournit quantité de faits et une analyse serrée de la mise en place de l'appareil américain d'observation. Les débats et polémiques rebondissent régulièrement (1). On se contentera ici de signaler quelques publications récentes, significatives de la prospective stratégique.

2. Le champ d'analyse stratégique

- La grille d'analyse comporte :

- l'étude des "acteurs régionaux"
- l'étude plus particulière de la question palestinienne et israélienne, des zones fragiles comme le Liban-Syrie, le Golfe
- l'étude de la stratégie soviétique et américaine

(1) Cf. E.J. Tucker in The Next Arab Decade. Mesa Bulletin, n°20, 1986, éditorial de M.E. Bonine.

- Les éléments sensibles retenus concernent :

- les armements, les questions militaires (fourniture d'armement... Cf. "les champs de pétrole comme objectifs militaires : une étude de faisabilité", ou les scénarios portant sur le facteur temps commandés par les organismes de sécurité, le Congrès...)
- les élites, dont l'étude va de l'analyse systématique très fine -le modèle le plus sophistiqué étant I.W. Zartman ed. Elites in the Middle East, New York, Praeger Publishers, 1982- jusqu'à la biographie non moins fine "To buy or to kill"...
- les bases économiques de la puissance
- les incertitudes sur la stabilité politique

3- Enjeux

Comme l'écrit W. J. Olson, "les intérêts américains dans le Golfe Persique sont clairs. On ne saurait ignorer sans prendre de grands risques l'importance cruciale du pétrole et la dépendance de l'Ouest dans le domaine de l'énergie comme figure stratégique moderne".

Cet enjeu pétrolier confère au Middle East, et au Golfe, une place géopolitique nouvelle.

Toute modification des équilibres appelle un ajustement de la stratégie américaine, et en premier lieu une réévaluation du rapport de forces avec l'URSS dans la région.

Ces préoccupations stratégiques s'inscrivent, comme le rappellent S.F. Wells et M. Bruzonsky dans une histoire assez longue -doctrine Truman, politique Eisenhower-Dulles de construction d'un système de traités de sécurité régionale, intervention de J.F. Kennedy en faveur des réformes économiques et politiques, alliance Nixon-Kissinger avec les pouvoirs régionaux, politique des droits de l'homme de J. Carter, enfin, interventions de Reagan pour renforcer les alliances américaines.

Les objectifs définis par l'administration Reagan au début des années 80 sont toujours valables :

- Démontrer la capacité américaine de contenir l'influence soviétique

- Assurer l'accès au pétrole en quantités "adéquates" et à un prix "raisonnable".

- Assurer l'existence et la force des alliés des Etats-Unis

- Continuer à œuvrer à la paix entre Israël et ses voisins,

Les objectifs sont loin d'être atteints et les déboires récents incitent à un regain de prospective.

4- Incertitudes

- La poudrière israélo-arabe paraît devenir un fardeau de plus en plus difficile à porter. Le débat sur la capacité d'Israël à assurer la fonction de bouclier de l'Occident, sur le coût politique de l'impasse palestinienne, sur les hypothèques que le soutien américain fait peser sur les relations avec les pays arabes modérés est ouvert. Plusieurs ouvrages demandent une révision de l'alliance.

- La fragilité militaire des pays du Golfe les rend dépendants d'une intervention américaine (cf. Cordesman)

- Or, l'absence d'un projet cohérent, d'un "framework", à la fois assez souple pour s'adapter à des changements et assez rigoureux pour fonder une action à long terme sur des priorités, des choix, condamne les Etats-Unis à répondre au coup par coup, à subir les évènements. Nul doute que des scénarios beaucoup plus discrets évaluent l'impact du terrorisme et les difficultés qu'il suscite, les possibilités de riposte.

- Mais l'incertitude la plus grande concerne la légitimité de la stratégie américaine aux Etats-Unis et dans la région. Comment obtenir l'adhésion de l'opinion, un soutien ? Sur quelles forces s'appuyer ?

Laissons le mot de la fin à R.G. Neumann, ambassadeur en Afghanistan, au Maroc, en Arabie Saoudite, brutalement limogé.

"Le problème avec une conception stratégique comme guide politique est que notre vision de la région la réduit à un morceau de territoire et que vous oubliez qu'il y a des gens qui vivent sur ce territoire. Et si les gens n'agrèent pas à votre perception, en quoi est-ce bon ?"

On présente ci-dessous quelques tables des matières significatives.

STRATEGIC IMPLICATIONS OF THE NEW OIL REALITY

Shemuel MEIR

(Westview Press, Boulder Colorado, 1986)

Acknowledgments

Summary	1
Chapter 1. Introduction: The Issues	3
Chapter 2. The International Oil Market: A General Overview	6
Chapter 3. The Regional View: The Impact of a Worldwide Oil Surplus on the Middle East	24
Chapter 4. Strategic Implications for the Israel-Arab Conflict	44
Chapter 5. Strategy and Economics: Israel and the West	62
Chapter 6. Conclusion	75

Appendices

I. Organization of Petroleum-Exporting Countries (OPEC)	93
II. Organization of Arab Petroleum Exporting Countries (OAPEC)	93
III. OPEC: Oil Production Capacity	94
IV. 1984: World Oil Production and Estimated Proven Reserves	95
V. Israel-United States Memorandum of Understanding, September 1, 1975	96
VI. Memorandum of Understanding between the Governments of the United States of America and Israel — Oil	98
VII. Approximate Conversion Factors	99
Notes	100

Tables

1. Distribution of Energy Consumption in the Non-Communist World: 1973 versus 1984	6
2. Geographical Distribution of Principal World Energy Production	7
3. Geographical Distribution of Proven Oil Reserves	9
4. World Oil Production: 1973-1984	9
5. Distribution of Oil Production by Groups of States: 1973-1984	10
6. Worldwide Changes in Oil Production Trends: 1979-1984	10

7. Changes in Oil Production Trends in Specific Arab States: 1979-1984	11
8. Oil Consumption in the Non-Communist World	12
9. Demand for Oil in Industrialized and Developing States	12
10. Proportion of Imported Arab Oil in Total Oil Imports to the Leading Industrialized States: 1973-1983	13
11. Distribution of Oil Consumption: 1973-1984	22
12. Oil Revenues of OPEC States	24
13. OPEC's Balance of Payments — Current Accounts	25
14. Loans and Aid Payments to the Third World by Oil-Exporting States	27
15. Saudi Foreign Aid	32
16. Libya: Oil Exports and Revenues, 1974-1983	32
17. Migration Balance in the West Bank and Gaza Strip: 1973-1983	36
18. Population Increase in the West Bank and Gaza Strip: 1982-1983	37
19. OPEC Economic Assistance	46
20. Supply of Weapons to Arab States in the Middle East and North Africa: 1973-1981	52
21. Military Balance — Israel and Arab Coalition: 1973	53
22. Military Balance — Israel and Arab Coalition: 1984	53
23. Financial Aid Granted to Jordan and Syria by Oil States	55
24. Total Military Expenditures in the Arab Confrontation States and Saudi Arabia	57
25. Proportion of GNP Devoted to Defense in the Arab Confrontation States and Saudi Arabia	57
26. Supply of Weapons Systems to the Middle East and North Africa	58
27. Soviet Arms Sales to the Third World	59
28. Western Arms Sales to the Third World	60
29. Importation of Arms to the Middle East and North Africa	60
30. Major Israeli Economic Trends	62
31. Percentage of Israeli GNP Spent on Defense	64
32. Oil Consumption Forecast for the Non-Communist World: 1990	77

The Middle East in Global Strategy

• 40 •

edited by
Aurel Braun

Westview Press / Boulder, Colorado
Mansell Publishing Limited / London, England
1977

PART ONE

- Introduction: On Strategy, Strategic Assessment, and
the Middle East, *Aurel Braun* 3
- 1 Strategy and Politics: A U.S. Perception,
Howard R. Teicher 13

PART TWO REGIONAL ACTORS

2. Israel and the Security of the West,
Gerald Steinberg and Steven L. Spiegel 27
3. The Emergence of Syria?
Meir Zamir 47

PART THREE EXTERNAL INFLUENCES

- A. *The Middle East in the Strategic Doctrines of the
Superpowers*
4. Power and Limit: U.S. Strategic Doctrine in
the Middle East, *Sanford Lakoff* 73
5. The Middle East in Soviet Strategy:
The Arab-Israeli Conflict, *S. N. MacFarlane* 91

6. The Superpowers and the Middle East:
The Maritime Dimension, *Joel J. Sokolsky* 109
- B. *Alliances*
7. Alliance Politics in the Middle East: A Security
Dilemma Perspective, *Avner Yaniv* 133
8. NATO and the Middle East, *Edwin H. Fedder* 153
9. The Warsaw Pact and the Middle East,
Aurel Braun 165

PART FOUR THE GULF: THE OTHER MIDDLE EAST

10. The Geopolitical Impact of the Islamic
Revolution in Iran on the Gulf Region,
Roger Savory 185
11. The Soviet Union and the Gulf Area,
Robert S. Litwak 207
12. U.S. Strategic Concerns: Deterrence
Dilemmas in the Gulf Region,
Zalmay Khalilzad 221
- Conclusion: Global Strategy, National Interests, and
Conflict Management, *Aurel Braun* 243

ABOUT THE CONTRIBUTORS 259

INDEX 263

SECURITY IN THE MIDDLE EAST
REGIONAL CHANGE AND GREAT POWER STRATEGIES

Edited by Samuel F. WELLES, Jr., and Mark A. Bruzonsky
Westview Press, Boulder and London

Preface ix

Introduction, Samuel F. Wells, Jr.,
and Mark A. Bruzonsky 1

PART ONE
STABILITY AND CHANGE
WITHIN THE REGION

1	Syria, John F. Deulin	15
2	Lebanon, Augustus Richard Norton	31
3	Israel, Bernard Reich	45
4	Egypt, Ali E. Hifal Dessouki	61
5	Saudi Arabia, Adeed I. Dawisha	89
6	Iraq, Christine Moss Helms	101
7	Iran, Robert S. Litwak	116

PART TWO
THE PALESTINIAN QUAGMIRE: *fr. 1000*
SEARCHING FOR A WAY OUT

8	Creating the Conditions for Israeli-Palestinian Negotiations, Herbert C. Kelman	139
9	The Long Search for Peace: A Progressive Israeli View, Simha Flapan	158

10	The Palestinian Problem and U.S. Policy, Bruce R. Kuniholm	184
----	---	-----

PART THREE
THE GREAT POWERS, OIL,
AND THE MIDDLE EAST

11	Middle East Oil and the Industrial Democracies: Conflict and Cooperation in the Aftermath of the Oil Shocks, Robert J. Lieber	217
12	Soviet Decisionmaking for the Middle East, Dennis Ross	236
13	Soviet Policy in the Middle East, Shahram Chubin	254
14	American Diplomacy and Arab-Israeli-Palestinian Peace Since 1967, Harold H. Saunders	280
15	A Political/Military Strategy for the Persian Gulf and Southwest Asia, Bruce R. Kuniholm	306

	Selected Bibliography	347
	About the Editors and Contributors	350
	Index	355

U S STRATEGIC INTERESTS IN THE GULF REGION

edited by Wm. J. Olson

Westview Press, Boulder and London

Introduction I
Wm. J. Olson

PART I -- SOURCES OF INSTABILITY

1. PATTERNS OF REGIONAL CONFLICT AND US
GULF POLICY 9
Lenore G. Martin

2. THE ARAB-ISRAELI CONFLICT: AN ENDURING
DANGER TO REGIONAL SECURITY 29
Augustus Richard Norton

3. SOVIET POLICY TOWARD THE PERSIAN GULF FROM
THE OUTBREAK OF THE IRAN-IRAQ WAR TO THE
DEATH OF KONSTANTIN CHERNENKO 43
Robert O. Freedman

PART II -- TYPES OF INSTABILITY

4. THE SOVIET NAVAL PRESENCE IN THE INDIAN
OCEAN AND WESTERN SECURITY 83
Richard B. Remnek

5. IDEOLOGICAL CHALLENGES TO AMERICAN
INVOLVEMENT IN THE PERSIAN GULF 107
Jerrold D. Green

6. THE SAUDI ECONOMY IN TRANSITION: PROSPECTS
AND BOTTLENECKS 121
Riad Ajami

PART III -- US POLITICAL-MILITARY RESPONSE

7. RAPID DEPLOYMENT AND THE REGIONAL MILITARY
CHALLENGE: THE PERSIAN GULF EQUATION 135
Maxwell Orme Johnson

8. ASSISTANCE TO THE PERSIAN GULF REGION 149
Michael W.S. Ryan

9. THE LIMITS OF ACCESS: PROJECTING US FORCES
TO THE PERSIAN GULF 173
Thomas L. McNaughter

10. FORCE FROM THE SEA: A MODEST PROPOSAL 189
Michael Vlahos

11. AN ALTERNATIVE STRATEGY
FOR SOUTHWEST ASIA 203
Wm. J. Olson

THE GULF AND THE WEST
STRATEGIC RELATIONS AND MILITARIES REALITIES

Anthony H. Cordesman

(Westview Press, Boulder, Manshell Publishing Limited, London)

Contents

<i>List of Tables and Maps</i>	xii
<i>Preface</i>	xv
1. OVERVIEW	1
The Pivotal Role of the Southern Gulf States, 3	
Strategic Relations with Saudi Arabia, 4	
The West and the Problem of U.S. Domestic Politics, 5	
The Cost of "Taking Sides," 6	
The Impact of Western Military Relations with the Southern Gulf States on Israel's Security, 9	
The Impact of Western Power Projection Capabilities on the Gulf, 10	
Establishing the Proper Balance in Western Strategic Relations, 13	
2. WESTERN STRATEGIC INTERESTS IN THE SOUTHERN GULF	15
Oil Revenues and Oil Exports, 15	
Western Dependence on Gulf Oil, 18	
The Impact of Western and Gulf Trade Relations, 27	
The Impact of Southern Gulf Capital Investment and Aid, 30	
The Broader Role of the Southern Gulf States in Regional Affairs, 32	
Vulnerability and the Arab-Israeli Peace Issue, 34	
Moving Toward a Strategic Partnership, 37	
Notes, 38	
3. THE MILITARY BUILD-UP IN THE GULF AND THE ROLE OF THE USSR	45
Broad Patterns in the Regional Arms Race, 46	

<p>10. THE WEST ENTERS THE GULF: 1985-1987</p> <p style="padding-left: 20px;">The Seeds of Western Intervention: Covert U.S. Arms Sales to Iran, 310</p> <p style="padding-left: 20px;">Iran Launches Its Attack on Faw, 313</p> <p style="padding-left: 20px;">The Covert Arms Deals Continue, 315</p> <p style="padding-left: 20px;">The Covert U.S. Arms Sales Become a Global Scandal, 316</p> <p style="padding-left: 20px;">The Iranian Attack on Basra, 317</p> <p style="padding-left: 20px;">Iran Rebuilds Its Seapower, 318</p> <p style="padding-left: 20px;">Iran Begins to Use Its New Naval Capabilities, 323</p> <p style="padding-left: 20px;">The Growing Internationalization of the Tanker War, 325</p> <p style="padding-left: 20px;">Iran Adds Political to Military Intimidation, 332</p> <p style="padding-left: 20px;">Further Internationalization of the Tanker War, 333</p> <p style="padding-left: 20px;">The U.S. Tries to Adopt a "Two Track" Policy in the Gulf, 335</p> <p style="padding-left: 20px;">The Attack on the U.S.S. <i>Stark</i>, 337</p> <p style="padding-left: 20px;">Iran Organizes for Confrontation with the U.S., 346</p> <p style="padding-left: 20px;">Jockeying for Position Before the U.S. Convoy Activity Began, 347</p> <p style="padding-left: 20px;">The Lessons of U.S. Entry into the Gulf, 351</p> <p style="padding-left: 20px;">Notes, 352</p> <p>11. THE WEST AND NAVAL CONFLICT IN THE GULF: 1987</p> <p style="padding-left: 20px;">U.S. Convoy Activity Begins, 362</p> <p style="padding-left: 20px;">The Mining of the <i>Bridgeton</i>, 365</p> <p style="padding-left: 20px;">The Initial European Reaction to the <i>Bridgeton</i> Incident, 367</p> <p style="padding-left: 20px;">Support for the U.S. from the Southern Gulf States, 368</p> <p style="padding-left: 20px;">The Riot in Mecca, 370</p> <p style="padding-left: 20px;">Continuing Escalation Between the U.S. and Iran, 372</p> <p style="padding-left: 20px;">Britain and France Enter the Gulf, 374</p> <p style="padding-left: 20px;">Iranian Attacks on Saudi Arabia, 376</p> <p style="padding-left: 20px;">The "Escalation Ladder" in Late August, 1987, 377</p> <p style="padding-left: 20px;">Escalation in the Gulf of Oman and Reactions in the Southern Gulf, 379</p> <p style="padding-left: 20px;">The Tanker War and Attacks on Kuwait, 382</p> <p style="padding-left: 20px;">The Growing European and U.S. Presence in the Gulf, 385</p> <p style="padding-left: 20px;">Iran Sets the Pace in the Tanker War, 390</p> <p style="padding-left: 20px;">Iranian and U.S. Escalation Reaches New Heights, 393</p> <p style="padding-left: 20px;">A New Iranian Thrust at Saudi Arabia, 394</p> <p style="padding-left: 20px;">More U.S. and Iranian Clashes, 395</p> <p style="padding-left: 20px;">Another Saudi Arms Sale Crisis, 397</p> <p style="padding-left: 20px;">Iranian Silkworm Strikes on Kuwait, 400</p> <p style="padding-left: 20px;">U.S. Retaliation Against Iran, 401</p> <p style="padding-left: 20px;">A Shift to Lower Levels of Conflict, 407</p>	<p>309</p> <p>361</p>	<p>The Diplomatic Front, 412</p> <p>U.S. Efforts to Move Toward an Arms Embargo, 414</p> <p>The Arab League Meeting in Amman, 415</p> <p>Saudi Problems with Pakistan, 416</p> <p>The U.S. Debate over Stinger Sales to Bahrain, 418</p> <p>France's Hostage Deal with Iran, 419</p> <p>The Tanker War Continues in December 1987 and Early 1988, 421</p> <p>Developments in the Land War, and the Arms Trade to Iran in December and Early 1988, 422</p> <p>Arms Embargos and Peace Efforts at the Beginning of 1988, 425</p> <p>Iran Loses the Battle of OPEC, 427</p> <p>The War Again Escalates Towards Crisis, 428</p> <p>The Saudi Long-Range Missile Crisis, 438</p> <p>The Lessons of the Western Intervention in the Gulf, 441</p> <p>Notes, 443</p> <p>12. THE FUTURE OF WESTERN STRATEGIC RELATIONS WITH THE SOUTHERN GULF</p> <p style="padding-left: 20px;">Dealing with the Divisions Between Western and Gulf Interests, 459</p> <p style="padding-left: 20px;">Creating an Effective Regional Deterrent, 461</p> <p style="padding-left: 20px;">Technology Transfer as a Substitute for Manpower, 466</p> <p style="padding-left: 20px;">Effective Western and Southern Gulf Cooperation in Arms Sales, 467</p> <p style="padding-left: 20px;">The Need for a Better U.S. Arms Transfer Policy, 468</p> <p style="padding-left: 20px;">Creating an Effective Western Capability to Reinforce from over the Horizon, 470</p> <p style="padding-left: 20px;">Recognizing the Importance of U.S. Power Projection Capabilities, 472</p> <p style="padding-left: 20px;">Seeking an End to the Iran-Iraq War, 473</p> <p style="padding-left: 20px;">Western Relations with Iraq, 476</p> <p style="padding-left: 20px;">Dealing with Iran, 477</p> <p style="padding-left: 20px;">Dealing with the USSR, 478</p> <p style="padding-left: 20px;">Balancing Western Ties to the Gulf with U.S. ties to Israel, 479</p> <p style="padding-left: 20px;">The Impact of U.S. Aid to Israel, 481</p> <p style="padding-left: 20px;">Maintaining the Search for Peace, 482</p> <p>Abbreviations and Acronyms</p> <p>Bibliography</p> <p>Index</p>	<p>456</p> <p>485</p> <p>489</p> <p>511</p>
--	-----------------------	---	---

QUESTIONS DE GEOPOLITIQUE. L'ISLAM, LA MER
L'AFRIQUE

Yves Lacoste

(Le Livre de Poche, 1968)

- 1- La vague islamiste
- 2- Deux problèmes: la question kurde, la question chiite
- 3- La poudrière palestinienne

1.- La vague islamiste

Quand bien même ces éventualités ne se produiraient pas, il n'en reste pas moins que tous les États arabes, y compris ceux du Maghreb pourtant situés fort loin de la Palestine, connaissent un développement des mouvements révolutionnaires islamistes. Ceux-ci dénoncent l'accroissement des inégalités sociales, les difficultés économiques que subit la grande masse de la population, le malaise culturel, les illusions perverses du modernisme occidental, comme les tentatives d'amélioration du statut des femmes. Ils proclament que la solution à tous ces maux est le rétablissement de la loi coranique, fondement de l'égalité véritable entre tous les musulmans (on en est encore très loin en Iran, après dix ans de révolution islamique), et la réunification politique de la communauté musulmane que l'impérialisme est parvenu à diviser en y constituant des États fantoches.

Certes au Maghreb, les frontières entre les États ne sont pas coloniales mais séculaires (sauf dans les étendues désertiques), mais la conscience que l'on y a de la communauté culturelle maghrébine fait que les appels à l'unification politique ont un large retentissement, et plus encore la dénonciation des minorités privilégiées et des régimes au pouvoir. Aussi est-il fort possible que les mouvements islamistes — profitant de tel ou tel accident — parviennent à leurs fins. Ils ont déjà une grande audience en Tunisie, peut-être parce qu'il s'agit justement de la société la plus « occidentalisée », et ils attendent « l'après-Bourguiba ». Au Maroc, le souverain — bien que chérif — a échappé, dans le passé, à plusieurs tentatives de coup d'État militaire, et aujourd'hui sa disparition profiterait sans aucun doute aux islamistes. L'évolution de l'Algérie est encore plus incertaine, mais les récentes émeutes de Constantine prouvent l'existence de graves tensions sociales.

Si la vague islamiste venait à l'emporter dans un des pays du Maghreb, il est probable qu'elle s'étendrait aux États voisins, en raison même de leur communauté culturelle. L'unité maghrébine serait alors proclamée dans l'enthousiasme. Mais, avec le développement des contradictions et des luttes de tendances, l'euphorie ferait sans doute place aux déceptions et à la dictature, et il est alors probable qu'un grand nombre de Maghrébins, plus « occidentalisés » qu'ils ne l'avaient pensé eux-mêmes, chercheraient à trouver refuge en France — ne serait-ce que pour y rejoindre leurs familles — et il est non moins probable que le gouvernement français — de droite ou de gauche — refuserait de les accueillir, en raison même du chômage et du mouvement xénophobe qui existent déjà, notamment dans les régions méditerranéennes de ce pays. Des événements tragiques, comparables à ceux qu'ont connus les *boat people* dans les mers de l'Asie du Sud-Est, risqueraient de se produire alors au large des côtes françaises.

Cela ne manquerait sans doute pas d'avoir de graves répercussions de part et d'autre de la Méditerranée :

— En France, d'abord, les nombreux Maghrébins qui y vivent ne resteraient sans doute pas indifférents au sort de leurs malheureux compatriotes bloqués au large de Marseille et moins encore à celui des membres de leur propre famille. Mais la situation s'envenimant sous l'effet d'actes terroristes, de nombreux Français, affolés par les meneurs d'extrême droite qui feraient craindre une véritable « invasion », ne se lanceraient-ils pas dans une série d'actions violentes, de pogroms contre les musulmans ?

— Dans les pays du Maghreb, cette évolution désastreuse ne pourrait avoir que de très graves conséquences, et les meneurs islamistes, tenant ainsi la preuve de la légitimité de leur lutte contre l'Occident, pourraient de ce fait mobiliser une grande partie de l'opinion arabe et se lancer dans une série d'opérations terroristes ou même, avec des armes modernes fournies par tel ou tel État, dans une « guerre sainte » contre la France...

On peut certes considérer que tout cela relève du cauchemar ou d'un scénario-catastrophe imaginaire de « géopolitique-fiction ». Il n'en reste pas moins qu'une telle évolution désastreuse n'est pas impossible à plus ou moins long terme. Il faut envisager de sang-froid la possibilité du dérapage d'une crise interne au Maghreb vers une épreuve de force avec la France où les Maghrébins sont désormais très nombreux. Les campagnes xénophobes qui sont menées contre eux ne font en vérité qu'aggraver les données du problème, ne serait-ce qu'en obligeant ces hommes et ces femmes, et surtout ces jeunes à se considérer comme des étrangers, ne serait-ce aussi qu'en fournissant des arguments aux islamistes qui proscrirent, au nom de « la supériorité de l'islam » l'intégration des immigrés. Pour refouler — comme le réclament certains — ces millions d'hommes qui vivent et travaillent en France depuis parfois plus de vingt ans, il faudrait, en fait, une guerre civile et la victoire d'un nouveau fascisme. Combattre le racisme, en France, c'est d'abord lutter pour que notre pays ne soit pas entraîné dans cette aventure totalitaire.

Juin 1987.

Les États-Unis seraient favorables à cette solution de compromis, à la condition que la Jordanie et l'OLP reconnaissent l'État d'Israël dans ses frontières de 1948, les seules que l'ONU et les grandes puissances, y compris l'URSS, aient admises. A cette solution, le gouvernement israélien ne pourrait s'opposer en principe puisqu'il a maintes fois déclaré qu'il laisserait les territoires qu'il occupe depuis 1967 lorsque son existence et ses frontières de 1948 seraient reconnues par les Arabes. Depuis l'accord jordano-palestinien de février 1985, accord soutenu par l'Égypte, le gouvernement israélien multiplie évidemment les difficultés et refuse d'admettre des représentants de l'OLP à d'éventuelles négociations sur le statut d'un État jordano-palestinien et sur le tracé des frontières¹⁴.

Ces négociations ne peuvent être que longues et délicates et aux difficultés suscitées par les Israéliens s'ajoutent celles provoquées par la Syrie. Dès l'annonce du récent accord entre le roi Hussein et l'OLP, Hafez el Assad, le chef de l'État syrien, a condamné cette trahison de la cause palestinienne, des incidents de frontière ont éclaté sur la frontière syro-jordanienne et, signe encore plus significatif, le fameux Abou Nidal, chef d'une organisation palestinienne dissidente de l'OLP («un des chefs du terrorisme international»), que l'on croyait mort à Bagdad, réapparaît récemment au Liban pour déclarer qu'il ferait tuer Hussein de Jordanie (celui-ci a déjà échappé à de nombreux attentats) et surtout que la Palestine doit être «une partie intégrante de la Syrie»¹⁵. Cela est révélateur des desseins d'Hafez el Assad.

Il faut se rappeler que la Syrie n'a jamais reconnu l'indépendance du Liban, qu'Assad a multiplié les déclarations selon lesquelles «la Syrie et le Liban forment une même nation». Bien qu'il n'ait pas encore fait de déclaration explicite à propos de la Palestine et de la Jordanie, il est plus que probable qu'il les considère comme des parties de la Grande Syrie. Alors que les Palestiniens revendiquent comme limites de la Palestine celles des territoires qui furent sous «mandat» anglais de 1922 à 1947, alors que Hussein s'en tient aux limites que les Anglais établirent en 1923-1924 pour l'émirat de Transjordanie qu'ils donnèrent à l'émir Abdallah, son aïeul, tout en entendant récupérer la Cisjordanie qu'avaient conquise les troupes jordaniennes en 1948, Assad, en revanche, récuse ces frontières tracées par les puissances étrangères. Il se réfère au fond à une entité

géohistorique beaucoup plus vaste, la Syrie telle qu'on en parlait dans l'Antiquité, limitée à l'ouest par la Méditerranée, au nord par les chaînes du Taurus, à l'est par l'Euphrate et vers le sud par l'Arabie. C'est aussi la Syrie des premiers khalifes, ceux de l'empire omeyyade (661-750), dont la capitale était déjà Damas. A partir du moment où la constitution d'une entité territoriale palestinienne est peut-être possible, celle-ci apparaît contradictoire avec le projet de reconstitution d'une Grande Syrie et c'est essentiellement pour cela qu'il importe à Hafez el Assad de torpiller le projet jordano-palestinien.

Depuis les succès qu'il a remportés en 1983-1984 au Liban non seulement contre les Palestiniens d'Arafat, mais aussi sur les Américains en les obligeant à rembourser leurs forces, on prête au chef de l'État syrien les qualités de force, d'obstination et d'habileté qui feraient de lui le «Bismarck des Arabes». La réalisation de ses desseins à long terme peut sans doute comporter une étape de compromis plus ou moins durable avec Israël, ne serait-ce que pour s'entendre tacitement pour une destruction de l'OLP et son remplacement par des organisations palestiniennes à la solde de la Syrie.

Mais la situation au Proche-Orient risque d'être bouleversée par l'adhésion d'un grand nombre de Palestiniens aux thèses islamistes. Jusqu'alors, en dépit de leurs divergences, les organisations palestiniennes avaient été relativement laïques et c'était là une de leurs grandes originalités. Leur fiasco et leurs rivalités désastreuses font que nombre de Palestiniens s'en détournent et, au Sud-Liban, les organisations islamistes, qu'elles soient chiïtes ou sunnites, sont de plus en plus influentes en raison de leur ardeur contre l'armée d'occupation israélienne. Les thèses islamistes semblent aussi se développer rapidement dans la population arabe de Cisjordanie, notamment à l'université de Bir-Zeit. Malgré la répression, elles sont aussi fort actives en Syrie et la vague islamiste renforcée des Palestiniens pourrait emporter le régime relativement laïque d'Assad. Celui du shah paraissait beaucoup plus assuré. Il s'est pourtant brusquement effondré en 1979, submergé par d'énormes manifestations islamistes.

II- Etudes prospectives arabes

Abdalla Ismail Sabri, Abadalla Ibrahim S.E., Abdel-Fadal Mahmoud, Nassar Ali

Images of the Arab Future

The United Nations University, 1983, Francis Pinter

Publishers, London, 242p. (traduit de l'arabe)

Cet ouvrage est le premier d'une série de l'Université des Nations Unies fondée sur une collaboration avec les chercheurs du Tiers Monde.

La première partie est consacrée aux modèles globaux et aux images du monde arabe dans ces modèles, la seconde partie aux études arabes en matière de stratégies de développement et de planification. La troisième partie s'efforce de poser les bases d'une prospective pour le monde arabe.

1°) Aussi, le volume est-il d'abord un inventaire critique des prospectives des années 1970, en particulier :

- Club de Rome : les limites de la croissance
- Mesarovic-Pestel : Mankind at the turning point, 1974
- Fondation Bariloche : Catastrophe or a new society ? A Latin America World Model, 1976.
- Leontief : The future of the world economy. Preliminary Report, O.N.U., 1976
- SARUM : Report on the Sarum Model, 1976
- O.C.D.E. : Interfutures. Facing the future, 1979

En annexe, on trouvera le tableau descriptif de ces modèles extrait de l'appendice au chapitre 3 de l'ouvrage.

Les critiques de I.S. Abdalla et alii portent sur le fait que le monde arabe n'est pas appréhendé comme une unité spécifique (à l'exception de Interfutures, 1979). Elles visent aussi les présupposés faisant du modèle industrialiste occidental le seul possible, ou les

partis pris idéologiques (théorie économique néo-classique) et la priorité accordée aux intérêts du Nord. Enfin, elles mettent en cause l'économicisme étroit des scénarios.

A la limite, le monde arabe n'y est qu'un gisement de pétrole et de gaz, et les prévisions concernant les pays dépourvus de ces ressources sont clairement pessimistes.

2°) En réaction contre ces scénarios, l'ouvrage présente les alternatives élaborées par les institutions et les chercheurs arabes.

"La nation arabe est à une étape critique de sa longue histoire et se trouve à la croisée des chemins, où les futurs possibles sont nombreux. Elle doit déployer toutes ses potentialités pour relever ces défis et aller dans la direction du progrès et du développement".

Telle est la préoccupation dominante exprimée par la Ligue Arabe. Elle a donné lieu à des documents dont sept sont analysés de près.

Documents of a sectoral (or partial) nature

- (a) a strategy for securing food supplies in the Arab countries (issued by the Arab Organization for Agricultural Development, 1977);
- (b) a strategy for industrialization based on self-reliance and aimed at meeting basic needs (sponsored by the Industrial Development Centre for the Arab States, 1977-1978);
- (c) documents of the first Arab Energy Conference (sponsored by OAPEC and the Arab Fund for Economic and Social Development, March 1979);
- (d) a strategy to develop Arab education (issued by the Arab Organization for Education, Culture and Science, 1979).

Documents of a global nature and outlook

- (a) alternative patterns of development and lifestyles in the Arab region (study commissioned by the United Nations Economic Commission for West Asia and the UN Environmental Programme, 1979);
- (b) working paper prepared by a three-man committee selected by the committee of experts on a strategy for joint Arab economic action (submitted to the first pan-Arab conference on a Joint Arab Economic Strategy in May 1978);
- (c) towards developing joint Arab economic action (the principal document presented to the eleventh Arab summit in Amman, November 1980).

L'essentiel du livre est consacré à une analyse détaillée de ces documents qui dégage leurs insuffisances :

- Les données sont trop sectorielles alors que c'est en termes de système qu'il faut penser.

- L'économicisme domine

- Les scénarios se fondent sur les avenir souhaités plus que sur une analyse des moyens à mettre en œuvre et des hypothèques.

Or le problème est d'abord politique, c'est celui même d'une volonté arabe, de l'unité arabe.

3°) L'intérêt majeur de la troisième partie est précisément l'attention qu'elle prête aux efforts entrepris dans cette direction, à l'initiative d'organismes panarabes et de centres de recherches, tel le Groupe de Planification à long terme pour les Pays Arabes, et en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel.

Ce Groupe a publié 56 dossiers pendant ses deux années d'activité (1).

L'ouvrage s'achève sur les grandes lignes d'un programme de recherche concernant les devenir possibles (A.A.F.: Arab Alternative Futures):

- Relations entre les structures socio-politiques (stratification de classe, rapports entre les forces sociales, structures des pouvoirs, relations interarabes, intégration dans le système mondial).

- Les processus de la décision

- Démocratie, communication et participation populaire

- Attitudes socio-politiques et culturelles (grands courants de pensée, modérés et radicaux, et reviviscence islamique)

- Mécanismes de la dépendance

- Le monde arabe et l'ordre mondial, ses changements prévisibles

(1) Les organismes panarabes qui ont soutenu ces travaux sont le Fonds Arabe pour le Développement social, l'OPEAP, l'Organisation arabe pour le Développement agricole, l'Organisation arabe pour l'Education, la Culture et la Science, la Première Conférence arabe de l'énergie.

Sur les documents du Groupe, cf. M.M. El Iman, World Models in Annual Scientific conference for Egyptian Economists, Le Caire, 4 mai 1979; I.S. Abdallah, Economic development and social justice in Contemporary Developmental Thought with applied references to Egypt, Le Caire, 1981.

- Les effets de la richesse pétrolière
- Ressources humaines
- Ressources de la science et de la technologie
- Arts et littérature
- Les assises institutionnelles de l'intégration arabe
- L'unification arabe et le devenir des minorités

Ces projets seront développés en particulier dans la série de volumes publiés par le Centre d'Etude pour l'unité arabe qui sont présentés dans le même Cahier.

Plaidoyer en faveur d'une maîtrise de leur devenir par les Arabes, cet ouvrage est un précieux état de la prospective à la fin des années 1970 et annonce les progrès qui suivront.

CONTENTS

Preface	ix
1 Introduction	1
Part I Global Models and the Arab Future	14
2 Concept of investigating the future and criteria for selection of global models	15
1. Different methodologies used to address futures issues	15
2. On exploring the Arab future	17
3. The movement of global modelling and futures studies	21
4. Selection of most relevant global models	23
3 The Arab region as mirrored in global models	27
1. The Club of Rome model: <i>The Limits to Growth</i>	27
2. The Mesarovic-Pestel model	29
3. The Fondation Bariloche model	32
4. Leontief's model of the world economy	35
5. The SARUM model	38
6. The Interfutures study	39
7. The Arab region in global models	41
8. Perception of the Arab region in global models	44
9. Selected images of the Arab region in forecasts of global models	45
10. Images of the Arab future emerging from computations of global models	48
Part II Images of the Arab Future as Reflected in Arab Strategy Documents	65
4 Food security strategy in the Arab countries	71
1. The nature of the problem	71

vi *Contents*

2. Elements of proposed strategy	73
3. A brief appraisal	77
5 Strategy of industrial development to meet basic needs	81
1. Elements of strategy to secure basic needs in clothing	82
2. Elements of industrial strategy required to secure basic needs in housing	84
3. A brief appraisal	89
6 Proceedings of the First Arab Energy Conference	93
1. Evaluating the energy situation in the Arab countries	93
2. Energy alternatives and options at both the global and Arab levels	95
3. Optimal policies for oil production and pricing	97
4. A brief appraisal of the proceedings of the Conference	99
7 Strategy to develop Arab education	103
1. Aims and basic premises of the strategy	103
2. Different approaches to the proposed strategy	107
3. Different models for the application of the strategy	109
8 Alternative patterns of development and lifestyles	117
1. The issues	118
2. Recommendations	120
3. A brief appraisal	122
9 Working paper of the three-man committee selected by the committee of experts on a strategy for joint Arab economic action	125
1. Premises and incentives of joint Arab economic action	125
2. Main axes of joint Arab economic action	128
3. A brief critique	134
10 Towards developing joint Arab economic action (strategy documents presented to the 11th Arab Summit Conference held in Amman in November 1980)	137
1. Basic premises	138
2. Programmes and activities	140
3. Proposed mechanisms	143
4. A brief appraisal	145

Contents vii

Part III Towards Arab Studies of the Arab Future	157
12 The Arabs at the crossroads	159
1. Arab resources: actuality and potential	159
2. Different challenges facing the Arab world	164
13 Diversity of development paths	179
1. Downfall of the development models fetish	179
2. Alternative approaches to some issues of development technology	184
3. Eco-development	191
14 The need for Arab futures studies	211
1. Shortcomings in available studies	211
2. Availability of Arab skills	218
3. Methodology of futures studies	220
4. A step along the path	226
Selected bibliography	233
Index	239

Appendix: A brief profile of the most important global models

Model	Principal document	No. of world regions	Region(s) in which model appears	Technical methods used	Main variables as determined by models	Time horizon	Function	No. of sectors per region
Foresites-Meadows models known as Limits to Growth	Donella H. Meadows, et al., <i>The Limits to Growth</i> , New York, Universe Books, 1972.	1	The world	System dynamics	Population, energy & mineral resources, agricultural production, non-agricultural production, environmental pollution	Extends beyond 20th century	Exploratory, computing different scenarios for growth	5
SARUM, IX Department of the Environment	P. Roberts et al., <i>Report on the SARUM Model</i> , in IASA Symposium of Global Modelling, 4th Laszberg, 20-23 September 1976, SARUM and MRI: Description & Comparison of a World Model & a National Model, ed. Leif Erik Brukman, Oxford, New York, Pergamon Press, 1978	2(A)	Region 3	System dynamics, Econometrics	Energy & minerals, demand & production for agricultural and non-agricultural commodities, prices, trade flows	End of 20th century, in application of Interfutures years	Exploratory, computing different scenarios for growth	13 or 16
Fundacion Bariloche (Latin American World Model)	Amelio D. Herrera et al., <i>Construccion de un Nuevo Sistema de Cuentas Americanas World Model</i> , Ottawa, International Development Research Centre, 1976	4	Region 1 (Africa) & 4 (Asia) except for Latin America, which is included in Region 1	Operational research, optimization techniques, Econometrics	Population, consumption of food, agricultural production, demand & production of non agricultural commodities, time horizon required to meet basic needs	Time horizon to meet basic needs determined in model	Normative, investigating possibility of meeting basic needs	5
Meszaros or Meszaros-Pestel	See Works of Long-Term Planning Group for Arab Countries, National Planning Institute, Cairo Mahjoub D. Meszaros & Edward C. Pestel, <i>Manhood at the Turning Point: The Second Report to the Club of Rome</i> , New York, Dutton; Readers Digest Press, 1974.	10 or 17	Region 2 (North Africa & Middle East) & 5 (rest of Africa)	Systems dynamics, econometrics, input/output analysis	Population, energy & minerals, agricultural and non-agricultural production, trade	Extends beyond 20th century	Exploratory, computing different scenarios for growth	5
Leontief, or UN World Model	See Works of Long-Term Planning Group for Arab Countries, National Planning Institute, Cairo Wassily Leontief et al., <i>The Future of the World Economy. Preliminary Report</i> , New York, United Nations Department of Economic & Social Affairs, 1976.		Regions 10 (all countries of the Middle East & North Africa), & 12 (And Africa)	Input/output analysis	Energy & minerals, demand & production of agricultural & non-agricultural commodities, trade, extent of pollution	Till end of 20th century	Exploratory, computing different scenarios for growth	48

(A) Region 1 represents the United States, Region 2 mainly the EEC countries plus the Soviet Union.

Notes

The following works are excluded, although they are usually included among studies of a futuristic nature.

Herman Kahn and Anthony J. Wiener (USA), *The Year 2000, a Framework for Speculation on the Next Thirty Three Years*, New York, Hudson Institute, 1967. Joseph J. Spengler (USA), *The Economics and the Population Question*, Princeton, New Jersey, in p., 1966. Paul R. and Anne H. Ehrlich (USA), *Population, Resources Environment Issues in Human Ecology*, San Francisco, Freeman, 1970. Robert L. Heilbroner (USA), *An Inquiry into the Human Prospect*, New York, Norton, 1974. Robert L. Heilbroner (USA), *Business Civilization in Decline*, New York, Norton, 1976. London, Bovers, 1976. René Dumont (France), *Utopia or Life?* trans. Yvonne Menkes London, Deusto 1974. E. F. Schumacher (UK), *Small is Beautiful: A Study of Economics as if People Mattered*, New York, Harper and Row, 1973. London, Blond and Briggs 1973. Youshi Kaya et al. (Japan), 'Global Constraints and a New Vision for Development', *Technological Forecasting and Social Change*, 6, 1 and 4 (1974). Elena D. Modzhukaya and C. A. Stepanyan (USSR), *The Future of Society: A Critique of Modern Bourgeois Philosophical and Social Political Conceptions*, Moscow, Progress, 1973. V. Kojolopov (USSR), *Manhood and the Year 2000*, Moscow, Progress, 1976 and Herman Kahn, W. Brown and L. Metel (USA), *The Next Two Hundred Years: A Speculum for America and the World*, New York, Morrow, 1978.

A more extensive coverage and review of global models and future studies can be found in the following

5 Cole, 'The Global Futures Debate, 1975-1976' in: Christopher Freeman and Marie Jahoda, eds., *World Futures: The Great Debate*, Exeter, Brighton, University of Sussex, 1979. J. M. Richardson, 'Global Modelling (1): The Models', *Futures*, 12, 3 (October 1978); Richardson, 'Global Modelling (2): Where to Now?', *Futures*, 12, 6 (December 1978). Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), Interfutures, 'Summary of Global Models, Intermediate papers, FLT/DW/SIA—Current Research and World Models', November 1976 and OECD Interfutures Results, Report Phases A and B: A Comparative Evaluation of World Models', April 1977.

LE BILAN SOCIAL GLOBAL DE LA SOCIETE
EGYPTIENNE: 1952-1980

Alain Roussilon

MAGHREB-MACHREK, n°113, 1986

LES QUATORZE CHAPITRES DU BILAN SOCIAL GLOBAL

La population

L'étude de la population - Croissance démographique - L'émigration - Structure de la population - Répartition de la population
Les problèmes démographiques - Les facteurs déterminants du problème démographique - La planification régionale et les problèmes démographiques
Orientations de la recherche en matière de population - Organismes de recherche en matière démographique - Problèmes de la recherche

La famille

Aperçu historique - Typologie de la famille - Les transformations sociales et leur effet sur la famille - Aperçu statistique - Le mariage - Les étapes de la vie de famille - Les problèmes de la famille - La femme - L'enfance - La jeunesse - La vieillesse - Législation de la famille - Formation des travailleurs sociaux dans le domaine de la famille

Les hiérarchies sociales

Traits généraux de la structure de classe dans les pays en développement - Les études égyptiennes portant sur la structure de classe - Les transformations de la structure de classe à la campagne - Les transformations de la structure de classe dans les villes : les classes moyennes et les pauvres - La répartition des richesses et des revenus en milieu rural et urbain - L'évolution des conditions de vie - Les subventions et l'amélioration des conditions de vie des bas revenus - L'évolution des valeurs et des pratiques culturelles, avec une mention spéciale pour les classes moyennes et basses - La conscience de classe et les organisations politiques et culturelles - L'ouverture économique : les traits des nouvelles appartenances de classe

La structure politique

La politique intérieure - Le système politique - L'évolution politique et constitutionnelle
La politique étrangère

La structure économique

L'agriculture - L'industrie - Le commerce intérieur - Le commerce extérieur - La politique monétaire et financière - Le tourisme

Le transport et les communications

Le transport - Les communications - Les capacités de stockage

L'habitat

Aperçu général - L'habitat urbain - Les équipements - La construction - Le mouvement coopératif et l'habitat - La planification de l'habitat - L'évolution des caractéristiques de l'habitat urbain - Etudes et recherches sociales en matière d'habitat - L'habitat rural - Les législations relatives à l'habitat

Les services religieux

Les appartenances religieuses - Les relations doctrinales et confessionnelles - Les activités religieuses - Les institutions religieuses

L'éducation

Aperçu général - L'enseignement préuniversitaire et son évolution - L'enseignement azharite - L'enseignement supérieur et universitaire

La santé

Aperçu sur l'état sanitaire - Les ressources des services de santé - Evolution des conditions sanitaires

La sécurité

Les fondements de la sécurité - Les différents services de police en charge du maintien de la sécurité

La justice

Les organismes au service de la justice - Les procédures de justice

L'information

La presse 1952-1980 - L'information cinématographique - La radio - La télévision 1960-1980 - La formation des professionnels de l'information et la recherche dans ce domaine

Les arts et les lettres

La législation, les infrastructures et les institutions culturelles - Les arts et les antiquités - La littérature et la traduction.

The Next Arab Decade. Alternative Futures

(edited by Hisham Sharabi)

Westview Press, Boulder, Colorado, 1988

Il s'agit des travaux du symposium de 1985 du Centre pour les Etudes Arabes Contemporaines de la Georgetown University. Le directeur du Centre, Michael C. Hudson, avait publié il y a dix ans un intéressant essai de prospective. L'éditeur scientifique du volume, Hisham Sharabi, responsable du Journal of Palestine Studies, est aussi l'auteur de Neopatriarchy. A Theory of distorted Change in Arab Societies qui apparaît comme l'une des réflexions actuelles les plus fécondes sur la crise du monde arabe.

Cette crise constitue l'axe en fonction duquel s'organisent les contributions. Ce ne sont pas les scénarios quantitatifs qui sont l'apport le plus nouveau, c'est, au contraire le parti délibéré de s'attacher à ce qui ne relève pas de la prospective stricto sensu, comme le montre la table des matières :

- Etat, démocratie et droits de l'homme (1ère partie)
- Economie politique des relations internationales arabes (2ème partie)
- L'économie (3ème partie)
- Changement culturel, créativité et authenticité (4ème partie)
- Transformations sociales (5ème partie)
- Le conflit arabo-israélien (6ème partie)
- Priorités pour les études arabes (7ème partie)

On le voit, il s'agit d'éclairer les dimensions les plus diverses d'une réalité, de dépasser le décalage entre paradigme de la modernité et culturalisme (autre intérêt du livre) et d'inscrire l'étude des devenirs possibles dans une réflexion politique. Cet engagement se veut à la hauteur des enjeux de la lutte, qui sera décisive dans les dix prochaines années, entre les forces du conservatisme

religieux et les forces de la modernité critique (H. Sharabi,p.7).

Bien sûr, ce n'est pas l'optimisme qui domine, ni sur les perspectives économiques, ni sur les perspectives politiques, tant au niveau national qu'interarabe et au niveau des rapports avec les grandes puissances.

Mais les interrogations sur les relations entre prospective et mouvements d'émancipation prouvent la mobilisation d'une partie des intellectuels arabes (1). En témoigne, plus particulièrement le chapitre consacré à une réflexion sur les priorités pour les recherches. De la prospective sur les sciences sociales ! Voilà qui n'a pas encore effleuré l'école française. Aussi, est-ce sur ce chapitre que le compte rendu insiste.

J. Waterbury, dans un bilan sans complaisance, constate la faible capacité d'innovation des études arabes, la pauvreté de la théorisation, l'enfermement sur l'aire culturelle, l'isolement dans le champ des sciences sociales et l'insuffisance du comparatisme (2).

Ce sont les fondements mêmes du domaine défini comme connaissance d'une aire "orientale", la légitimité du paradigme "orientaliste" qu'il faut repenser. Opération d'autant plus nécessaire que, comme le soulignent El Sayed Yassin, E.T. Zureik et J. Tucker, la dépendance conceptuelle arabe envers les pouvoirs scientifiques occidentaux (l'empirisme, le fonctionnalisme, la vision technocratique des sociétés sont particulièrement visés) hypothèque les progrès scientifiques.

Autre hypothèque, le poids des pouvoirs arabes sur la libre recherche et les risques d'une chape de plomb islamiste contre le blasphème dont est suspect le savoir profane. Une telle situation permet-elle d'espérer un développement des sciences sociales ?

1) Sur 21 auteurs, 15 sont Arabes. Le Bilan global de la société égyptienne est un autre exemple de cette mobilisation. Cf. A. Roussillon, Maghreb-Machrek, 1986, n°113. De même, les travaux du Centre d'Etude pour l'Unité arabe.

(2) Constatation qui rejoint celles de la réunion de l'AFEMAM sur les problèmes de l'histoire du monde arabe et musulman, cf. la Lettre d'Information et "Problèmes de connaissance du monde arabe", Maghreb-Machrek.

La greffe marxiste n'a pas réussi, malgré des résultats ponctuels.

Il faudrait une réflexion plus poussée sur le pourquoi de cet échec, qui pose sans doute la question des rapports entre les intellectuels et leur société autant que celle des limites imputées au marxisme au regard des spécificités d'une culture.

El Sayed Yassin et Elia T. Zureik centrent leurs interrogations sur la recherche d'une nouvelle identité pour les sciences sociales dans le monde arabe. Cette recherche devient, sur la base d'un tiers de siècle d'expérience, une urgence. Elle ne pourra aboutir qu'en définissant les finalités de la connaissance : lutter contre le sous-développement, mobiliser la société autour d'un grand projet, d'une stratégie globale.

Table des matières

	Introduction: Patriarchy and Dependency and the Future of Arab Society, <i>Hisham Sharabi</i>	1
Part One		
The State, Democracy, and Human Rights		
1	Forecast for the Future: State and Society in Egypt, Sudan, and Libya in 1995, <i>Ibrahim Ibrahim</i>	11
2	State, Society, and Legitimacy: An Essay on Arab Political Prospects in the 1990s, <i>Michael C. Hudson</i>	22
3	The Future of Human Rights in the Arab World, <i>Saad Eddin Ibrahim</i>	38
4	Democracy, Development, and Human Rights: Can Women Achieve Change Without Conflict? <i>Nadia Hijab</i>	45
Part Two		
The Political Economy of Arab International Relations		
5	The Shape of Inter-Arab Politics in 1995, <i>Rashid I. Khalidi</i>	55
6	Unwelcome Guests: The Political Economy of Arab Relations with the Superpowers, <i>Bahgat Korany</i>	64

of		<i>Contents</i>
Part Three		
The Economy: Breakthrough or Breakdown?		
7	The Lean Years: The Political Economy of Arab Oil in the Coming Decade, <i>George T. Abed</i>	91
8	Arab Agriculture in 1995: Apocalypse or Muddling Through? <i>Alan Richards</i>	107
9	The Prospects of Technological Growth in Arab Societies: An Analysis of the Potential for Progress Toward Technological Autonomy in the Arab World, 1985-95, <i>Michael J. Simpson</i>	129
Part Four		
Cultural Change, Creativity, and Authenticity		
10	Challenges to Arab Cultural Authenticity, <i>Issa J. Boullata</i>	147
11	Cultural Creation in a Fragmented Society, <i>Kamal Abu-Deeb</i>	160
Part Five		
Social Transformations		
12	Future Arab Economic-Demographic Potential: Whither Policy? <i>Ismail A. Sirageldin</i>	185
13	Arab Women: 1995, <i>Leila Ahmed</i>	208
14	Class Structure and Social Change in the Arab World: 1995, <i>Samih K. Farsoun</i>	221
Part Six		
The Arab-Israeli Conflict		
15	Israel: The Political Economy of a Garrison State and Its Future, <i>Joel Beinin</i>	241
16	Palestinian Impasse: Constraints and Opportunities, <i>Naseer H. Aruri</i>	255
17	The Implications of Current Trends in the Arab-Israeli Military Balance, <i>Anthony H. Cordesman</i>	279

Contents

Part Seven
Priorities for Arab Studies

18	Social Science Research and Arab Studies in the Coming Decade, <i>John Waterbury</i>
19	In Search of a New Identity of the Social Sciences in the Arab World. Discourse, Paradigm, and Strategy <i>El Sayed Yassin</i>
20	Middle East Studies in the United States: The Coming Decade, <i>Judith E. Tucker</i>
21	Fundology and the Study of the Arab World, <i>Ezz T. Zureik</i>

About the Contributors
Index

III- Changements d'échelle, espaces et perspectives :
Oumma - Grand Maghreb - Unité Arabe - Méditerranée

1- Le monde musulman : mythe unitaire et prospective

Proche d'un milliard d'âmes sur 11 000 km du Maroc à l'Insulinde, une quarantaine d'Etats ; le monde musulman recouvre des ensembles géo-historiques, techno-culturels et sociaux aussi divers que la zone aride chère à Xavier de Planhol, la zone inter-tropicale humide, les sociétés nomades, citadines et paysannes... les langues arabe, africaines, turque... On sait aussi que le morcellement géopolitique est contraire à l'esprit de la Oumma, au message du Coran. Dans quelle mesure le mythe de l'unité de l'islam peut-il influencer l'avenir de ce monde et ses relations avec l'Occident ?

Pour les islamistes, la Religion révélée est mondiale et le seul contact possible avec "l'entourage d'erreur" est le Jihâd (1).

L'affaire Rushdie aura révélé la réalité d'une sensibilité qui transgresse les frontières et le droit international. Cette donnée, si elle ne peut être ignorée, est quasi impossible à mesurer, et, en la matière, prophéties islamistes et anti-islamistes rivalisent dans le style eschatologique.

Il est plus intéressant de réfléchir sur les efforts de réarmement intellectuel et moral entrepris dans une perspective religieuse.

On a retenu ici un exemple remarquable de ces tentatives d'herméneutique.

(1) Cf. O. Carré, Commentaire du Coran par Sayyid Qutb, Editions du Cerf, F.N.S.P., 1984.

Ziauddin Sardar

Islamic Futures

The Shape of Ideas to Come

(Manshell Publishing Limited, London and New York, 1985)

"Les véritables préceptes de l'Islam sont fondés sur une pensée et une action orientées vers l'avenir. L'Islam est une vision du monde tournée vers l'avenir : ce qui est vraiment surprenant, c'est pourquoi l'histoire et la tradition islamiques n'ont pas produit un corpus systématique de connaissance et développé pleinement des méthodes d'enquête tournées vers l'avenir de la Oumma".

Z. Sardar est aussi l'auteur de The Future of Muslim Civilisation (1979), l'éditeur de The Touch of Midas (essai d'alternative à la crise de la science occidentale), et directeur de la collection Islamic Futures.

- Pourquoi cette tentative de cerner les avenir de l'islam ?

Les sociétés musulmanes font montre d'une absence de prévision, de projet, qui les soumet à la dépendance de l'Occident. Elles n'ont pas trouvé jusqu'ici en elles les moyens de faire face aux mutations accélérées du monde moderne.

Cependant, des signes d'une conscience tournée vers l'avenir émergent dans la Oumma : création de la Conférence Islamique et de ses organismes scientifiques et culturels, développement de l'économie islamique ...

Pour aller plus avant, il s'agit de proposer une visée théorique suscitant une dynamique intellectuelle, économique et sociale du monde musulman. Les obstacles majeurs au projet sont :

- le fatalisme dominant, qui se contente de l'assurance de détenir la vérité
- le hiatus entre une pensée musulmane qui n'a pas élaboré de réponse

à la crise de la modernité et une modernité qui entraîne l'Occident et le monde entier vers des seuils critiques

- l'interdépendance de tous les problèmes et l'absence de maîtrise des processus contemporains.

Z. Sardar fonde sa démarche sur le fait que l'islam est une conception du monde, pas seulement une théologie et une morale, et cette conception peut fournir la base d'une exploration des devenirs possibles. On trouve dans le Coran et la Sunna les concepts nécessaires tant pour une organisation politique que pour un projet de société : unité de Dieu, justice, savoir, consensus de la communauté, intérêt public, tyrannie...

Cette vérité de l'islam doit être mise en œuvre dans la recherche de solutions et d'alternatives à l'occidentalisation.

Ainsi défini, le projet est appliqué à certains domaines fondamentaux de la Renaissance islamique, à la reconstruction de la civilisation musulmane, à divers enjeux idéologiques et pratiques : la science islamique, l'épistémologie de l'islam, les technologies, l'économie islamique, le développement...

Reconstruire la civilisation musulmane, c'est retrouver le sens contemporain de la Parole Révélée. Ne pouvant ici résumer les quinze chapitres du volume, on en retient donc surtout l'ambition de construire les instruments d'une alternative intellectuelle islamique dans la situation de crise profonde de la pensée occidentale.

Car la tentative de Z. Sardar s'appuie sur une connaissance très précise de la crise de la modernité. Les lignes de faille du système occidental prouvent qu'il n'a pas de réponse cohérente, et la pensée musulmane ne saurait demeurer prisonnière des contradictions de l'Ouest (dissociation entre éthique et savoir, science, technique et culture, individu et société).

Cet ouvrage, qui s'inscrit dans une opération de reconquête idéologique mérite attention. Il est significatif que les enjeux et les duels culturels soient centraux pour les diverses familles de pensée du monde arabe et musulman.

L'image dominante de "l'intégrisme" -y compris chez les spécialistes du tiers monde, voire chez ceux du Maghreb et du Moyen-Orient- comme une variante de l'arriération, est une carence grave de notre capacité d'interpréter le monde.

Si, en effet, ce qu'il est convenu d'appeler l'islamisme est une vision du monde, une culture, et pas seulement une pensée théologique, rien ne le condamne à se replier sur un mythe de l'Age d'or ou à s'enfermer dans le refus de la modernité. L'utopie religieuse serait alors un vaste et profond mouvement social, qui peut trouver ses intellectuels, et qui apparaîtrait comme un projet plus mobilisateur que les grandes idéologies en crise. Peut-être, l'Etat des religions dans le monde (La Découverte, 1987) a-t-il négligé ces questions.

2- L'unité arabe, ou celle d'ensembles tels le Golfe, le Maghreb, la Grande Syrie, paraissent des données prospectives plus tangibles. Sur l'unité arabe, l'exposé de Ghassan Salama et le dossier consacré par Hassan Arfaoui au projet "Prévoir le futur du monde arabe" montrent l'importance de la recherche prospective actuelle.

Il est évident que, dans la période récente, réactiver les forces d'unification apparaît comme une alternative à la dépendance, aux impasses économiques et politiques et à la vague islamiste. Cette

préoccupation est particulièrement forte chez les intellectuels(2).

3- A l'échelle du Maghreb, il est remarquable que le discours politique surabondant ne s'accompagne que de très peu d'études. On peut trouver les éléments d'un dossier récent in A. Claisse et G. Conac, ed. Le Grand Maghreb, Données socio-politiques et facteurs d'intégration des Etats du Maghreb. Economica, 1986 (préface de J. Leca) (3).

4- La Méditerranée : Mer commune ?

Là aussi, la littérature est surabondante et les réalisations concrètes, les travaux fondant des projets cohérents très rares.

Il est évident que le problème est d'abord politique. Sur les échanges agro-alimentaires méditerranéens : enjeu mondial, cf. M. Allaya, M. Labonne, M. Papayannakis, CHEAM, Options méditerranéennes, 1987

Sur les échanges entre C.E.E. et Maghreb, cf. Réalités et perspectives des relations entre les pays européens de la Méditerranée occidentale et les pays du Maghreb associés à la C.E.E., Ed. Echanges Méditerranéens, 1988 (Colloque du Conseil Economique et Social). Premier Forum Méditerranéen. Le second a eu lieu à Tanger en 1989. Un projet prospectif original, le Plan Bleu Méditerranéen, est présenté ci-après.

(2) Cf. H.M.M. Arikat, Arab Economic co-operation and integration in the Eyes of Arab Intelligentzia. An opinion survey. Durham, CMEIS, 1986.

(3) Ahmed Sadik, Le Grand Maghreb arabe. Intégration et systèmes économiques complexes, Afrique Orient, 1988, esquisse quelques conditions et possibilités d'une unité économique maghrébine. Au total, en dehors de considérations générales (intérêt d'un marché, d'une complémentarité, problèmes d'unification douanières et monétaires) il en ressort l'absence de scénarios concrets.

Cf. les journées d'études de l'IFRI. "Le Grand Maghreb : spécificités nationales et identités des défis, 1988.

Le Grand Maghreb
Alain Claisse et Gérard Conac

Table des matières

I - LA DIVERSITE DES SYSTEMES POLITIQUES MAGHREBINS

- . Algérie (J. Leca, H. Michel)
- . Libye (H. Bleuchot, T. Monastiri)
- . Maroc (M. Rousset)
- . Mauritanie (P. Marchesin)
- . Tunisie (M. Chaker et J.P. Bras)

II - L'ORDRE ETATIQUE JOUE-T-IL CONTRE LE MAGHREB ?

- . Les systèmes de légitimité à l'épreuve, le cas des pays du Maghreb (A. Claisse)
- . Existe-t-il un modèle maghrébin d'administration ? (F. Moussa)
- . L'oralité dans l'administration, l'exemple de l'Algérie (Y. Nacib)
- . Khadafi et le Maghreb (F. Burgat)
- . Note sur Islam et politique (B. Badie)

III - LES DIFFICULTES SOCIO-ECONOMIQUES FERONT-ELLES L'UNITE DU MAGHREB ?

- . Le Maghreb économique entre le possible et le réalisable (H. Malki)
- . Le territoire contre la région, maillage territorial et pouvoir régional (M. Naciri)
- . Dimension culturelle et géopolitique de l'intégration maghrébine (A. Moatassime)
- . Identité culturelle et immigration maghrébine en France (R. Leveau et C. De Wenden)
- . La Communauté Economique Européenne et les pays du Maghreb (R. Bistolfi)
- . Les financements internationaux et les pays du Maghreb (Y. Gazzo)

Annexes : Formation des élites et système administratif au Maghreb

Le Plan Bleu, les problèmes de développement et de l'environnement

Cette étude prospective sur les relations entre l'environnement et le développement des pays riverains de la Méditerranée est peu connue et la diffusion des résultats est restée limitée jusqu'ici.

Elle se situe dans le cadre du P.N.U. pour l'Environnement.

Menée de 1975 à 1985, elle a intéressé plus de trois cents spécialistes et concerné dix sept Etats et la C.E.E.

Double originalité donc : celle qui tient au lien entre développement et environnement, celle qui tient à la collaboration des pays des diverses rives de la Méditerranée.

L'analyse a conjugué cinq composantes environnementales (la mer, les sols, les eaux continentales, les forêts et le littoral), cinq secteurs d'activités économiques (agriculture, industrie, énergie, tourisme, transports), l'évolution de la population et les perspectives de la croissance, en fonction de cinq scénarios pour les horizons 2000 et 2025.

Trois types de développement ont été envisagés :

- 1°) Faible croissance économique, forte croissance démographique et détérioration de l'environnement
- 2°) Croissance économique rapide et détérioration de l'environnement
- 3°) Croissance économique et sauvegarde de l'environnement.

Quelles sont les conclusions majeures ?

1°) Une croissance réduite de l'économie mondiale, en raison des interdépendances de la région méditerranéenne et des régions centrales, susciterait d'énormes difficultés de développement et,

pour certains pays, une régression des niveaux de production et de consommation. La sauvegarde de l'environnement serait affectée par l'insuffisance des moyens. Dans cette perspective, la disparition de nombreuses forêts par surpâturage ou surexploitation du bois de feu, la dégradation des sols aboutiraient à des situations irréversibles. La croissance de la population, la sururbanisation susciteraient sous-emploi, crises urbaines et risques de ruptures sociales ou géo-politiques.

2°) Une reprise mondiale dans les années 1990 aurait des effets positifs sur les pays méditerranéens. L'agriculture du Sud bénéficierait d'une forte demande internationale et l'industrialisation progresserait, en fonction d'une D.I.T. où les secteurs de pointe demeureraient au Nord. Mais cette croissance sans projet global concernant l'environnement aurait de graves effets sur le littoral et les dégradations écologiques seraient, elles aussi, irréversibles.

3°) Ces deux types extrêmes de scénarios incitent à une coopération internationale visant à combler les disparités entre les deux rives et à une maîtrise des rapports entre croissance et équilibres écologiques.

L'intérêt principal du Plan Bleu -qui témoigne des mêmes préoccupations que le rapport Our Common Future- tient au long terme retenu, l'horizon 2025, qui tranche sur la durée des perspectives économiques.

Deux points ressortent particulièrement :

- l'accroissement démographique "changera jusqu'à la dimension même des problèmes"

- ces défis exigent une "nouvelle rationalité de la prise de décision".

Les résultats précis de ces travaux sont en cours de publication.

Sources : M. Gréon, Les scénarios méditerranéens du Plan Bleu, Perspectives méditerranéennes, n°37.

Voir les autres titres en bibliographie.

Dans les conclusions du Plan Bleu sont indiquées les orientations pour une coopération entre Etats méditerranéens.

LES COOPERATIONS POUR L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT

128. La **concertation** entre Etats méditerranéens pourrait, ici, accélérer le **renforcement des politiques d'environnement** et surtout **l'intégration** de celles-ci dans les **politiques de développement**.

Certaines coopérations pourraient prendre appui sur des **structures existantes** : c'est le cas du Conseil Général des Pêches en Méditerranée, par exemple, pour la pêche, ou de "Silva Mediterranea" pour la forêt ; d'autres structures sont à **faire naître** dans des domaines où les échanges sont encore à un niveau très faible. A cet égard, la constitution, formelle ou informelle, de réseaux d'échanges et de coopération, serait plus efficace et plus rapide que la constitution d'institutions nouvelles.

La **déclaration de Gênes** (1985) a préfiguré, par exemple, un tel maillage en proposant l'identification de **100 sites historiques** d'intérêt méditerranéen, qui ont été adoptés en 1987, ou de **50 nouveaux sites naturels** protégés sur le **littoral**. Il est prévu que leurs responsables échangeront leurs expériences dans le cadre du PAM. De même les responsables des "réserves de la biosphère" se rencontrent dans le cadre du Programme MAB de l'UNESCO ; le fonctionnement du programme MED POL, qui réunit une centaine de laboratoires d'analyses et de recherche et celui du Programme d'Actions Prioritaires, qui rassemble des spécialistes autour de sujets concrets, procédant de la même méthode.

On situera mieux les besoins ressentis en examinant de façon spécifique les principaux champs possibles de cette coopération méditerranéenne :

1. La coopération sur la gestion des espaces

129. La gestion du littoral. Pour des raisons déjà amplement soulignées, **l'aménagement du littoral** méditerranéen -y compris les îles- appelle des échanges d'expériences sur les politiques nationales et les **pratiques** d'aménagement susceptibles de **réduire la pression** sur le littoral et de favoriser un aménagement en profondeur vers l'arrière-pays. La coopération, notamment par des études comparatives, pourrait être engagée sur les méthodes d'aménagement, les réglementations, les mécanismes juridiques et financiers de protection (conservatoire du littoral, par exemple), la sensibilisation des touristes aux milieux à protéger, la conservation de l'espace infra-littoral, l'utilisation de la télédétection, etc. Des **rencontres** entre **responsables** de régions littorales seraient très profitables à cet égard. Les actions nécessaires **d'information, d'échanges** et de **formation** seraient favorisées par la création d'un "**Observatoire du littoral méditerranéen**" concentrant son attention sur la **frange côtière** du bassin.

Le rythme insuffisant de mise en place de **stations d'épuration** dans les régions littorales fait penser qu'au rythme actuel, les objectifs de la déclaration de Gênes

risquent de ne **pas être tenus**. Si les mesures relèvent de chaque Etat, du moins pourrait-on, à l'échelle méditerranéenne, établir **un questionnaire du PAM** permettant de dresser un tableau public de la situation et des perspectives à cinq et dix ans. Un réseau efficace d'échanges et de coopération entre **autorités portuaires** et une émulation entre ports pourraient être utiles pour identifier les problèmes et les points noirs. Une coopération déjà amorcée entre la Communauté européenne et des pays méditerranéens pourrait permettre de compléter les installations portuaires là où elles sont nécessaires à l'application de la Convention MARPOL pour le dégazage.

130. La gestion urbaine. En 2025, plus de **150 millions de méditerranéens** vont vivre dans les **villes** des régions méditerranéennes (82 millions en 1985). Les concertations entre **professionnels** pourraient, ici, porter principalement sur les **créations de villes nouvelles**, sur la **maîtrise des espaces périphériques** où les terres agricoles sont déstabilisées, sur les transports urbains économiques, sur la protection et la réhabilitation des centres historiques, sur la réduction des pollutions atmosphériques, sur la conception de logements économiques et d'espaces collectifs, sur les systèmes urbains de petite dimension en harmonie avec l'espace rural, etc. La **gestion urbaine** proprement dite (déchets, assainissement, eau, trafics, plantations, etc.) peut donner lieu à échanges par "**jumelages techniques**" directs entre villes méditerranéennes*.

131. La gestion des ressources en eau. La précarité et l'irrégularité des ressources en eau constituent un **véritable goulet d'étranglement du développement méditerranéen**, notamment pour les pays du Sud et de l'Est. La concertation pourrait porter sur diverses dimensions : institutions de gestion des ressources, distribution d'eau potable, techniques d'assainissement, techniques d'irrigation réduisant les pertes et la consommation d'eau, réutilisation des eaux usées pour l'agriculture, pompage solaire, dessalement de l'eau de mer, alimentation en eau des petites îles. L'organisation de **stages** et de **cours de formation** régionaux pour la gestion des ressources en eau (usages domestiques, agricoles, industriels, aménagements intégrés) constitue un domaine de choix pour la coopération intraméditerranéenne.

132. La gestion forestière. La coopération pourrait être très profitable dans les domaines suivants : maintien et expérimentation de systèmes **agro-sylvo-pastoraux stables** à usages multiples, aménagement et **protection des bassins versants**, gestion forestière à usages multiples (y compris cynégétique), processus de succession de différents types de végétation, **maladies spécifiques** aux essences méditerranéennes, procédés de boisement par étapes (choix des essences de reboisement), **lutte contre les incendies de forêts**, techniques et matériels de débroussaillage, valorisation des **sous-produits** (y compris les produits biochimiques) **alternatifs au bois de feu**. Ici également l'organisation de stages régionaux spécialisés et de cours de formation pourrait être encouragée.

* Quelque 360 jumelages existent aujourd'hui, dont 45 seulement entre le Nord et le Sud, et 10 Sud-Sud. Moins d'une dizaine de jumelages intéressent les échanges techniques

133. La gestion des aires protégées. Le **riche patrimoine génétique** de la région méditerranéenne, tant en ce qui concerne les espèces sauvages que les variétés d'espèces cultivées domestiques, est **gravement menacé**. La mise en œuvre du protocole de la Convention de Barcelone sur les "**Aires spécialement protégées**" et le travail du Centre d'Activités Régionales de **Salambo** (Tunisie) devraient permettre de développer la **protection des régions côtières** et marines. En coopération avec l'Alliance Mondiale pour la Nature (UICN), il importe d'étendre l'action aux **écosystèmes terrestres** de climat méditerranéen de toute la région, notamment par l'extension et l'amélioration du réseau de réserves de la biosphère, par la création de réserves de biotopes et par l'adoption d'une **stratégie régionale de conservation**. La préservation des sites remarquables et des paysages méditerranéens doit venir épauler cet effort de préservation des écosystèmes et peut également faire l'objet d'une coopération. La participation des populations locales à la gestion des aires protégées est indispensable et peut aussi ouvrir un domaine aux échanges d'expériences.

134. La gestion des ressources vivantes de la mer. Bien qu'elles ne soient pas considérables, les **ressources vivantes** de la Méditerranée pourraient **contribuer** utilement à la **réduction de la dépendance alimentaire** de certains pays riverains si leur **exploitation** était conduite de façon **rationnelle** afin d'être **durable**. Un tel objectif exige ici une coopération internationale effective, pour laquelle le Conseil Général des Pêches en Méditerranée fournit un cadre solide, mais qui devrait être **intensifiée** et convenablement articulée avec l'action dans d'autres secteurs comme les transports ou le contrôle des pollutions. Il importe de mieux connaître les **stocks de poissons** existants (espèces benthiques et pélagiques), leurs migrations et leur cycle de renouvellement (surtout dans le **bassin oriental** moins étudié) en vue d'une **optimisation des pêches**. Il y aurait lieu également de promouvoir des **campagnes conjointes** d'évaluation des espèces migrantes. Il importe avant tout de favoriser la concertation entre les pays qui exploitent une même ressource, de formuler, le cas échéant, des mesures de limitation de l'effort de pêche et de répartition de la ressource, et de veiller à l'application effective de ces mesures. Les législations relatives à l'utilisation de la bande côtière par **récifs artificiels** et, d'une façon générale, les plans nationaux d'aménagement et de développement de la pêche devraient être harmonisés dans toute la mesure du possible.

2. La coopération sur les technologies appropriées

135. La création des **nouvelles implantations industrielles**, dans le Sud et l'Est du bassin en particulier, va susciter une demande rapide sur les précautions à prendre en matière d'implantation, de recyclage et de dispositifs de dépollution. Mais, il sera tout aussi utile d'échanger les outils et procédés de "**technologies propres**" introduites dans le processus industriel permettant -avec souvent des gains économiques- la réduction des gaspillages, les économies de matériaux et d'énergie et la réutilisation des sous-produits.

Il peut y avoir là, entre professionnels du Nord et du Sud, un large terrain d'échanges et de coopération dans les domaines comme **l'énergie, l'eau, les biotechnologies ou les déchets**, qui pourraient éventuellement recevoir l'appui de la Communauté Européenne.

3. La coopération sur les risques majeurs

136. Erosion du patrimoine génétique. Les **rares domestiques** de bovins, d'ovins et de caprins de la Méditerranée, ne représentent plus que quelque 10 % de celles d'il y a un siècle ; **les populations d'espèces arbustives** et des plantes composantes de l'alimentation traditionnelle disparaissent rapidement. La mise en place, de toute urgence, de **conservatoires biologiques, de banques de gènes, de jardins botaniques, de réserves de la biosphère**, couvrant les écosystèmes terrestres de la région méditerranéenne, peut seule contribuer à **préserver** ex situ et in situ les éléments du **patrimoine génétique** -domestique ou sauvage- de la région pour maintenir, à toutes fins utiles, les variétés domestiques et les congénères sauvages indispensables à la sélection génétique des espèces nécessaires à l'agriculture et à l'élevage dans l'avenir. Un réseau méditerranéen de conservatoires botaniques et d'arboretums pourrait être établi. Une **association méditerranéenne de protection de la nature** pourrait se révéler utile.

137. Les risques naturels. Les **risques naturels d'origine tellurique** ont **toujours existé** en Méditerranée, qu'il s'agisse des séismes, des éruptions volcaniques, ou des glissements de terrain. En outre, **l'irrégularité du climat** entraîne des **inondations** et des **sécheresses catastrophiques** récurrentes. Une solidarité est, sur ces thèmes, d'autant plus efficace qu'elle concerne des pays proches, risquant d'être affectés tour à tour par les mêmes fléaux. Les études relatives au risque sismique entreprises dans la région sous l'égide de l'UNESCO, du PNUD et du PAP, gagneraient à être étendues à l'échelle du bassin tout entier. De même les travaux portant sur les **sécheresses** et sur **l'agroclimatologie offrent un champ important** à la coopération régionale.

138. Les risques technologiques. Les **risques technologiques croissent** dans le bassin méditerranéen, au fur et à mesure que se développent l'industrialisation, la fabrication et le transport terrestre et maritime des produits chimiques nouveaux, l'augmentation des déchets toxiques, la production d'énergie nucléaire, etc. La coopération pourrait porter sur les **techniques et les pratiques de prévention**, l'identification et le commerce des produits nouveaux (notamment des pesticides), l'adoption de **législations appropriées**, les mesures à prendre en cas d'accidents, ou la coopération transfrontalière entre collectivités locales. L'avance de certains pays industriels et la concertation européenne, déjà engagée, pourraient être mises à profit au service de l'ensemble des Etats riverains. L'élargissement des compétences du Centre de Malte va dans le sens de cette prise en compte des **risques nouveaux** pour la **prévention des accidents maritimes**.

ANNEXE 1

Sur le devenir pétrolier et gazier

Extrait de Patrick Crique et Nina Kousnetzoff : Energie.1995: après les chocs

TABLEAU A.2 : Bilan énergétique mondial 1985
millions de tep

	Combust. solides	Pétrole et CGN	Gaz naturel	Nucléaire	Hydr. et géoth.	Energie totale
A) Production primaire						
1. Etats-Unis	535	500	395	91	66	1 588
2. Canada	42	87	70	14	68	281
3. Europe de l'Ouest	235	196	160	123	99	813
4. Japon	10	1	2	39	22	73
5. ANZAS	161	30	15	1	9	217
6. OPEP	7	867	137	0	9	1 021
7. Autres pays en développement	129	381	93	14	112	727
8. Pays à économie planifiée	1 021	737	601	47	101	2 506
9. MONDE	2 140	2 799	1 473	328	485	7 226
B) Importations nettes y compris variations de stocks						
1. Etats-Unis	-43	213	28	0	0	197
2. Canada	-8	-16	-21	0	0	-44
3. Europe de l'Ouest	54	392	40	0	0	485
4. Japon	64	205	34	0	0	302
5. ANZAS	-58	14	-1	0	0	-46
6. OPEP	-5	-719	-38	0	0	-762
7. Autres pays en développement	5	19	-11	0	0	13
8. Pays à économie planifiée	-12	-100	-25	0	0	-137
9. MONDE	-5	8	5	0	0	9
C) Consommation primaire						
1. Etats-Unis	492	713	423	91	66	1 785
2. Canada	35	71	49	14	68	237
3. Europe de l'Ouest	289	588	200	123	99	1 298
4. Japon	73	206	36	39	22	376
5. ANZAS	105	44	14	1	9	172
6. OPEP	2	149	99	0	9	258
7. Autres pays en développement	133	399	82	14	112	740
8. Pays à économie planifiée	1 008	637	576	47	101	2 369
9. MONDE	2 136	2 807	1 478	328	485	7 236

Sources : Calculs CEPII.

Bilans énergétiques de l'OCDE.

BP Statistical Review of World Energy.

ANZAS : Australie, Nouvelle Zélande, Afrique du Sud.

Pour la nomenclature géographique, voir Annexe.

Les échanges d'électricité ne sont pas comptés.

TABLEAU A.3 : Bilan énergétique mondial 1995 : scénario central.
millions de tep

	Combust. solides	Pétrole et CGN	Gaz naturel	Nucléaire	Hydr. et geoth.	Energie totale
A) Production primaire						
1. Etats-Unis	774	420	409	136	79	1 818
2. Canada	60	80	100	18	83	341
3. Europe de l'Ouest	259	196	169	148	111	883
4. Japon	11	2	4	45	27	89
5. ANZAS	265	31	34	3	10	342
6. OPEP	15	1 319	216	0	13	1 562
7. Autres pays en développement	187	581	153	38	203	1 162
8. Pays à économie planifiée	1 345	838	815	127	124	3 249
9. MONDE	2 915	3 466	1 900	515	650	9 446
B) Importations nettes y compris variations de stocks						
1. Etats-Unis	- 137	358	8	0	0	229
2. Canada	- 6	17	- 8	0	0	3
3. Europe de l'Ouest	150	485	81	0	0	715
4. Japon	117	222	57	0	0	395
5. ANZAS	- 110	43	- 2	0	0	- 70
6. OPEP	- 12	- 1 085	- 66	0	0	- 1 163
7. Autres pays en développement	29	22	- 7	0	0	44
8. Pays à économie planifiée	- 30	- 60	- 62	0	0	- 152
9. MONDE	0	0	1	0	0	1
C) Consommation primaire						
1. Etats-Unis	637	778	417	136	79	2 046
2. Canada	54	97	92	18	83	343
3. Europe de l'Ouest	409	680	250	148	111	1 598
4. Japon	127	224	61	45	27	484
5. ANZAS	154	74	32	3	10	273
6. OPEP	3	234	150	0	13	399
7. Autres pays en développement	215	603	147	38	203	1 206
8. Pays à économie planifiée	1 315	778	753	127	124	3 096
9. MONDE	2 914	3 466	1 901	515	650	9 446

ANZAS : Australie, Nouvelle Zélande, Afrique du Sud.
Pour la nomenclature géographique, voir Annexe.
Les échanges d'électricité ne sont pas comptés.

Extrait de George T. Abed, "The Lean Years", in The Next Arab Decade

Projection of World Oil Market, 1995

Sources of supply and demand	Millions of barrels per day
World demand (excluding centrally planned economies (CPEs))	51.0-53.0
Less: non-OPEC, non-CPE supply	-26.0-27.0
Less: CPE net exports and natural gas liquids (NGL)	-1.5-2.0
Equals: supply required from OPEC	22.0-25.5
Plus: demand within OPEC	+6.0-6.5
Equals: OPEC production	28.0-32.0
Of which: Arab share (of which exports)	20.0-22.0 17.0-19.0
Of which: Saudi Arabia's share (of which exports)	6.5-10.5 7.0-8.5

ANNEXE 2

Les pays arabes dans le système mondial

Extrait de I.A. Sirageldin, "The Future Arab Economic-Demographic Potential" in *The Next Arab Decade*

Ce schéma a l'intérêt de présenter le système de production et d'échange liant le monde arabe et le "Centre" de manière claire.

Les puissances industrialisées sont appelées Industria, les pays arabes pétroliers Ressources, les pays arabes pauvres Subsistencia.

Ressortent la dépendance, la faible intégration arabe, la fragilité des économies arabes. La conclusion s'impose: seule une unification arabe brisera ce cercle vicieux.

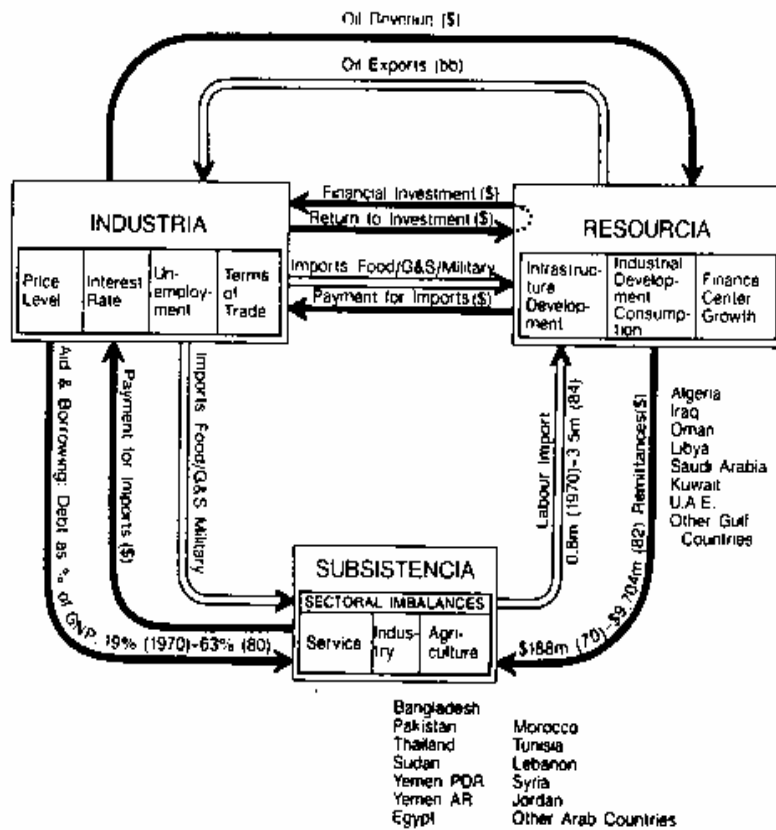


FIGURE 12.2 Socio-Demographic Transitions: A New International Revenue System (NIRS).

Source: Data in figure based on Table 12.2. Figure previously published in Iamali Sirageldin, "Potential for Economic-Demographic Development: Whither Theory?" *Pakistan Development Review* vol. XXV, no. 1, 1986.

Famille au futur

« L'avenir de la famille au Moyen-Orient et en Afrique du Nord » : sur ce thème s'est tenue à l'Université de Tunis, du 20 au 23 février 1989, une réunion organisée conjointement par l'Unesco et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP). Elle sera suivie par quatre autres consultations sur le même sujet, dans la perspective de l'Année internationale de la famille, thème qui sera proposé pour 1994 à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, à la fin de cette année.

VINGT-QUATRE participants et quarante-huit observateurs, représentant de nombreux pays de la région, différentes catégories sociales (instituteurs, médecins, journalistes, cinéastes) et diverses disciplines universitaires (histoire, sociologie, économie, pédagogie) ont débattu à Tunis du thème de l'avenir de la famille.

La réunion est parvenue aux conclusions suivantes. De la Mauritanie au Pakistan, à travers les trois espaces culturels arabe, iranien et turc, cette région reste largement dominée par le modèle de la famille communautaire endogame, autoritaire, hautement hiérarchisée et fortement intégrée — institution globale, « phénomène social total ».

Cependant ce modèle a subi, à partir de la deuxième moitié du 19^e siècle, au contact de la colonisation européenne, d'importantes secousses socio-économiques qui ont tendu à l'assouplir et à diversifier les types familiaux en fonction de leur degré d'intégration à la vie moderne.

Deux sujets ont été plus particulièrement traités : les migrations familiales et les rapports hommes-femmes. La migration a été considérée, au même titre que les médias et le tourisme, comme un facteur essentiel d'acculturation. Les familles d'émigrés connaissent un double processus, de désintégration lente dans leur pays d'origine et d'adaptation à leur pays d'accueil lorsqu'elles s'y regroupent.

Quant aux relations hommes-femmes, la réunion a noté une évolution des pratiques concernant le choix du conjoint, l'âge du mariage, les conditions du divorce — avec des conséquences psychiques, voire pathologiques, importantes.

Les participants se sont en majorité retrouvés d'accord pour penser : que la famille est en mutation, lente mais continue ; qu'elle restera certainement la cellule de base de la société ; que la famille nucléaire de type occidental ne constitue pas forcément pour elle un modèle à imiter.

Les changements qui s'opèrent aujourd'hui au sein de la famille peuvent n'être pas toujours perceptibles au regard extérieur — ce qui donne parfois une impression superficielle de continuité rigide de l'ordre traditionnel des choses. Mais la modification des habitudes et des représentations se poursuit en profondeur, suscitant parfois des tensions qui éclatent, soit dans les consciences individuelles, soit au niveau collectif. ■

Courrier de l'UNESCO

Juillet 1989

Les économies d'Afrique du Nord.
Entre contrainte démographique et contrainte financière.

Agnès CHEVALIER
Véronique KESSLER
CEPII

Comme beaucoup d'économies en développement, les pays d'Afrique du Nord -grâce aux fortes hausses des prix pétroliers et/ou à l'accès facile aux sources financières internationales- ont connu durant les années soixante-dix, une croissance soutenue assurant à une population en forte progression une hausse sensible du revenu par tête. Ceci signifiait notamment des progrès sensibles dans des domaines aussi cruciaux que l'alimentation, l'éducation ou la santé.

Mais, comme la plupart des pays en développement endettés, ces pays ont été frappés de plein fouet par le retournement des conditions financières internationales de la fin des années soixante-dix. Au coût financier de la dette accumulée, alourdi par la hausse des taux d'intérêt, s'est ajoutée la réduction des possibilités d'emprunts nouveaux. Or, en dépit de taux d'investissement dans certains cas extrêmement élevés, ces économies n'étaient pas parvenues à sortir de leur besoin chronique de financement extérieur. Les changements intervenus dans leurs échanges ont été trop lents et trop limités pour modifier leur schéma de spécialisation qui reste, typiquement, celui de pays moins développés situés à la périphérie de puissances industrielles. Il se traduit par d'importants déficits en produits industriels "lourds" que compensent difficilement les excédents sur les produits primaires et les fortes recettes nettes de tourisme et transferts.

L'exemple des produits agricoles et alimentaires montre comment les "besoins" d'importations ont pu être augmentés par la disposition de moyens de paiements. Celle-ci, jointe aux bas prix pratiqués sur le marché international par les principaux producteurs mondiaux, a permis à ces pays d'éviter d'aborder de front les transformations structurelles, indispensables mais difficiles, de leurs agricultures. Il en est résulté

une aggravation de leur dépendance alimentaire. Dans ce domaine, l'ajustement rapide des importations au resserrement des moyens de paiements est particulièrement difficile.

La contrainte financière qui s'impose à la fin des années soixante-dix signifie pourtant qu'une limite est fixée au processus d'endettement. Pour des pays qui ne pouvaient étendre rapidement leurs recettes courantes et qui, de plus, se sont trouvés confrontés, les uns, à la chute des revenus pétroliers, les autres, aux difficultés nées des années de sécheresse, la seule réponse était de ralentir brutalement leur croissance. Chacun des pays a connu certaines années une véritable récession.

Les réformes économiques engagées actuellement visent à sortir de cet "ajustement par la récession", l'ajustement "structurel" devant permettre de briser la relation croissance-déficit extérieur. La pression de la contrainte financière rend nécessaires ces réformes ; en même temps, dans bien des cas, elle rend possible leur mise en œuvre en intervenant dans les rapports de force politiques.

Ces réformes, fortement inspirées par le courant de libéralisation, visent à favoriser les fonctionnements de marché, à ouvrir les économies à la concurrence interne et internationale. Leur réussite dépend largement du type d'insertion internationale que ces économies pourront développer. Sur ce point, une étude est en cours au CEPIL (1). Elle dépend plus crucialement encore des conditions sociales internes. C'est à ce type de préoccupations que l'ouvrage du CEPIL publié au printemps 89 (2) se rattache, tout en restant sur le terrain économique.

(1) Le Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPIL) est placé auprès du Commissariat Général du Plan. Il a pour mission de rassembler des informations et d'effectuer des études prospectives sur l'économie mondiale, les échanges internationaux et les économies étrangères.

(2) Agnès Chevallier et Véronique Kessler. Economies en développement et défis démographiques. Algérie, Egypte, Maroc et Tunisie. La Documentation Française. Notes et Etudes Documentaires n° 4878, 3^e trimestre 1989.

Cette étude en effet, traite de la confrontation de deux contraintes : contrainte financière et contrainte démographique. Car l'ajustement se fait dans un contexte de forte croissance démographique. C'est sous cet angle que sont observées les économies d'Afrique du Nord en s'attachant à quatre domaines importants : l'emploi, l'éducation, la santé et l'alimentation. Une partie, plus macro-économique, est consacrée à travers la question budgétaire, au rôle de l'Etat dans l'économie. Dans chacun de ces domaines, des perspectives sont tracées. Elles ne cherchent pas à donner une image prospective d'ensemble de ces économies mais, plus modestement, à éclairer un certain nombre des questions qui se posent aujourd'hui.

Les pays du Maghreb et l'Egypte sont chacun à un stade plus ou moins avancé de leur "transition démographique". Leurs taux de fécondité très proches - autour de sept enfants par femme- jusqu'au milieu des années soixante, ont commencé par la suite à se différencier. La Tunisie apparait sensiblement en avance dans ce processus grâce à sa politique dans le domaine de la natalité, et plus généralement dans celui du statut de la femme (1). L'Algérie, par contre, a amorcé le mouvement de baisse de la fécondité plus tardivement ce qui se traduit par une croissance démographique au rythme de 3% par an jusqu'en 1995 alors que les autres pays enregistrent dès maintenant des taux de croissance démographique de l'ordre de 2%.

(1) L'écart entre la Tunisie et les autres pays d'Afrique du Nord est plus sensible dans les dernières statistiques publiées par l'ONU (édition 88) que dans celles dont on disposait au moment de l'étude (édition 86). Elles font apparaître un taux de fécondité en 1980-85 de 4,8 pour la Tunisie, 5,3 pour l'Egypte, 5,4 pour le Maroc, 6,7 pour l'Algérie.

Les perspectives démographiques de l'ONU sont examinées jusqu'à leur horizon 2025. Par la suite, l'horizon auquel on s'attache est plus proche, ne dépassant pas 2010. En matière de population active notamment, il n'y a plus à cet horizon d'incertitude démographique : plus de 90% des actifs de 2010 sont nés. Les seules incertitudes concernent les taux d'activité et notamment ceux des femmes (1). A cet égard, les projections du Bureau International du Travail sur lesquelles on se fonde peuvent sans doute être considérées comme minimales. Elles indiquent qu'entre 1985 et 2010, la population active des quatre pays d'Afrique du Nord va doubler. Cette progression du nombre des actifs, jointe à une hausse sensible de leur niveau d'instruction représente un potentiel de croissance important, d'autant plus que la charge des inactifs par rapport aux actifs va diminuer. A terme, ces évolutions doivent permettre une nouvelle allocation des ressources dont les effets sur la croissance économique paraissent a priori largement positifs. Mais, si les conditions de financement des investissements en capital matériel et en capital humain ne permettent pas la transformation de ce potentiel en croissance effective et la création d'un nombre suffisant d'emplois, alors la progression du nombre des actifs se traduira par l'extension du chômage et du sous-emploi sous toutes ses formes.

C'est le risque majeur pour les années qui viennent. Les conséquences sur l'emploi de l'"ajustement par la récession" sont extrêmement préoccupantes. Les derniers chiffres concernant l'emploi publiés en Algérie sont alarmants. Alors que l'augmentation de la population active réclamait de 1985 à 1989 la création de 195 000 emplois par an, celle-ci n'a pas dépassé une moyenne de 70 000, marquant nettement le pas sur les 120 000 emplois créés en moyenne au cours des cinq années précédentes. Le taux de chômage algérien serait passé de 16% début 1985 à 23% début 1989.

(2) Un autre "aléa" concerne l'émigration. Considérés comme trop dépendants de la conjoncture économique et politique pour être projetés à long terme, les flux migratoires sont nuls pour la plupart des pays (dont ceux d'Afrique du Nord) dans les projections de l'ONU et du BIT.

Un grand nombre des questions abordées dans l'étude se rejoignent sur celle du rôle de l'Etat et de sa transformation. Car l'Etat a été de façon multiforme au cœur de la dynamique économique de ces pays, pour des raisons idéologiques, historiques ou plus simplement économiques. L'importance prise par la rente pétrolière en Tunisie au cours des années soixante-dix a, par exemple, retardé la mise en œuvre de la "libéralisation" de l'économie envisagée dès 1972.

L'Etat est intervenu directement dans la résolution des contradictions naissant dans la sphère économique. L'accroissement des charges salariales supportées par l'Etat traduit les efforts déployés pour contenir le développement du chômage. En "protégeant" simultanément les conditions de production et le niveau de consommation réelle de la population, l'Etat a joué, par une politique de subventions, un rôle redistributif qui a partiellement désamorcé les conflits sur la répartition des revenus.

Déficits publics et endettement extérieur sont allés de pair. L'Etat porte aujourd'hui la quasi-totalité de la dette extérieure et se trouve le premier à devoir "s'ajuster" à la contrainte financière. Mais ne serait-ce que dans les domaines de l'éducation et de la santé, d'importants efforts financiers restent à faire. Dans ces deux domaines, des progrès considérables ont été réalisés dont témoignent un certain nombre d'indicateurs rassemblés sur les deux dernières décennies. Mais des déficiences demeurent dans le système éducatif comme dans l'appareil médico-sanitaire. Compte tenu de la pression démographique, les progrès qui restent à faire sont très coûteux. Les budgets alloués à l'éducation comme à la santé n'ont pas été épargnés pourtant lorsque la situation économique et financière s'est détériorée.

Peut-on espérer que dans un avenir proche, les recettes budgétaires augmentent suffisamment pour dégager de nouvelles ressources en faveur des besoins fondamentaux de la population ? Un examen des différents postes de recettes permet d'avancer certains éléments de réponse (1). Du côté des recettes provenant des hydrocarbures, il faut certainement s'attendre à une stagnation, compte-tenu de l'évolution prévisible du marché pétrolier. L'augmentation du produit des impôts sur le commerce international, qui représentait une part très notable des recettes budgétaires, se heurte à l'objectif de démantèlement des barrières douanières. Dans le domaine de la fiscalité intérieure, de profondes réformes sont nécessaires pour éliminer les multiples exemptions et la fraude dans des pays où "l'évasion fiscale est une façon de vivre". Mais la nécessité d'encourager les entreprises d'un secteur privé encore très limité, à investir, à créer des emplois et à exporter, rend la question de l'imposition des sociétés particulièrement délicate et sujette à débats extrêmement vifs. L'existence de larges secteurs informels dont le dynamisme est parfois considéré comme exemplaire décourage certainement l'augmentation de la pression fiscale sur les entreprises.

Comment sortir des contraintes actuelles ? Les plus optimistes font confiance pour cela aux réformes engagées et à la croissance plus élevée qui devrait en résulter. Mais, pour l'heure, le changement dans les règles de la vie économique aggrave les conflits de répartition. Le rôle de l'Etat doit se transformer. S'il intervient moins directement dans toutes les sphères économiques, s'il appelle les initiatives privées à prendre le relais dans de nombreux domaines, son rôle d'orientation et d'arbitrage n'en devient que plus important. Comment garantir en effet que ces initiatives privées n'utilisent pas les nouveaux espaces de liberté qui leur sont offerts pour développer des activités purement spéculatives ? Pour les orienter vers les activités productives, à quels arbitrages sera conduit l'Etat ? Le risque est grand que ces arbitrages se fassent en défaveur des salariés si l'insertion plus poussée dans les échanges internationaux devait continuer de reposer sur l'"avantage" de bas salaires. La concurrence dans ce domaine de nombreux autres pays en

(1) On a envisagé également dans l'étude la réduction éventuelle des dépenses de défense.

développement, où la pression démographique est également forte et où le niveau moyen de revenu est plus bas, risquerait d'engager les pays d'Afrique du Nord dans de dangereuses sous-enchères sociales. Il importe donc que ces pays parviennent à modifier à terme leur schéma de spécialisation. L'étude actuellement en cours au CEPII devrait permettre d'apporter quelques éclairages dans ce domaine en mettant notamment l'accent sur leurs relations avec l'Europe.

Agnès CHEVALLIER

L'économie islamique face à l'économie mondiale

Bernard HOURS

ORSTOM

S'il est bien naturel que les macro-économistes soient fascinés par les "décollages" et le développement des NPI, il paraît opportun de rappeler que l'Asie se définit aussi par de masses pauvres ou sous alimentées, dépourvues de toute protection sociale. A se pencher exclusivement sur la production des richesses, on peut, à l'occasion, omettre d'analyser la production de la pauvreté qui sert de fondement à de multiples sociétés asiatiques, puisqu'ici comme ailleurs la richesse des uns se nourrit de la pauvreté des autres. S'ébahir devant la croissance économique en Thaïlande sans mesurer les déséquilibres sociaux qui en sont l'une des causes, c'est probablement prendre le risque d'une vision myope à tout la moins partielle des choses. D'où l'intérêt d'approches complémentaires par des disciplines diverses.

Nous manquons singulièrement de profondeur historique pour décider si certaines conjonctures économiques et financières sont en mesure de provoquer des changements structurels globaux par lesquels on peut qualifier un développement économique et social, avec les mutations qu'il suppose. Seule la durée peut permettre de répondre à cette question et Hong Kong continue de trembler chaque fois que bouge la Chine.

Parmi les multiples facteurs qui interviennent dans l'économie d'une société, la religion tient une place notable quoi que peu étudiée aujourd'hui. Après les analyses webertennes sur les "entrepreneurs du salut" on se contente souvent désormais de spéculations parfois sommaires sur les mérites comparés du confucianisme et du shintoïsme dans la production industrielle des automobiles ou des magnétoscopes. Cette pseudo anthropologie religieuse n'a guère de valeur que pour le CNPF et les annexes idéologiques de la vulgate néo libérale des années 80 qui sert de plus petite commune pensée à la plupart des sociétés occidentales aujourd'hui.

Parmi ceux dont la place n'est pas clairement établie dans "l'économie mondiale", dans les pays dits "en développement", les musulmans sont les seuls à prétendre disposer d'une théorie économique alternative ou différente. Sous le vocable "d'économie islamique" une abondante littérature a été produite par des économistes musulmans, des essayistes, des journalistes. Cette littérature d'une qualité inégale est largement méconnue en occident.

A partir de pamphlets, d'ouvrages et d'articles de revues spécialisées publiées au Bangladesh, on se propose ici de présenter le cadre théorique et idéologique, les principales conceptions et les grands lignes des analyses contenues dans ces publications, qui toutes se présentent comme la pensée économique de l'Islam -si cette notion a un sens puisque l'on affirme fréquemment que l'Islam récuse des champs spécifiques ou distincts : politique, économie, religion.

L'auteur n'étant ni économiste, ni islamologue ne jugera pas de la validité technique ou métaphysique de ces productions, considérées ici comme des représentations du monde, formulées par des économistes, des intellectuels ou des idéologues musulmans. Si le Bangladesh n'est pas le berceau de la civilisation islamique et s'il n'abrite pas une grande université islamique, il passe néanmoins pour le second pays musulman de la planète en terme de population et il est le lieu d'une intense activité de prédication et d'agitation idéologique, comme au Pakistan voisin, ainsi que l'a révélé l'affaire Rushdie. On se propose ici de voir quels sont les principaux thèmes et points d'appuis des publications évoquées, avant de tenter de caractériser globalement l'approche de l'économie par les auteurs cités et d'essayer de mesurer sa situation face à l'économie dite mondiale.

THEMES ET POINTS D'APPUI

La loi Islamique est transcendante et doit s'appliquer à toute l'humanité qui -in fine- sera entièrement convertie à l'Islam et atteindra ainsi une sorte d'harmonie finale, à base de justice sociale et de haute moralité.

Le monde tel qu'il est, se présente comme un don de Dieu, une "provision" léguée à l'humanité pour vivre ici bas, ce capitale de ressources doit être fructifié par l'action "juste" des hommes, ce qui suppose une exploitation modérée des ressources naturelles ainsi que de la main d'œuvre. Le progrès matériel et la prospérité s'acquièrent grâce à une telle "modération", et ne sont que les éléments annexes d'une perspective de développement moral et spirituel. A ce titre la croissance est remise en question et le Dr. Ataul HUQ, économiste à l'Université de Chittagong s'exclame : "Pourquoi la croissance économique a-t-elle été exclusivement importante, jusqu'à une époque récente? Croissance pour qui ? Pour quelques privilégiés ou les masses ? A l'inverse de tous les autres systèmes économiques, l'économie de l'Islam possède quelque chose d'inhérent qui peut résoudre tous ces problèmes. Là réside la signification de l'Islam

comme code de vie intégral" (notre traduction). Le même auteur poursuit en présentant l'une des idées centrales concernant la redistribution de surplus qui constitue l'un des piliers des théories économiques islamiques. "Il y a quelque chose d'unique dans le système économique islamique. Il repose plus sur la morale, les aspects éthiques et humains que sur les aspects matériels de ce monde. Si chaque homme riche est conscient de ses responsabilités, aucun voisin, aucun pauvre ne sera en état de famine. Ainsi la distribution des revenus ou la justice sociale sont intégrées dans l'économie islamique" (op. cit p 23) (1) (Notre traduction).

Cette formulation est extrêmement représentative du discours islamique sur l'économie. Le chercheur occidental y découvre une logique spécifique, une pensée circulaire où l'idéal est conçu comme réel, sans que soient posées les conditions de sa mise en œuvre. Dans cet idéologie où Hegel ferait figure de grossier matérialiste, le monde marche réellement sur la tête.

A la base de cette conception, assez homogène à travers les différents auteurs, se trouve une représentation particulière, et une théorie de la "welfare society" islamique. Celle-ci repose sur un développement harmonieux et mesure (sans pillage des ressources naturelles), à base de juste répartition, qui n'a rien à voir ni avec le capitalisme inégalitaire, ni avec le socialisme trop matérialiste. "Nor East, nor West, Islam the best" proclament les slogans sur les murs des universités.

Maxime Rodinson, dans "Islam et capitalisme", a bien analysé la recette de l'Islam médiéval et le contenu des textes. Outre que la propriété privée est parfaitement tolérée, bien qu'Allah soit le propriétaire de toute chose, l'activité commerciale, dans laquelle les arabes excellaient au Moyen Age est vivement recommandée pour peu qu'elle évite l'accaparement, la spéculation. Les gains commerciaux seraient appelés "grâce de Dieu". (2) Rodinson p31. "Le marchand de confiance sera assis à l'ombre du trône de Dieu au jour du jugement." (Rodinson p 33).

La prohibition de l'intérêt (Riba) est présentée par les économistes islamiques comme une des conditions de la justice sociale, par opposition à l'économie occidentale accusée d'exploiter les consommateurs endettés. Le partage des pertes et des profits d'une entreprise est le principe mis en œuvre dans le système de "Banque islamique". On s'interroge sur le taux de profit "moralement" acceptable et évidemment sur la redistribution de ce profit. Toute une part de la réflexion de ces financiers vise à

produire une théorie licite et praticable prenant en compte le refus de principe de l'intérêt assimilé à l'usure. De multiples arguties techniques sont développées, dans les actes du séminaire international tenu à Dhaka en 1980 et publié sous le titre (thoughts on islamic banking. ed. Islamic Economic Research Bureau, Dhaka).

"Finalement, une banque islamique est une organisation commerciale visant le développement et le bien être (welfare) à partir des valeurs islamiques" (ouv. cite p. 173, Functions of a central Bank in the islamic framework by Shah Muhammad Habibur Rahman - notre traduction).

M. Rodinson (ouvrage cité) montre par de nombreux exemples que le principe de l'interdit de l'intérêt fut dès l'origine formulé pour être en partie contourné à partir d'édits spécifiques, plus ou moins spécieux et tortueux, formulés par les docteurs de l'Islam. Le même auteur affirme que cette interdiction eut peu d'effets pratiques et il se demande : "Pourquoi, dès lors, la société médiévale s'est elle donné des prescriptions idéologiques qui contredisaient sa pratique" (Rodinson p. 61) avançant la réponse fournie par G. Le Bras à propos de la société chrétienne médiévale : "la doctrine fournit les justifications qui semblent respecter le principe fondamental tout en permettant des anomalies".

M. A. Razzaque affirme : "le système économique islamique n'est ni capitaliste ni socialiste, mais il a combiné les bons aspects de deux" (thoughts on Islamic economy, ouv. cité p 34). La redistribution de la richesse selon l'économie islamique "est un devoir imposé par Dieu. Le prophète n'affirme-t-il pas "celui qui mange jusqu'à satisfaction de son cœur, pendant que son voisin crie famine n'est pas un croyant". (Razzaque, ouv. cite p 35.). Cette nécessaire redistribution est mise en œuvre par plusieurs institutions et pratiques dont la "Zakat" est la plus importante et la plus citée. Selon M.A. Razzaque (dans son article Distribution of wealth in Islam) "L'Islam ainsi, retire 1/10 de toute production agricole, 1/5 de richesses minérales, et impose d'autres taxations qui peuvent être suffisantes pour donner le nécessaire à tous, y compris dans certains cas le bien être et le confort. L'Islam dans ce but introduit la "Zakat" (les pauvres partagent la richesse des riches) et institue la Zakat (l'un de quatre piliers de l'Islam) au niveau d'une prière (monétaire) en importance" (1) (ouv. cite p 42.). Précisons que M.A. Razzaque est chef du département d'économie. Government College of Commerce, Chittagong.

De même les règles d'héritage édictées par l'Islam ont pour but d'éviter la concentration des richesses car les hommes sont également servants de Dieu. Les richesses honnêtement acquises sont licites. Ainsi le Coran souligne : "Ne négligez pas votre part du monde" (Coran 28:77) ou encore "O Allah, donne nous dans le monde ce qui est bon, ainsi que dans l'autre monde." (Coran 2, 201). L'activité économique est explicitement encouragée : "Quand la prière est terminée, répandez vous dans le monde en quête de la bonté d'Allah" Coran 62:10. Don de Dieu, la richesse est par nature et destination morale. Elle est bonne lorsqu'elle résulte d'une activité licite et qu'elle est utilisée pour le bien (moral et matériel à la fois) de la société.

"Dans l'Islam, le droit aux richesses est établi non seulement par le paiement de la rémunération des facteurs de production, mais aussi en déterminant le droit des groupes à faible revenu dans les biens des riches, sous la forme de modalités obligatoires ou optionnelles de charité. "Dans leur richesse, il y a un droit reconnu pour ceux qui demandent et ceux qui ont besoin de cette richesse" (Coran, 7:- 24-25) (Abul Hasan M. Sadeq, ouv cité p 44). Dans l'Islam, l'équipement et la technologie sont considérés comme de la terre, dans les facteurs de production, selon le même auteur.

Les formes juridiques des associations économiques et financières sont prescrites, et le travail doit être justement rémunéré. "Donnez au travailleur la juste part de son travail car le travailleur d'Allah ne saurait être privé de sa part". (Musaud Ahmad) ou encore "Et au jour de la moisson, payés son droit" (Coran 6:142).

A l'opposé de ce partage délibéré se situent les pratiques condamnées de l'usure et de la corruption. "Ceux qui offrent ou acceptent des pressions financières sont en enfer" (Bukheri). L'interdiction des transferts illégaux de biens à une portée régionale et l'Etat doit contrôler le commerce hors de la société de laquelle il a reçu le mandat d'assurer le bien être moral et matériel. "Le caliph (chef de l'Etat islamique) ne laissera pas un pauvre homme demeurer pauvre, un endetté en dette, il aidera le faible et l'opprimé et sans subjuguier les opprimés, il fournira des vêtements à ceux qui sont nus" (SharhSher-Atul-Islam : Islam ka Nezama Iktisadiat, cité par Alauddin Khan : Rasta o Khelafat 1971 p 208).

Qu'il s'agisse d'une contribution individuelle visant à éliminer la pauvreté ou d'une zakat "redistribuée par l'Etat, il faut distribuer la richesse d'Allah qui ne peut être monopolisée. "Les richesses ne peuvent être amassées et contrôlées seulement par les

riches" (Surah Hasher) "La prière purifie l'âme. La zakat purifie la richesse" (Coran 9:103)

Considérée comme une incitation au travail, la zakat contribue à la production et à la prospérité selon le Dr. Hasan ZAMAN (ouv. cité p 106) professeur à King Abdul Aziz University (Jeddah) et elle contribuerait à éviter les dépressions économiques selon Ali AKKAS (Université de Dhaka). Toutes ces dispositions sont considérées par les économistes islamiques "comme la solution la meilleure aux problèmes qu'affronte l'humanité contemporaine".

Ainsi "l'Islam est un code de vie complet qui propose les meilleures solutions de tous les problèmes aux niveaux individuel, social, national" affirme Abul Hasan M. SADEQ (ouv. cité p 85), qui ajoute "le système économique islamique est la panacée qui peut lever les causes des inégalités dans la société, (p 91). Sa conclusion est sa nuance "on peut affirmer avec sécurité et certitude que la conduite islamique assure une équitable distribution des biens dans une communauté avec justice" p 93).

Ces déclarations proférées par des universitaires qu'on peut supposer qualifiés mettent le lecteur en face d'une forme particulière de pensée dotée d'une logique spécifique. Tableaux et graphiques voisinent avec les phrases citées. Croyances, déclarations de foi, analyses économiques et sociales s'imbriquent pour livrer une vision de l'économie mondiale qu'on tentera maintenant de caractériser dans ses principaux traits.

RATIONALITÉ, ECONOMIE ISLAMIQUE ET ECONOMIE MONDIALE

M. A. H. Mahmud, chargé de presse de l'ambassade d'Iran au Bangladesh, écrit à propos de l'agriculture dans ce pays, "Les problèmes de l'agriculture ne sont rien d'autre que des problèmes de moralité". (ouv. cité p 28).

C'est bien ce type de réponse que reçoit le chercheur lorsqu'il fait observer aux auteurs cités que la société du Bangladesh est l'une des plus pauvres, des plus inégalitaires et des plus injustes du monde, "L'économie islamique" est en premier lieu normative, au sens éthique du terme. Répartition, fiscalité, ne sont que les instruments de la justice divine. L'injustice sociale est la faute des hommes. Elle ne remet pas en question la validité idéale du modèle islamique.

L'idéologie économique occidentale est évidemment elle aussi normative et invoque des régulations parfois défailantes. Toutefois, sa référence n'est pas morale au même degré; bien que l'idéologie occidentale des droits de l'homme soit exprimée parfois par des idéologues -dont les accents ne sont pas sans rappeler les ayatollahs.

Le caractère éminemment normatif de "l'économie islamique" est de multiplier par sa dimension univoque et holiste. L'Islam est un, comme l'humanité à venir. Politique, économie, religion, ne sont que les facettes d'une unique réalité, sous un Dieu souverain et unique. Dès lors la notion de progrès n'a pas le même sens qu'en occident. Il ne s'agit plus d'accomplir un parcours, une évolution de faciliter un processus. Il s'agit de revenir aux sources du bien, de l'ordre, de la justice, révélée par Allah.

D'où l'émergence d'un caractère majeur de la pensée économique islamique : son caractère rétroactif. Les références à l'âge d'or de l'Islam médiéval, abondent et l'occident est accusé d'avoir fait obstacle au "vrai" développement de l'humanité, par le mirage d'une croissance non maîtrisée fondée sur le pillage du tiers monde et la domination impérialiste. Ici la révolution a eu lieu et il s'agit d'y retourner, de retrouver une harmonie initiale dont les preuves font largement défaut, à tout le moins de réaliser un modèle passé. Si beaucoup d'analyses apparaissent communes avec les "progressismes" du XX siècle (socialisme, tiers-mondisme, écologisme) la logique profonde des économistes islamiques est différente, car l'âge d'or futur se réfère à un âge d'or ancien, à un modèle passé qui amène M. RODINSON à parler, sur ce point, d'une pensée "réactionnaire", où l'avenir se découvre en marche arrière.

C'est ce caractère rétroactif des modèles islamiques qui nourrit les débats sur Islam et modernité. "Moderniser l'Islam" semble intrinsèquement problématique. Quant à "islamiser la modernité", selon le mot d'un journaliste, c'est insister sur l'immoralité" de la modernité aux yeux des idéologues islamiques. On comprend dès lors pourquoi peut être évoqué un "ordre économique islamique" plus juste que l'ordre économique mondial actuel.

Le modèle économique islamique se présente comme un "welfare state" alternatif. La conception morale du développement, qui sous tend ce "welfare state" (réalise temporairement dans le moyen âge de l'Islam) est en totale contradiction avec l'idéologie occidentale du développement, et a fortiori avec le néo libéralisme de cette fin de XXe siècle. L'économie occidentale (c'est à dire idéologiquement l'économie

mondiale) est considérée comme injuste et a-morale, finalement immorale par ses effets. La maximisation, des profits, des échanges, de la production est essentiellement immorale selon une partie de l'Islam qui par ailleurs tolère fort bien et encourage le commerce.

A la prétention d'universalité du marché mondial (et des droits de l'homme), s'oppose radicalement la vision holiste, totalisante des penseurs islamistes. On laissera, ici, à d'autres le soin de décider quelle est de ces deux prétentions la plus "totalitaire", ce concept étant devenu inutilisable après 20 ans de débats de plus en plus sommaires.

Le caractère fortement utopique des analyses des économistes islamiques apparaît dans de multiples références à un système bancaire islamique, à un marché commun islamique, à un nouvel ordre économique islamique, à des compagnies maritimes islamiques... et même, à des Nations Unies des Etats islamiques !

De l'idéalisme à l'utopie, il y a qu'un pas, maintes fois franchi, pour le meilleur et pour le pire, dans l'histoire des idées. Les citations abondent, parmi les "économistes islamiques" pour affirmer la croyance selon laquelle les pays islamiques possèdent "les meilleures ressources", "les meilleures valeurs," "les meilleurs moyens" pour rendre à l'humanité le bonheur et la dignité qu'elle aurait perdu par la faute de l'occident. L'immoralité de l'Occident résulterait de son goût immodéré pour la production effrénée et sans mesure de richesses. L'éthique islamique du partage serait l'unique solution planétaire, il y a dix siècles, aujourd'hui, et dans dix siècles. C'est dans de telles lectures radicales de l'islam que trouvent leurs justifications aussi bien les terroristes extrémistes que l'ethno centrisme anti islamique des sociétés chrétiennes occidentales - sans parler du racisme. La science des religions montre abondamment, que les grands textes des grandes religions révélées survivent à coup d'exégèses et de manipulations qui ne vont jamais sans contradictions. Par chance, comme le soulignait M. RODINSON : "Les idéologues ne gouvernent pas, même en Islam. Ils expriment seulement l'opinion de Dieu". (ouv. cité p 62). L'Iran continue de faire figure d'exception.

Les écrits sur "l'économie islamique" évoqués sont le fait d'intellectuels et d'idéologues. Ils sont édités dans un pays, le Bangladesh, qui vit de la charité internationale et qui méprise profondément aussi bien son propre gouvernement que les gouvernements donateurs. L'indignité de cette situation, dans laquelle l'Occident n'a qu'une part de responsabilité, mais bien réelle, pourrait être le terrain d'élection du fondamentalisme, du radicalisme, de l'Islamisme radical dont les théories sont bien loin de mobiliser les 100 millions de musulmans du Bangladesh. Toutefois, la perpétuation des injustices sociales ne peut que renforcer les idéologies radicales qui sont celles des classes moyennes inférieures urbaines frustrées. On peut y trouver des professeurs d'université ... lorsque leur salaire nominal se monte à 1000 F par mois.

Parallèlement à l'Islam spirituel, culturel, comme foi privée, pourrait surgir l'idéologie holistique, radicale et utopique de la croisade médiévale. Le développement de la délocalisation économique internationale, les prétentions occidentales à l'universalité et à l'organisation d'un marché homogène des biens et des valeurs, se heurteront toujours à l'existence de sociétés diverses, qui peuvent être amenées à se défendre par des dispositifs où dominant la violence intellectuelle ou physique. L'injustice de l'ordre économique mondial actuel produit de telles idéologies "scientifico-religieuses" comme il provoque une théologie de la libération islamique, séquelle de siècles de frustrations coloniales, puis de frustrations nationales où l'occident doit assumer sa part de responsabilité.

A l'inverse, les pèlerins ou les travailleurs qui se rendent en Arabie Saoudite savent parfaitement prendre conscience de la manière dont ils sont parqués ou exploités. C'est dans leur société d'origine que se joue la dialectique où se forment les idéologies de demain.

L'économie islamique se présente comme un outil "anti-impérialiste". Que sa validité scientifique soit à mettre sérieusement en question paraît évident. Il reste à souligner sa force idéologique et son énorme capacité à faire adhérer les masses urbaines frustrées et semi éduquées des mégalo-pôles du tiers-monde de demain. La naïveté utopique des marchands du bazar n'a d'égale que celle des marchands de canons et autres industriels face aux idéologies de frustration qu'ils développent dans les pays où ils obtiennent des contrats dont les profits ne sont pas partagés.

Le tiers monde tient en échec depuis 30 ans les stratégies d'un développement mondialiste qui n'a de sens qu'en occident, et cet "échec du développement" se poursuivra probablement tant qu'il ne sera pas devenu clair que "l'économie islamique", par exemple, n'est pas plus utopique que les rêves néo libéraux d'aujourd'hui (bien représentés par les écrits d'un Guy SORMANN).

L'irréductible fossé qui se creuse entre la part de l'humanité où l'individualisme fait sens et cette part (que d'aucun déclarent maudite) ou la morale serait révélée ne sera pas comblée par l'agitation des commandos humanitaires occidentaux, pas plus que les théories économiques les plus brillantes n'ont permis le "développement" du tiers monde.

A vouloir appliquer de force au reste de l'humanité nos propres recettes, qui ne sont pas toutes forcément un succès, on s'expose à une incompréhension mondialisée des aspirations des autres sociétés et des autres hommes qui croient eux au sens de cette sentence, "S'ils croient en Allah et suivent la voie pieuse (taqwa) nous, leur ouvriront les portes du développement (Barkat) au ciel et sur la terre". (Surah Araf, 96).

Bernard HOURS

(ORSTOM)

OUVRAGES CITES

1. Thoughts on islamic economics, ed. par Islamic Research Bureau - Actes du séminaire sur les économies islamiques Dhaka 1979.
2. M. Rodinson. Islam et capitalisme. Paris Le Seuil, 1985.

Bibliographie des travaux en langues européennes

PRESENTATION DE LA BIBLIOGRAPHIE EN LANGUES EUROPEENNES (1979-1989)

Les banques de données de l'Institut du Monde Arabe, de l'IREMAM, du CAD, de l'OCDE et du CEPIL ont fourni 130 titres répondant aux critères retenus.*

1- Critères approximatifs qui appellent quelques explications

1°) On s'en est tenu à la dernière décennie. Par commodité, la date retenue coïncide avec la constitution de la banque de données de l'IREMAM. Mais aussi parce que les travaux anciens risquaient, sauf exceptions, de n'avoir qu'un intérêt rétrospectif.

2°) On s'est efforcé de ne retenir que les travaux de prospective dépassant le court terme et l'on a écarté ceux qui concernent les planifications. Bien sûr, les choix n'ont pas toujours échappé à l'arbitraire.

L'objectif n'était pas d'être exhaustif, et certaines lacunes apparaîtront aux spécialistes. Mais, tel qu'il se présente, ce recensement est déjà un instrument de travail proposant des repères. On l'a utilisé également pour dégager quelques indications sur les orientations de la littérature prospective.

Une première constatation s'impose : 130 titres, c'est peu ; la prospective est un genre qui ne se porte pas très bien, ou n'est pas très bien porté.

Le nombre de titres est cependant suffisant pour permettre une analyse thématique.

2- Analyse thématique

1°) Les espaces

La répartition géographique montre que le cadre principal

* Il est agréable de les remercier pour cette contribution à l'enrichissement du volume.

de la prospective est l'Etat-nation. Les études à l'échelle du monde arabe, des ensembles régionaux, sont peu nombreuses. Le déséquilibre entre Maghreb-Machrek, lui, est imputable aux langues retenues et aux priorités des bibliothèques françaises. Relevons encore la faible place de la Méditerranée, qui est loin d'apparaître comme mer commune...

Relevons également la pauvreté de la prospective concernant l'intégration maghrébine.

Répartition géographique des titres

Monde arabe... 49 Monde musulman... 3 Méditerranée... 6

Maghreb...6 (dont 3 sur l'intégration!)

Algérie...20 Maroc...17 Tunisie...11 Egypte...7

Machrek...12

2°) Les thématiques

Ce qui domine, c'est la prospective à deux termes -population/ressources- qui est la problématique classique en matière de sous-développement ; problématique très économiste et technicienne.

Avec les chocs et contre-chocs pétroliers, les questions de l'énergie, des effets d'entraînement de la rente, du marché mondial ont pris une importance croissante (une trentaine de titres, soit près du 1/4 du total).

Bien sûr, les stratégies, les déficits agro-alimentaires sont des thèmes récents, surtout pour le Maghreb et l'Egypte (une dizaine de titres). Par contre, les recherches portant sur les technologies, les migrations (3 titres), les ressources humaines, l'environnement, la consommation, l'urbanisation (6 titres) sont rares. Il y a là de graves carences concernant des secteurs souvent cruciaux.

Deux domaines surtout paraissent ignorés, sauf dans quelques travaux datant de ces dernières années : le politique et le culturel.

C'est assez dire que les composantes les plus sensibles et changeantes des réalités sont exclues de toute réflexion prospective.

3- Faiblesse des appareils d'observation

Quels sont les centres d'initiative et de commande prospective ? Une première catégorie de travaux est due aux grands organismes intergouvernementaux : Banque Mondiale, FAO, ONU, OCDE, UNESCO, BIT. La Commission des Communautés européennes a publié un ensemble d'études sur les questions agricoles. Mais les exemples de collaboration entre Etats sont rares, le Plan Bleu Méditerranéen constituant une heureuse exception. Pour les travaux dus aux puissances occidentales, les Etats-Unis dominant, et aux titres édités, il faut sans doute ajouter une littérature "grise", ou des scénarios à diffusion restreinte.

Pour les travaux élaborés par le monde arabe, il faut se reporter surtout au Centre d'Etude pour l'unité arabe de Beyrouth, aux organismes égyptiens - tel l'Institut de Planification- et aux initiatives de la Ligue Arabe, de l'OPAEP. Mais en dehors du Conseil de Coopération du Golfe, bien peu de recherches ont été concrètement orientées sur l'unification régionale. La rareté des scénarios fondés sur l'intégration ou l'unité maghrébine fait problème !

Une autre constatation s'impose : la prospective émane d'organismes gouvernementaux beaucoup plus que de la recherche universitaire. Il n'y a guère de thèses de prospective. Non que les études finalisées soient moins riches que celles de l'Académie. Mais ces dominantes expliquent que les prospectives relèvent de l'analyse plus que de la synthèse, de préoccupations techniques et pragmatiques plus que d'une vision politique, de la gestion des choses plutôt que des alternatives inventées par les sociétés.

Le paysage décrit ci-dessus subit des modifications. La prospective connaît un regain d'intérêt. On le comprend aisément si l'on considère les risques inhérents aux crises répétitives de la région. Si gouverner c'est prévoir, le dernier terme de la proposition prend et prendra une importance particulière.

REPARTITION DES TRAVAUX PROSPECTIFS RECENSES

Monde Arabe (49)		Maghreb (7)		Méditerranée (7)		Machrek (15)	
Etudes globales.....	15	Généralités.....	2	Industrie.....	1	Irak.....	2
Méthodologie.....	1	Unification.....	3	Stratégies agro-alimen- taires.....	1	Liban.....	1
Démographie.....	1	Industries.....	1	Développement, environne- ment.....	2	Israël - Palestine.....	5
Energie.....	12	Migrations.....	1	Migrations.....	2	Jordanie.....	2
Finances.....	2			Echanges.....	1	Arabie.....	1
Industrialisation.....	3					Golfe.....	4
Agriculture.....	2						
Technologie.....	2						
Barrages.....	1						
Urbanisation.....	1						
Emploi.....	1						
Ressources humaines.....	1						
Communication.....	1						
Etat -Nation.....	1						
Monde arabe et Europe							
Echanges.....	2						
Coopération.....	3						
Algérie (20)		Maroc (16)		Tunisie (11)		Egypte (8)	
Etudes générales.....	6	Etudes générales.....	5	Etudes générales.....	3	Etudes générales.....	3
Développement et hydrocar- bures.....	6	Méthode.....	2	Méthode.....	2	Energie.....	2
Sidérurgie.....	1	Démographie.....	2	Energie.....	2	Agriculture.....	1
Stratégies agro-alimentaires	4	Problèmes financiers.....	1	Agriculture.....	1	Technologie.....	1
Développement urbain.....	1	Industrie.....	1	Industrie.....	1	Suez.....	1
Consommation.....	2	Agriculture, alimentation.	3	Eau.....	1		
		Urbanisation.....	2	Habitat.....	1		
Islam (3)							

- ABDALLA Ismail-Sabri, ABDALLA, Ibrahim S.E., ABDEL-FADIL, Mahmoud and NASSAR, Ali. Images of the Arab Future, Translated from arabic by Maissa Talaat. New-York St. Martin's Press, 1983. United Nations University.

- ABDALLA Ismail-Sabri. Alternative Patterns of Development and Lifestyles in Western Asia : A Keynote and an Overview U.N. Economic Commission for West Asia. UNEP. Beirut, 1979.

- ABDEL-FADIL Mahmoud. Structural Effects of the High Dam on the Future of Development in Egypt. Studies in planning Beirut. Daïr el Quds, 1979.

- ABDEL-RAHMAN I.H. Concepts and Practice of Future Studies Using Models in the Arab Region. Regional Office for Education in the Arab Countries. Beirut, 1980.

- ABDEL-RAHMAN Ibrahim, ed, Looking to the Future of Industrial Development in the Arab World. Cairo National Planning Institute, 1976.

- Accès : CRESM MT 1616. Type : T Pays édit. : FRA
ABDERRAHMANI GHORFI Mohammed. Possibilités de pénétration des combustibles minéraux solides dans le bilan énergétique marocain.
FRA S1 Univ. de Dijon S3 Fac. de Sc. Econ. et de Gestion S5 Dijon/FRA S1.
Ecole Nationale Sup. du Pétrole et des Moteurs S3 Centre d'Etudes Sup. d'Econ. Pétrolière S4 CESEP S5 RUEIL-MALMAISON, 1984. Vol. : Num. :
Th 3ème C., Economie de l'Energie S PONSARD Claude, dir. Rueil-Malmaison : CESEP (diff. Technip, Paris).
68 p. S cartes, graph., tabl. ; 30 cm. Lg. : FRE
Situation énergétique du Maroc (1980-1983), perspectives pour les années 2000 qui devraient témoigner de l'effort de mutations des types d'approvisionnement (Charbon schistes bitumeux et uranium) des politiques énergétiques actuelles.
Maroc 1980/2000 (CRE20558).

- Accès : CRESM P 79. TYPE : P Pays édit. : DZA
A.K.
Nouvelle forme de pression : les prévisions de la demande de pétrole à long terme.
REVOLUTION AFRICAINE
1981 S 10 S 16-22. Vol. : Num. : 921
17-18, 35-38 (6 P.). Lg.: FRE
Analyse prospective de la stratégie de l'OPEP et de celle des pays industrialisés dans l'hypothèse d'une baisse de la consommation pétrolière à l'horizon 1990.
ALGERIE/LIBYE/MACHREK 1981/1990 (CRE06723)

- ALGERIE OFFICE NATIONAL DES STATISTIQUES
Statistiques : Démographie et alimentation, méthodes d'approche de la demande des ménages, information et planification régionale.
ALGER : OFFICE NATIONAL DES STATISTIQUES, 1987/12 (Publication trimestrielle, 17), 33 P. Cote : S 07 AFN
ALGERIE 500/900/12935

- ALLYA Marie-Claire et ALLYA Mahmoud. Pays arabes : le secteur agricole et ses perspectives à l'horizon 1990 publ. par la Commission des Communautés Européennes, le Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes et l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier. Paris : CIHEAM, 1981, 126 p. 31 cm

- ALLAYA Mahmoud et BONTOSOGLOU Vassilis. Tunisie : le secteur agricole et ses perspectives à l'horizon 1990. Publ. par l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier, la Commission des Communautés Européennes et le Centre International

des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes. Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen, 1980, 120 p., carte, 31 cm.

- AL-NAQUIB, AL-ATTAS Mohammed. Islam, Secularism and the Philosophy of the Future. Mansell London, 1985.

- Accès : CRESM 8-5092. Type : E. Pays édit. : FRA
AMIN Samir, FAIRE Alexandre, MALKIN Daniel. L'avenir industriel de l'Afrique. 1980. Vol. : Num. :
Paris : Editions l'Harmattan. 227 p. S Tabl., 22 CM. Lg. : FRE
L'industrie africaine est extractive le démarrage rapide des industries de transformation ne comble pas le retard qui permettrait de se retourner vers une politique d'industrialisation d'exportation renforçant sa place dans les relations Nord-Sud. Ceci concerne l'ensemble du continent africain.

- ANNEVILLE Patricia, GILLE Laurent, CARRE Jean-Jacques. Institut pour le Développement des Télécommunications et de l'Economie. Potentialités de croissance de trente pays du Sud. Montpellier : l date, 1984/05. 245 p. Cote : 4 0 PED;

- ARAB ALTERNATIVES; Georgetown University. Croom Helm, 1984.

- Accès : CRESM P 4-585. Type : P Pays édit. : SYR
Les Arabes seront 268 millions dans vingt ans. SYRIE ET MONDE ARABE. 1981. S06 S25. Vol. : Num. : 329. 5-4&. 37 P. S Tabl Lg. FRE
A partir des statistiques sur un certain nombre d'indicateurs socio-économiques (PNB, population, commerce extérieur), analyse des perspectives de développement du Monde Arabe dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et de l'industrie. AFRIQUE DU NORD : MACHREK; 1976/2000 (CRE0059).

- Accès : CRESM Type : P Pays édit. : MAR
BADDOU Tajeddine
Dynamiques et perspectives démographiques au Maroc. Revue de l'Institut National de Statistique et d'Economie Appliquée. 1979 S 12. Vol. : Num. : 3
1-50 (50 p.) S Tabl. Graph. Fig. Lg. : FRE
Description de l'évolution de la population marocaine et ses tendances, dans une optique de critique des sources, en particulier des méthodes de recensement accroissement démographique, composition et répartition régionale de la population, population active, perspectives et répercussions de l'évolution démographique.
MAROC 1900/2002 (CRE03291).

- Accès : CRESM Coll. III. 701 Type E. Pays Edit. : FRA
BADILLO Dominique
Stratégies agro-alimentaires pour l'Algérie, prospective 2000. 1980 . Vol. : Num. :
Coll. : Maghreb contemporain. Aix-en-Provence : EDISUD
348 P. S Carte, Tabl. Graph. 24 cm. Lg. : FRE
Pour rechercher les moyens nécessaires pour répondre aux besoins alimentaires de la population algérienne de l'an 2000, l'auteur analyse la situation agricole telle qu'elle existe et les contraintes qui y sont associées, puis elle construit trois scénarios possibles pour atteindre l'objectif fixé, montrant que la possibilité de choix existe, si l'on choisit des techniques adaptées, en tenant compte de l'accroissement démographique, en acceptant des réformes de structures.
ALGERIE 1830/2000

- Accès : CRESM. Type : P. Pays édit. : FRA
BADILLO Dominique.
Projections alimentaires et développement agricole, analyse des priorités agro-alimentaires de l'Algérie à partir d'une étude prospective. Mondes en développement. 1980. Vol. : Num. : 29-30.

101-129, 29 p. S tabl.

Lg. : FRE

Essai de définition d'une stratégie agro-alimentaire auto-suffisante pour l'Algérie, à partir d'un diagnostic de la situation agro-alimentaire actuelle, et d'une analyse prospective fondée sur différents scénarios, liés aux choix dans les types de consommation et de production.

ALGERIE 1980/2000 (CRE06219).

- BANQUE NATIONALE
MEMORANDUM ON THE ECONOMIC SITUATION AND PROSPECTS OF ALGERIA Washington : Banque Mondiale, 1978/02/17. (Report, 1816-ALI). 40 p. + Statistiques Cote : COL 1,1816-AL.
ALGERIE. 10855.

- BANQUE MONDIALE
ALGERIA : RECENT ECONOMIC DEVELOPMENTS AND PROSPECTS Washington : Banque Mondiale. 1980/10/03. (Report, 3018-AL) 91 p.
ALGERIE 10856.

- BANQUE MONDIALE
ALGERIA : THE 1985-1989 DEVELOPMENT PLAN AND THE MEDIUM AND LONG-TERM PROSPECTS Washington : Banque Mondiale, 1987/09/30 (Report, 6607-AL). 268 p.
Cote : COL 1, 6607-AL
ALGERIE 12430.

- BANQUE MONDIALE
ARAB REPUBLIC OF EGYPT : CURRENT ECONOMIC SITUATION AND ECONOMIC REFORM PROGRAM. Washington : Banque Mondiale, 1986/10/22. (Report, 6195-EGT). 131 p.
Cote : COL 1, 6195-EGT.
EGYPTE. 10665.

- BANQUE MONDIALE
MOROCCO : ISSUES AND OPTIONS IN THE ENERGY SECTOR. Washington : Banque Mondiale, 1984/03/ (Report, 4157-MOR). 56 p.
Cote : COL 1, 4157-MOR.
MAROC.

- BARGACHE Abderrahim :
Prospective : préparer le futur ici et maintenant pour ne plus retomber dans l'erreur du passé.
SINDBAD. 1984 S 03. Vol. : Num. : 30
5-8 4 p.
Travaux portant sur les moyens de préparer le futur et d'entreprendre des actions concrètes des différents domaines ou la recherche est l'une des conditions fondamentales du développement.

- BEAUGE G.
UNESCO :
Les ressources humaines au Proche-Orient : bilan et perspectives (1970/2000)
Paris : UNESCO, 1988/07. Etudes et documents, BEP/GPI. 119 p.
Vote : COL 78, 33
PAYS ARABES

- BEDRANI Slimane. Algérie : le secteur agricole et ses perspectives à l'horizon 1990 (publ. par la Commission des communautés européennes. (le) Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes et l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier) Paris. CIHEAM 1980. 83 p. 30 cm.

- Accès : CRESM Coll. 417. 124. Type : E Pays édit. : BEL
BEL S1 Univ. Catholique de Louvain S3 Centre d'Etudes et de Recherches sur le Monde Arabe Contemporain S4 CERMAC S5 Louvain-la-Neuve
Viabilité économique d'un état palestinien indépendant. 1984. Vol. : Num. : Coll. :
CERMAC-Cahier ; 24 Louvain : CERMAC
43 p. S tabl. : 27 cm Lg. : FRE
PALESTINE 1970/2000 (MCQ01058)

- BENISSAD Mohammed Elhocine : Eléments d'économie pétrolière. Les hydrocarbures, présent et futur (préf. de Charles Prou). Paris : Economica, 1981. 118 P. 24 cm.
ISEN 2-7178. 0408-0.

- BERQUE Jacques
L'Islam et son activité pour le Tiers-Monde. L'Islam en devenir.
TIERS-MONDE. 1982 S 10-12.
737-744, 8 p.. Vol. : 23 Num. : 92 Lg. : FRE
Interview de J.B. : situation de l'Islam dans le temps et dans l'espace, son rôle à travers l'action politico-religieuse des ulémas, le devenir de l'Islam, à la lumière de ces données.

- BIT (Bureau International du Travail) : Problèmes politique de l'emploi et de la main d'œuvre dans les pays arabes : propositions pour l'avenir. Genève, 1984. Papiers et travaux d'un colloque régional du BIT tenu à Genève, Janvier 1983.

- BOUBKRAOUI Lhoucein :
Sur la double liaison entre le long et le court terme et les niveaux macroéconomique et microéconomique illustrés par l'économie marocaine.
Revue de l'Institut National de Statistique et d'Economie Appliquée. 1984 S 01.
Vol. : Num. : 7
165-183. 9 p. S tabl. Lg. : FRE
Cet article d'économétrie appliquée au Maroc s'attache à la mise en place d'un système d'analyse prospective à court et long terme à travers les liaisons entre le micro et le macroéconomique.
MAROC. 1983/1983 (CRE12172).

- BOURGI Albert et COLIN Jean-Pierre et WEISS Pierre - Mélanges Gonidec (Pierre-François) - Mélanges offerts à Pierre François Gonidec : l'État moderne horizon 2000, aspects internes et externes ; La Ile République libanaise. Paris, LGDJ 1985. 543 p. 25 cm. ISEN 2-275-00952-2.
Système Institutionnel - Guerre du Liban.

- BOUTALEB G. :
Du pétrole à l'énergie de substitution, comment préparer la transition.
REVOLUTION AFRICAINE 1980-1981 S 12-01 S 26-01. Vol. : Num. : 879.
27-42. 16 p. S Graph. Lg. : FRE
A l'occasion de l'examen par le comité central de la politique énergétique de l'Algérie dans les vingt prochaines années, dossier de Révolution Africaine sur les énergies de substitution, notamment l'énergie solaire, qui assureront à long terme l'approvisionnement énergétique de l'Algérie.
ALGERIE (CRE05906) 1980/2000.

- CRIQUI Patrick (IEPE) et Nina KOUSNETZOFF (CEPII)
ENERGIE 1995 : APRES LES CHOCS. Centre d'Etudes Prospectives et
d'Informations Internationales.

- CEPII (La lettre du) :

1986/53 Matières premières : Les gagnants et les perdants.
1986/55 Prix du pétrole : Mouvement cyclique ou retour à l'équilibre ?
1986/66 La dette des Pays méditerranéens.
1988/75 L'Afrique du Nord à l'épreuve.

- CHATELUS Michel

Revenus pétroliers et développement : leçons de l'expérience du Monde Arabe"
dans REVUE TIERS-MONDE n°27. 1986/07-09 pp. 659-668 10 p.

- CHERKAOUI Abdelmalek. Entre les deux rives de la Méditerranée. FUTURIBLES
108, mars. 1987, pp. 59-68.

- Accès : CRESM 8-7286. Type : E

Pays édit. : MAR

CHERKAOUI Abdelmalek

Futur sans fatalité. Maroc 2000. Planification renouvelée et projet de société.
1986. Rabat : Edino.

395 p. S tabl. ann. index, 21 cm

Lg. : FRE

MAROC. 1980/2006 (CRE26459).

- CHEVALLIER Agnès : Economies en développement et défis démographiques:
ALGERIE, Egypte, Maroc, Tunisie. Notes et études documentaires n°4878. 1989,
148 p. La Documentation Française. CEPII.

- CLERON Jean-Paul.

Saudi Arabia 2000 ; a strategy for growth. London. Croom Helm. 1978, 168 p.
Bibliog. Append. Index ISBN 0-85664-560-5.

- Accès : CRESM P 4-807. Type : P

Pays édit. : TUN

CONJONCTURE ETUDES ET INFORMATIONS ECONOMIQUES DE TUNISIE.

Premières prévisions quantitatives pour le 6ème plan. 1981 S 03. Vol. : Num. : 55.
N.P. 10 p. S tabl.

Lg. : FRE

Après une rétrospective rapide de la décennie 1972-1981, analyse des grandes
lignes des perspectives à l'horizon 2001, et présentation des perspectives
chiffrées du plan. Conclusion sur les moyens d'une perspective de plein-emploi.
TUNISIE 1970/1990 (CRE06608).

- Accès : CRESM P 4-807. Type : P

Pays édit. : TUN

CONJONCTURE ETUDES ET INFORMATIONS ECONOMIQUES DE TUNISIE.

Sixième plan une stratégie nouvelle pour les industries textiles. 1981 S 12. Vol. :
Num. : 63.

6-15 10 p. S phot. tabl.

Lg. : FRE

Recommandations pour une nouvelle stratégie du textile dans le cadre du sixième
plan, prix, formation des cadres, exportations, perspectives par branches
(consommation, exportation, production) et évolution globale prévue.

- Accès : CRESM. Type : P

Pays édit. : ITA

La contraddizioni del Marocco di Hassan II. (Les contradictions du Maroc
d'Hassan II) Realizzazioni e prospettive economiche. (Réalizations et prévisions
économiques). POLITICA INTERNAZIONALE 1983 S 03 Vol. : Num. :3.

25-30 6 p. S tabl.

Lg. : ITA

Il s'agit de documents officiels marocains qui font le point sur les réalisations du
plan de développement achevé en 1980 et sur les grandes lignes du Plan en
cours.

MAROC 1978/1985 (CRE10627).

- Coopération euro-arabe : diagnostic et prospective. Actes du Colloque organisé à Louvain-la-Neuve, 2-4 décembre 1982 par le Centre d'Etude et de Recherche sur le Monde Arabe contemporain de l'Université Catholique de Louvain sous la Direction de BICHARA Khader. S1 Louvain-la-Neuve (s.n.) Impr. Ciaco (s.d.) 2 vol. 383 p. 354 p..

- DAOUD Zakya : Le Casa du futur.
LAMALIF. 1984 S 02-03. Vol. : Num. : 153
15-18; 4 p. S tabl., cart. Lg. : FRE
Analyse des grandes lignes de l'avant-projet du schéma directeur de la ville de Casablanca les innovations (dédensification du centre et extension vers la périphérie; création de zones industrielles) et leurs implications dans les besoins et dans la vie quotidienne à Casablanca.
CASABLANCA (Ville) 1984/2000
MAROC (CRE11117).

- DERVIS Kemal, MARTIN Ricardo, WIJNBERGEN Sweder Van, World Bank : Policy analysis of shadow pricing, Foreign Borrowing, and resource extraction in Egypt. Washington, D.C. 1984. 161 p.
World Bank staff working papers n°622.

- DESSOUKI Sami H. - Suez canal : changing world 1956/2000. London : Heinemann. 1982. 148 p. (Couv. ill. en coul. 24 cm).
(16 p. de p). Index : ISBM 0-434-18750 X.

- Accès : IREMAM 8-6817. Type : C. Pays édit. : EGY
Développement socio-économique des villes nouvelles en Egypte. Les villes nouvelles en Egypte.
EGY S1 Centre National de Recherches Sociales et Criminologiques S2CNCS S5. Le Caire 1987.
Coll. : dossier : 2, 253 p. S gloss. 24 cm Lg. : FRE
LE CAIRE/ALEXANDRIE : DAMIETTE/DIX DE RAMADAN (Ville) : AL-SADAT (Ville)/QUINZE MAI (Ville)/DIX OCTOBRE (Ville) : AL-AMIRIYYA/ AL-GADIDA(Ville).
EGYPTE (MCQ03834).

- EGYPT : Economic management in a period of transition. The report of a mission sent to the Arab Republic of Egypt by the World Bank ; Khalid Ikram coordinating author - Baltimore, Md Johns Hopkins University press, 1990 - XX - 444 p. 83 cm. (World Bank country economic reports).
INDEX : ISEN 0-8018-2418-2.

- EL BENDARY Aziz. The Industrial Future of Arab Countries up to the year 2000. RESEARCH PROJECT ON INDUSTRIAL DEVELOPMENT. Cairo National Planning Institute. 1979.

- EL KHOLI Ossama Amin. Long-Term Projection of Science and Technology in Egypt until the year 2000. EGYPT IN THE YEAR 2000'S SERIES. Cairo, National-Planning Institute 1977.

- Accès : CEROAC 8-6292. Type : E. Pays édit. : GBR
EL KUWAIZ (Abdullah)
Co-operation and Development in the Energy sector. The Arab Gulf States and Canada. The Future of Oil Prices.
L'Avenir des prix du pétrole.
INT S1 Petroleum Information Committee of the Arab Gulf States / CAN S1
McMaster University S5 McMaster
1984. Vol. : Num. :

Londres : Croom Helm
45-52 (8 p.) S tabl.
MONDE ARABE 1973/1982 (MC002297)

Lg. : ENG

- Accès : CRESM 8-5576. Type : C. Pays édit. : MAR
EL MALKI (Habib)/HANANE (Larbi)/EL AOULHADJ (Z.)/MAAROUFI
(M.)/JACQUEMOT (Pierre)/BENKIRAN (A.)/JUDET (Pierre)/KADMIRI
(Abdelghani)/EL GALLAF (M.)/ KHACHANI (M.)
Etat et développement industriel au Maroc.
MAR S1 FAC. DES SCIENCES JUR. ECO. ET SOCIALES S5 RABAT
1982 Vol. : Num. :
Casablanca : Ed. Maghrébines
227 p. S 22 cm. Lg.: FRE

Actes d'une rencontre de chercheurs et praticiens s'interrogeant sur
l'industrialisation et les interventions de l'Etat, autour de quatre axes. La
planification régionale et la politique industrielle, la nature et l'évolution des
structures industrielles, des études de cas, et en conclusion éléments d'une
stratégie alternative.
NADOR (COMPLEXE SIDERURGIQUE)/ODI (OFFICE POUR LE
DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL)
MAROC 1960/1982 (CRE 11303)

- Accès : CRESM P 8-556. Type : P. Pays édit. : MAR
EL MANDJRA (Mehdi)

DEVELOPPEMENT ET CROISSANCE URBAINE
URBANISME ET PROSPECTIVE
BULLETIN ECONOMIQUE ET SOCIAL DU MAROC

29-35 (7 p.) Vol. : Num. : 141-142 Lg.: FRE

Réflexions sur l'urbanisme, la prévision, la planification, la prospective dans
l'urbanisme et l'architecture d'un pays comme le Maroc.
MAROC 1977/1977 (CRE05489)

- Accès : CRESM P 8-548. Type : P. Pays édit. : MAR
EL MANDJRA (Mehdi)

La recherche scientifique et la création.
LAMALIF

1982 S 06-07 Vol. : Num. : 137
40-44 (5 p.)

Lg.: FRE

Communication au colloque sur "la créativité en Méditerranée". Analyse des
antécédents et de la situation actuelle de la recherche scientifique
méditerranéenne. Esquisse d'une vision prospective de la coopération dans ce
domaine entre les pays de la Méditerranée.
AFRIQUE DU NORD/MACHREQ 1600/2000. CRE08029

- Accès : CRESM P 8-548. Type : P. Pays édit. : MAR
EL MANDJRA (Mehdi)

Le futur possible du Maghreb.
LAMALIF

1982 S 08-09 Vol. : Num. : 138
28-31 (4 p.) S TABL.

Lg. : FRE

Analyse prospective du grand Maghreb de l'an 2000, avec à l'appui un tableau
chiffré d'indicateurs socio-économiques, scientifiques et culturels. Selon l'auteur
l'hypothèse d'un "futur possible" du grand Maghreb de l'an 2000 devrait
nécessairement passer par l'étape de l'intégration maghrébine.
AFRIQUE DU NORD 1980/2000 (CRE08022)

- Accès : CRESM P 4-585. Type : P. Pays édit. : SYR
 The energy situation in republic of tunisia (La situation énergétique en république tunisienne).
 SYRIE ET MONDE ARABE
 1983 S 01. Vol. : Num. : 348
 44-50 (7 p.) STABL. Lg. : ENG
 Bilan des réalisations depuis 1975 de la Tunisie dans le domaine énergétique, notamment celui des hydrocarbures. Evaluation des potentialités des ressources énergétiques de ce pays à l'horizon 1995.
 TUNISIE 1995/1995 (CRE09541)
- Présent et avenir des médinas : de Marrakech à Alep / Equipe de recherches associée au CNRS n°706 "Urbanisation au Maghreb" - Tours : Université de Tours, 1982 - 281 p. : ill., cartes, couv. ill. ; 30 cm. - (Fascicule de recherches)
 * URBANISME
 AMENAGEMENT URBAIN / CASBAH / PATRIMOINE ARCHITECTURAL / PROTECTION DU PATRIMOINE / VILLE / ALEP / ALGER / ALGERIE / AZEMMOUR / EGYPTTE / FES / LE CAIRE / MAROC / MARRAKECH / MONASTIR / OUJDA / RABAT / SFAX / SYRIE / TUNIS / TUNISIE.
- FARGANY Nader. Wasted Potentials : A study of how far the Arab People have progressed towards their aspiration. Beirut Center for studies or Arab Unity. 1980. L'un des bilans critiques annonciateurs de l'effort de prospective des années 1980.
- The future of the Nation-State in the Middle East.
 THE JERUSALEM JOURNAL OF INTERNATIONAL RELATION. Sept. 1987.
 (Numéro spécial)
- Accès : CRESM P 8-542. Type : P. Pays édit. : TUN
 FERCHIOU (Ridha)
 Matrice logements-ménages et politique d'habitat pour les pays en voie de développement.
 REVUE TUNISIENNE DE SCIENCES SOCIALES
 1980. Vol. : 17. Num. : 61
 149-181 (33 p.) S STAT. Lg. : FRE
 Proposition d'améliorer le travail des planificateurs par l'emploi d'une matrice logements-ménages. Application au cas tunisien et étude comparative des différentes stratégies possibles.
 TUNISIE 1975/1985 (CRE04830)
- Accès : CRESM P 4-878. Type : P. Pays édit. : TUN
 GANA (F.)
 Ressource-emploi de l'eau en Tunisie - Horizon 2000 ressource en eau bilan moyen terme.
 REVUE TUNISIENNE DE L'EQUIPEMENT
 1981 S 9-12. Vol. : 10 . Num. : 38
 66-89 (24 p.), Tabl., Stat. Lg : FRE
 Si la Tunisie ne veut pas en l'an 2000 avoir absorbé l'ensemble de ses ressources hydrauliques il lui faut mettre sur pied dans le plus bref délai, une politique de lutte contre le gaspillage, d'économie dans l'utilisation et le recyclage des eaux usées.
 TUNISIE 1979/1981. (CRE07586)
- GATELY Dermov. Retrospective and prospects. 1973-1990. EUROPEAN ECONOMIC REVIEW. 1983. n° 2, p. 313-332.
- GAZZO Yves. Le devenir des banques arabes. ANNUAIRE DE L'AFRIQUE DU NORD. 1986.
- GAZZO Yves. Le monde arabe face à l'endettement : le cas des pays du Maghreb. MAGHREB MACHREK. 1966. n°114 .

- Accès : CEROAC 8-6270. Type : E. Pays édit. : GBR
GONZALEZ Manolete V.
Bahrain and the Gulf.
Identifying critical issues for future planning : the case of the Gulf
Petrochemical Industries Company.
Les échéances critiques pour l'avenir de la planification. Le cas de la
Compagnie des Industries Pétrochimiques du Golfe.
1985. Vol. : Num. :
London : Croom Helm Lg : ENG
173-189 (17 p.)
Conseil de Coopération du Golfe
Pays du Golfe 1980/2000 (MCQ02672)

- GREMON Michel : Les scénarios méditerranéens du Plan Bleu.
PROSPECTIVES MÉDITERRANÉENNES. 1989, N° 37.

- GUERRAOUI Driss : Les paysans, quel avenir ? Essai sur l'approche
structuraliste. Casablanca. Éditions Maghrébines, 1986.

- HABLUTZEL Rudolf : Development prospects of the capital -surplus oil-
exporting countries : Iraq, Koweït, Libya, Saudi Arabia, Qatar, United Arab
Emirates (for the World Bank), Washington, 1981, 53 p., 28 cm, World Bank
Staff, Working paper.

- Accès : CRESM P4-926. Type : P Pays édit. : DZA
HAMMOUDA N.
Méthodes d'approche de la demande des ménages pour quelques biens
durables. STATISTIQUES. 1987 S 10-12. Vol. : Num. :
6-14, 21-22 12 p. Lg. : FRE
ALGERIE 1974/2000 (CRE28720).

- HASSAINYA Jeamaïel et ALLAYA Mahmoud. Egypte : le secteur agricole et
ses perspectives à l'horizon 1990. Publ. par la Commission des
Communautés Européennes, le Centre International des Hautes Etudes
Agronomiques Méditerranéennes et l'Institut Agronomique de Montpellier.
Paris CIHEAM, 1981, 123 p. 30 cm.

- Accès : CRESM P 4-609. Type : P Pays édit. : FRA
HUBSCHER Françoise
Algérie : Les potentialités pétrolières sont plus importantes qu'on ne pensait.
LE PETROLE ET LE GAZ ARABES. 1985 S 05 S 01. Vol. : 17 Num. : 387.
25-27. 3 p. Lg. : FRE
ALGERIE. 1980/1989 (CRE19421).

- HUDSON Michael - The arab future : critical issues. Washington : Center for
contemporary arab studies, 1979

- Accès : CRESM 8-5732. Type : C Pays édit. : FRA
L'Industrialisation du bassin méditerranéen. FRA S 1 Groupe de Recherches
sur l'Economie et les Sociétés de la Méditerranée et du Moyen-Orient S 2
GRESMO S5 Grenoble. 1983. Presses Universitaires.
302 p. S tabl. fig. 24 cm. Lg. : FRE
Les communications sont regroupées autour de trois thèmes : l'identification
des modalités d'insertion des pays méditerranéens dans le schéma analytique
représenté par la catégorie des nouveaux pays industriels ; les aspects
spécifiques de l'intervention étatique dans l'industrialisation, la Méditerranée
vue par les autres et plus spécialement l'Europe, l'Algérie et la Tunisie font
l'objet de communication.
AFRIQUE DU NORD : MACHREQ:ALGERIE:TUNISIE; 1962/1981.
(CRE13414).

- Accès : CRESM 8-5946. Type : E Pays édit.: USA/GBR
Jérusalem Institute for Federal Studies S2 JIFS S5 Jérusalem/USA Si
American Enterprise Institute for Public Policy Research S 2 AE1 S5
Washington/GER S1 American Enterprise for public Policy Research S2 AEI S5
London.

Judea, Samaria, and Gaza : views on the present and future.

Coll. : AEI studies ; 334. Washington. London. AEI

234 p. S cartes, tabl. fig. 24 cm.

Lg. : ENG

La Judée, Gaza, Samarie aujourd'hui et demain. La terre et ses ressources
(colonisation des arabes et des juifs, les possibilités physiques du milieu).
L'économie, le gouvernement et les services sociaux. Planification à long
terme et course à la "paix".

JUDEE (REGION):SAMARIE (REGION)/GAZA (REGION).

- Accès : CEROAC 8-2135. Type : E

Pays édit. : GBR

JAIDAH Ali M.

Issues in development : the Arab Gulf states.

Prospects for gas prices and the development of the natural gas industry in
Qatar. (Perspectives pour les prix du gaz et le développement de l'industrie
du gaz naturel au Qatar).

1980. Vol. : Num. :

London : MD Research and Service Ltd

Lg. : ENG

154-159 (6 p.). 1950/1980.

- KABOUDAN Mahmoud :

Oil Revenue and Kuwait's Economy. An Econometric Approach.
INTERNATIONAL JOURNAL OF MIDDLE EAST STUDIES n°20 1988/02 pp
44-66, 23 p.

KOWEIT 1970/1990. 20 Tableau/Statistiques.

- Accès : CRESM P-79. Type : P

Pays édit. DZA

KAMEL Chehrit

Energie perspectives 2000

RÉVOLUTION AFRICAINE 1983 S 10 S 07-13. Vol. : Num. : 1024

21-33 (13 p.) S phot.

Lg. : FRE

Dossier sur la situation et les perspectives des énergies existantes et
nouvelles dans les pays en voie de développement. Essai d'évolution de
l'impact du développement des énergies sur la croissance économique et
sur la qualité de la vie. Bref exposé de la politique énergétique de l'Algérie.

AFRIQUE DU NORD : MAGHREB:ALGERIE 1973/2000 (CRE 10964).

- Accès : CRESM Coll. 417.128. Type : E

Pays édit. : BEL

KHADER Bichara

Le Monde Arabe à l'horizon 2000.

Lg. : FRE

BEL S1 Univ. Catholique de Louvain S3 Centre d'Etudes et de Recherches
sur le Monde Arabe contemporain S4 CERMAC S5 Louvain-la-Neuve. 1984.
Vol. : Num. :

Coll. : CERMAC-Cahier ; 28. Louvain : CERMAC; 43 p. S tabl. graph. 27 cm.
Présentation de la population des pays arabes, des ressources économiques
(agriculture, industrie, technologie), les perspectives.

AFRIQUE DU NORD : MONDE ARABE 1984/2000 (CRE16905).

- KHADER Bichara (dir.) Coopération euro-arabe : diagnostic et prospective.
Actes du colloque CERME, Bruxelles. 1982. 2 vol.

- KHADER, Bichara, Le Monde Arabe à l'horizon 2000. FUTURIBLES, avril
1985, pp. 23 - 4 4

-Accès : CRESM 8-6687. Type : C

Pays édit. : DZA

KHELEF R. :

Perspectives de l'agriculture saharienne. Situation actuelle et perspectives de développement de l'agronomie saharienne.

DZA S1 Univ. d'Oran S3 Unité de Recherches en Anthropologie Sociale et Culturelle S4 URASC S5 Oran. 1987. Vol. : Num. :

Oran ; URASC. 15-30 (15 p.) ; 25 cm. Lg. : FRE

SAHARA (REGION) 1986/1990

ALGERIE (CRE28859).

- KRINGS Marion. CIHEAM. Notes bibliographiques sur les stratégies alimentaires en Méditerranée. 1985. CIHEAM, Publisud.

- LABONNE Michel et HIBON Alderic : Futur agricole et alimentaire de la Méditerranée arabe. Publ. par l'Institut National de la Recherche Agronomique. Paris, 1978, 145 p., 30 cm. Série économie et sociologie rurales.

- LESOURNE Jacques et GODET Michel : Mille sentiers de l'avenir. La fin des habitudes. Paris, Seghers, 1985. 491 p. Tabl. Bibliogr. Visages de l'avenir.

- M.S. Radioscopie de trois décennies de développement. LA TUNISIE ÉCONOMIQUE. 1981 S 03. Vol. : Num. : 56

40-46, 7 p. S Graph. Tabl. Fig. Lg. : FRE

Après la présentation rapide des deux décennies 1961-1986, analyse globale du 6e plan. Encadré sur la mise en place du plan.

TUNISIE; 1961-1986 (CRE07086).

- MAACHOU Abdelkader.

OPAEP. Organisation Internationale de Coopération Economique et Instrument Régionale Paris; Berger-Levrault. 1981. 200 p. Sélection Mondes en devenir, série points chauds, n°2.

- MABRO Robert

Oxford Institute for energy studies. The 1986 oil price crisis : economic effects and policy responses Oxford. Oxford University press, 1988. 286 p.

- Accès : CRESM Coll. 414.206. Type : E Pays édit. : DZA

MAHZOUL Helal

La crise énergétique dans le système capitaliste mondial et ses conséquences pour les P.V.D.

DZA S1 Centre de Recherches en Economie Appliquée S2 CREA S5 Alger. 1983. 59 f.

Lg. : FRE

Conséquence de la crise des années 1970 : accélération des différences économiques et politiques entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. AFRIQUE DU NORD 1974-1990 (CRE19233).

- MAROC Ministère du Plan

Centre d'Etudes et de Recherches Démographiques. Analyses et tendances démographiques au Maroc. Rabat. 1986. 229 p.

- Accès : CRESM. TYPE : P

Pays édit. : MAR

MAR S1 Min. de l'Agric. S3 serv. des études économiques S5 Rabat.

Le marché des produits agricoles. Le déséquilibre de l'offre et de la demande et le problème des prix. LE MAROC AGRICOLE. 1979 S 04/1979 S 05.

Vol. : Num. : 114/115. 11-15, 5-12 13 p. S tabl. Lg. : FRE

A partir des résultats 1960-75, analyse de projection de la demande et de l'offre de produits agricoles alimentaires jusqu'en 2000, puis du problème des prix et de la productivité, nécessite d'améliorer les circuits de distribution, trop complexes et qu'il faut assainir, analyse des différents marchés.

MAROC 1960/2000 (CRE2369).

- MARTIN Jean-Marie : L'avenir du marché pétrolier. FUTURIBLES, 122, juin 1988. pp 35-54.

-Accès : CRESM. Type : P Pays édit. : TUN
MECHRI Hedi, EL MANDJRA Mehdi
Maghreb de nouveau l'espoir. INFORMATION ECONOMIQUE AFRICAINE.
1983 S 02. 21-27, 7 p. Vol. : Num. : Lg. : FRE
Une courte introduction sur l'avenir du Maghreb uni précède une étude prospective qui représente trois scénarios d'évolution économique des pays du Maghreb d'ici l'an 2000.
AFRIQUE DU NORD 1983/2000 (CRE08556).

- Accès : CRESM P 8-502. Type : P Pays édit. : DZA
MEKIDECHE Mustapha.
La notion de relais dans le financement du développement algérien par le secteur des hydrocarbures.
REVUE ALGÉRIENNE DES SCIENCES JURIDIQUES, ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES 1979 S 09. Vol. : Num. : 3.
561-569, 9 p. S stat. Lg. : FRE
Le secteur des hydrocarbures en Algérie réalise 30es investissements planifiés et absorbe 50es crédits financiers extérieurs. Mais il n'y a pas d'autres possibilités de développement que la valorisation des hydrocarbures.
ALGERIE 1977/2006 (CRE02573).

- Accès : CRESM. Type : P Pays édit. : FRE
MEKIDECHE Mustapha.
La notion de relais dans le financement du développement en Algérie. LE PÉTROLE ET LE GAZ ARABES.
1980 S 01 S 16. Vol. : 12 Num. : 260
23-29, 7 p. S tabl. Lg. : FRE
A partir d'un bilan des réserves d'hydrocarbures algériens et d'une étude du niveau de rentabilité des investissements dans ce secteur se dégage le fait qu'il n'y a pas, pour l'Algérie, d'autres possibilités d'accumulation que la valorisation des hydrocarbures.
ALGERIE 1977/2006 (CRE03637).

- Accès : CRESM P4-433. Type : P Pays édit. : TUN
MLEYAH Borhane
Industries automobiles : vers l'avènement d'industries de "seconde génération". ENTREPRISE ARABO-AFRICAINE. 1985 S 12. Vol. : Num. : 18.
21-27, 7 p. Lg. : FRE
AFRIQUE DU NORD 1974/1989 (CRE21133).

- Accès : CRESM MT 1461. Type : T Pays édit. : MAR
NSENDULA Kayembe
La fonction de prévision au Ministère Marocain de l'Agriculture et de la Réforme Agraire.
MAR S1 Ecole Nationale d'Administration Publique S 2 ENAP S 5 Rabat.
1982. Vol. : Num. :
Mémoire de cycle supérieur, CLASSE Alain, dir.
Rabat : ENAP
114-(10) f. multigr. S Tabl. fig. annexe. 31 cm Lg. : FRE
Etude descriptive qui, après avoir décrit la fonction de prévision au sein d'une administration moderne, la présente dans le cas général marocain, puis au Ministère de l'Agriculture organisation et rôle. L'exploitation d'un questionnaire soumis à 40 fonctionnaires de la prévision permet de préciser le fonctionnement, les structures et les difficultés d'un tel service.
MAROC 1981/1982 (CRE12377).

- Accès : CEROAC 8-6270. Type : E Pays édit. : GBR
 NUGENT Jeffrey B.
 Bahrain and the Gulf.
 Normal growth patterns and their implications for Bahrain's future economic structure.
 Modèles de croissance normale et leurs implications pour la future structure économique au Bahreïn. 1985. Vol. : Num. :
 London : Croom Helm.
 154-172, 19 p. S tabl. Lg. : ENG
 BAHREIN 1980/2000 (MCQ02670).
- OECD Interfutures. Facing the future, Mastering the Probable and Managing the unpredictable. Paris OECD. 1979.
- Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel. Arab demand for capital, goods in the short, medium and long term. Vienne : Onudi. 1984/03/08 (Sectoral WO Paper series, 18 - Unido/1S 451). 179 p.
- OUAHES Ramdane
 United Nations educational, scientific and cultural organisation. La science et la technologie dans les états arabes à l'horizon 2000. Paris, UNESCO. 1988, 107 P. ILL. BIBLIOGR. BEP. GP1/18.
- Accès : CRESM P 72. Type : P Pays édit. : DZA
 OUBOUZAR Ali
 Interview du Ministère de la planification et de l'Aménagement du Territoire : « Evaluation du 1^{er} Plan quinquennal et définition des contours du futur Quinquennat ». EL DJEICH. 1985 S 01. Vol : Num. : 260
 11-16 6 p., photos Lg. : FRE
 ALGERIE 1980/1990 (CRE19963).
- PERCEBOIS Jacques. Les échanges économiques euro-arabe : problèmes et perspectives. TIERS-MONDE, Juin 1988, 114.
- PERDIKIS Nicholas. "An analysis of the error between forecast and actual expenditure in budgetary system of Iraq, 1961-1980". In INTERNATIONAL JOURNAL OF MIDDLE EAST STUDIES n°19. 1985/05 pp. 131-153. 20 p.
- Accès : CRESM P 4-585. Type : P Pays édit. : SYR
 Perspectives du développement de l'industrie sidérurgique en Algérie. (1980-1990)
 SYRIE ET MONDE ARABE. 1980 S 11 S 25. Vol. : Num. : 321
 6-14. 9 p. Lg. : FRE
 Analyse prospective de la demande de l'Algérie en produits sidérurgiques au cours de la prochaine décennie et présentation du programme de développement, de ses capacités de production pour la même période.
 ALGERIE 1980/1990 (CRE03975).
- The Petroleum resources of Libya, Algérie, and Egypt. Washington : Department of energy, 1984/03 (Foreign energy supply assessment series). 189 p.
 ALGERIE/EGYPTE/LIBYE 7089.
- Plan d'action pour la Méditerranée. Groupe de Coordination et de Synthèse. Valbonne. Rapport préliminaire de synthèse de la première phase du Plan Bleu. Sophia Antipolis. 1983. 307 p.

- Accès : CRESM P Doc 740. Type : P Pays édit. : DZA
 Le Plan Valhy énergie, ressources d'hydrocarbures et financement pour le développement économie de l'Algérie.
 BULLETIN D'INFORMATION ÉCONOMIQUES APS. 1979 S 04.
 22-32. 11 p. Vol. : 2 Num. : 49. Lg. : FRE
 Elaboration d'un plan prospectif sur trente ans portant sur la production d'hydrocarbures et les possibilités de financement issues de cette production.
- Problèmes de politique de l'emploi et de la main-d'œuvre dans les pays arabes. Propositions pour l'avenir publ. par le Bureau International du Travail. Genève, 1984.
- PNUD et le Monde Arabe : Un voyage vers l'avenir. New-York, 1984. Programme des Nations Unies pour le développement.
- RASHEED Youssef, SHEBAB EI-Dine Adnan; Future oil Nuclear Energy Balance in OAPEC COUNTRIES. OIL AND ARAB COOPÉRATION. 2/2/1976.
- SADIK Ahmed. Intégration et systèmes économiques comparés. LE GRAND MAGHREB ARABE. Afrique Orient. 1988.
- SAFIR Nadji : Développement économique et changement social dans les pays du Maghreb arabe à l'horizon 2000. Louvain-la-Neuve (Belgique), 1986.
- SARDAR Ziaudin -Islamic futures : the shape of ideas to come. London ; New-York : Manselle, 1985, 367 p., 20 cm (Islamic futures and policy studies). Bibl. index. ISBN 0-7201-1731-3.
- Accès : CRESM P 8-786. Type : P Pays édit. : MAR
 SEBBAR Hassan
 De l'utilisation de l'analyse input-output le cas du Maroc.
 REVUE JURIDIQUE, POLITIQUE ET ECONOMIQUE DU MAROC.
 1982 S 01-06. Vol. : Num. : 11
 229-248, 20 p. Lg. : FRE
 Analyse input-output étudiée en tant qu'instrument de planification et d'analyse économique en général l'auteur étudie l'intérêt du système des entrées-sorties et le champ d'application selon 2 types de modèles utilisés pour l'analyse de l'évolution future des structures économiques (le modèle de croissance faisant de l'analyse input-output un instrument de projections économiques et le modèle d'exécution offrant les possibilités de choix des projets). Au Maroc la politique de l'utilisation des tableaux entrées-sorties est limitée en raison de la méthodologie et de l'organisation de l'opération de construction des tableaux.
 MAROC 1959/1982 (CRE09722).
- SOFFER Arnon. "Population Projections for the Land of Israel". Dans MIDDLE EAST REVIEW n° 20 (1988 07/09 pp. 43-49, 7 p.
- Accès : CRESM P 8-502. Type : P Pays édit. : DZA
 STANDAERT Stanislas
 Un modèle de programmation linéaire pour le premier plan quadriennal algérien. REVUE ALGÉRIENNE DES SCIENCES JURIDIQUES, ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES.
 1980 S 02. Vol. : 17 Num. : 2
 251-257 8 p. Lg. : FRE
 Compte-rendu d'un essai d'application à l'Algérie de la technique de planification macro-économique reposant sur la programmation linéaire de Kantorovitch. Trois thèmes sont envisagés : croissance et consommation, revenus, commerce extérieur. ALGERIE 1973-1977 (CRE04644).

- Accès : IREMAM 8-6758. Type : E Pays édit. : GBR
 STAUFFER Thomas
 The Decline of arab oil revenues.
 Perspectives pour les revenus pétroliers arabes.
 GBR S1 Arab Research Centre S5 London. 1986. Vol. : Num. :
 London : Croom Helm Lg. : ENG
 36-46, 11 p.
 MONDE ARABE 1986/2000 (MCQ03394).
- SUTTON Michael
 Economist intelligence unit. London.
 Morocco to 1992 : Growth against the odds.
 United Kingdom
 Economist intelligence unit, 1987
 103 p. ill. maps.
- TLILI Hassane.
 La communication audiovisuelle dans le Monde Arabe à l'horizon 2000.
 Paris, UNESCO, 1988/07. (Etudes et documents, BEP/GPI, 301, 57 p.
 Cote : COL 78, 30
 PAYS ARABES/ 13805
- TROIN Jean-François. Vers un Maghreb des villes en l'an 2000.
 MAGHREB-MACHREK, N°96, 1982.
- Accès : CRESM DOC 1621. Type : E Pays édit. : TUN
 TUN S1 Institut d'Economie Quantitative S2 I.E.Q. S5 Tunis
 Programme d'activité pour l'année 1983. Vol : Num. :
 Tunis : I.E.Q.
 64 2 p. Lg. : FRE
 Cet institut qui est un centre d'études quantitatives et de recherches
 méthodologiques en matière de planification et de documentation dans le
 domaine économique et social, assiste les services du Ministère de Plan,
 organise une documentation sociale et économique et élabore de
 nouveaux instruments d'analyse économique.
 Institut d'économie quantitative.
 TUNISIE 1983/1983 (CRE 12370)
- Accès : CRESM P 4-609. Type : P Pays édit. : FRA
 La Tunisie deviendra importateur net de pétrole au début des années 90.
 LE PÉTROLE ET LE GAZ ARABES. 1985. S 10 S 01. Vol : 17. Num. :
 29-33, 5 p. S tabl. Lg. : FRE
 TUNISIE. 1981/1990 (CRE19319).
- Accès : CEROAC 8-468 Type : E Pays édit. : USA
 VAN ARKADIE Brian
 Benefits and burdens A report on the west Bank and Gaza strip economics
 since 1967 (Profits et pertes Rapport sur l'économie de la rive droite de la
 bande de Gaza depuis 1967), 1977. Vol. : Num. :
 New-York CARNEGIE ENDOWMENT FOR INTERNATIONAL PEACE. 164
 P. S APPEND. INDEX, TABL. NOTES 23 CM. Lg. : ENG
 Analyses des relations d'interdépendance économique, financière, fiscale
 et sur le plan du marché du travail entre Israël et la Jordanie après 1967
 et l'occupation par Israël des territoires situés sur la rive droite du
 Jourdain et la bande de Gaza. A cette situation nouvelle au plan politique
 et l'intégration sur le plan du travail des journaliers palestiniens
 correspond une situation nouvelle nécessitant un développement plus
 rationnel dans l'intérêt des parties.
 ISRAEL/JORDANIE 1967/1977 (MCQ00253).

- VERHAEREN Raphaël, Emmanuel. Une prospective économique en matière de migrations internationales. GR.I.S.S Grenoble II. 1986.

- Accès : CRESM P8-572. Type : P Pays édit. : FRA
VERHAEREN Raphaël, Emmanuel.
Devenir, prospective. Un Futurible des mouvements de population.
REVUE DE L'OCCIDENT MUSULMAN ET DE LA MÉDITERRANÉE.
1987 S 01-03. Vol. : Num.: 43.
103-104 12 p. Lg. : FRE
AFRIQUE DU NORD EMIGRATION 1975/2000 (CRE24120).

- WILSON Rodney
"Jordan's trade" : Past Performance and Prospects in INTERNATIONAL
JOURNAL OF MIDDLE EAST STUDIES n°20. 1988/03. pp 325-344. 20 p.
Tabl. stat.
JORDANIE 1948/1988

- WILSON Rodney. Euro-Arab trade prospects to the 1990s. La CIU
spécial reports n°1105 (The economist intelligence Unit) ; M.A. et Europe
échanges.

- WISE G. Issaoui Ch. Middle East. The next twenty Years. Princeton,
1980.

- ZAHLAN, A.B. ed. Technology Transfer and changin the Arab world.
Oxford. Pergamon, 1978.

- Accès : CRESM. Type : P Pays édit. : FRE
ZAJLY Ahned
Equilibres financiers et croissance à moyen terme esquisse d'une
procédure. REVUE DE L'INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET
D'ÉCONOMIE APPLIQUÉE. 1984 S 01. Vol. : Num. :7
243-266 24 p.S tabl. Lg. : FRE
Eléments de la préparation du plan quinquennal marocain au plan
financier comportement financier des différents agents banques, trésor,
extérieur, entreprises et ménages ; présentation de deux scénarios
prospectifs de la situation financière suivant deux taux de croissance
différents. Insuffisances de la méthode.
MAROC 1978/1985 (CRE 12168).

- Accès : CRESM P 79. Type : P Pays édit. : DZA
ZEMOURI Kamal HELLAL Abdelaziz. Alger demain. RÉVOLUTION
AFRICAINNE. 1982 S 10 S 22-28. Vol. : Num. : 974.
23-32 10 p. S phot. Lg. : FRE
Analyse de la situation de la wilaya d'Alger et des problèmes posés par
l'extension de son tissu industrialisé et urbanisé, notamment des
déséquilibres dans l'organisation de l'espace, dans l'implantation des
infrastructures, dans la vie quotidienne. Réflexions sur l'avenir de cette
wilaya dont l'aménagement devrait être recherché dans l'organisation
rationnelle, dans la restructuration et dans le désengorgement.
Alger (Ville), Alger (Wilaya).
ALGERIE 1982/2000 (CRE08617).